

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE

UN/SA CC



Distr.
GENERALE

A/5079
8 février 1962
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-septième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON-AUTONOMES : RESUMES DES
RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE
LA CHARTE DES NATIONS UNIES
RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

TERRITOIRES D'ASIE

Table des matières

	<u>Pages</u>
Avant-propos	3
Bornéo du Nord	4
Brunéi	32
Hong-kong	47
Iles des Cocos (Keeling)	83
Sarawak	89
Singapour	115

NOTE : Les signes employés dans le présent document sont les suivants :

Points de suspension (...)	Pas de renseignements
Tiret (-)	Importance nulle ou négligeable
Barre oblique (1959/1960)	Campagne agricole ou exercice financier
Trait d'union (1959-1960)	Moyenne annuelle

LISTE DES ABREVIATIONS :

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

TERRITOIRES D'ASIE

Avant-propos

Conformément à la résolution 218 (III) de l'Assemblée générale en date du 3 novembre 1948, le Secrétaire général par intérim a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale, pour sa dix-septième session^{1/}, des résumés complets des renseignements pour l'année 1960 ou pour l'année 1959/1960 relatifs aux territoires non autonomes dont la liste figure plus bas.

Ces résumés ont été établis d'après des renseignements communiqués au Secrétaire général par les Gouvernements de l'Australie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Le dernier volume de résumés complets avait été incorporé au rapport décennal sur les progrès réalisés (1947-1957)^{2/}.

Les renseignements pour l'année 1960^{3/} ont été communiqués au Secrétaire général par la Mission de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies et par la Mission du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies aux dates suivantes :

<u>Territoire</u>	<u>Date de communication</u>
Bornéo du Nord	26 juillet 1961
Brunéi	27 novembre 1961
Hong-kong	14 juillet 1961
Iles des Cocos (Keeling)	14 avril 1961 ^{4/}
Sarawak	5 juin 1961
Singapour	septembre 1961

^{1/} Conformément à la résolution 1700 (XVI) de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1961, ces renseignements sont également soumis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

^{2/} Nations Unies : Progrès réalisés par les territoires non autonomes en application de la Charte (No de vente : 60.VI.B.1, vol. 5). Ce volume ne contenait pas de renseignements sur les îles des Cocos (Keeling). C'est en 1956/1957 que des renseignements ont été communiqués pour la première fois au Secrétaire général au sujet de ce territoire.

^{3/} Des renseignements statistiques supplémentaires ont été publiés sous la cote A/4366 pour l'année 1958 et sous la cote A/4757 pour l'année 1959.

^{4/} Renseignements pour l'année ayant pris fin le 30 juin 1960.

BORNEO DU NORD

SUPERFICIE ET POPULATION

Le territoire a une superficie de 76 115 kilomètres carrés (29 388 milles carrés) et occupe toute la partie septentrionale de l'île de Bornéo; il a pour voisins immédiats le Brunéi et le Sarawak.

Les chiffres provisoires du recensement de 1960 indiquent une population totale de 454 421 personnes. Cela représente un accroissement de 36 p. 100 par rapport aux chiffres du recensement de 1951, lesquels étaient supérieurs de 20 p. 100 à ceux du recensement de 1931. Les Dusuns restent la communauté ethnique la plus nombreuse du territoire, les Chinois venant ensuite.

Recensement de la population

Composition ethnique	<u>1951</u>	<u>1960</u>
Autochtones :		
Dusuns	117 867	154 229
Muruts	18 724	22 138
Bajaus	44 728	59 710
Divers	61 690	79 421
Chinois	74 374	104 542
Européens	1 213	1 896
Divers	15 545	41 485
Total	<u>334 141</u>	<u>454 421</u>

Statistiques de l'état civil

	<u>1947</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>
Taux de natalité pour 1 000 habitants . . .	20	39,5	31,9
Taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes	136	58,2	65,3
Taux de mortalité pour 1 000 habitants . .	15,5	7,9	7,7

ADMINISTRATION

Fonction publique

A la fin de 1960, la fonction publique du Bornéo du Nord comptait 200 fonctionnaires d'outre-mer et 3 848 fonctionnaires recrutés localement qui se divisaient en trois catégories : 1) chefs de départements administratifs et techniques; 2) personnel administratif et technique supérieur; 3) commis et personnel technique subalterne. Il y avait vingt fonctionnaires recrutés localement dans la première catégorie et 234 dans la seconde. Sur les 200 fonctionnaires d'outre-mer, 178 occupaient des postes de la première catégorie et 22 appartenaient au cadre administratif et technique supérieur.

Dans l'administration locale, le premier administrateur autochtone a été nommé en 1957 et le second en 1960. A ces deux exceptions près, tous les chefs de district sont des fonctionnaires d'outre-mer, mais la majorité des administrateurs adjoints de district sont des fonctionnaires recrutés sur place.

Moyens de formation

En 1960, le gouvernement a accepté les recommandations du Comité consultatif permanent de la formation, nommé en 1959 pour étudier les programmes de formation du Bornéo du Nord à l'intérieur et à l'extérieur du territoire. Ces recommandations constituent les grandes lignes d'un programme de formation de fonctionnaires et d'un certain nombre d'autres jeunes gens; on estime à plus de 5 millions de dollars malais^{5/} le coût total de ce programme qui doit être financé par des ressources locales, des subventions du Colonial Development and Welfare et peut-être aussi une assistance du Plan de Colombo. Les principales dispositions pour la formation à l'intérieur du territoire comprennent la création d'un centre de formation en cours d'emploi pour commis et d'écoles professionnelles pour le personnel technique du Département des forêts, de l'agriculture et des postes et télégraphes. On a pris les mesures nécessaires pour la construction du bâtiment du centre de formation en cours d'emploi et les cours devaient y commencer en mars 1961. On a prévu des échanges de moyens de formation avec le Gouvernement du Sarawak.

5/ L'unité monétaire du Bornéo du Nord est le dollar malais, qui vaut 2 shillings 4 pence ou 0,327 dollar des Etats-Unis.

La plus importante disposition prise pour la formation à l'extérieur du territoire consiste à envoyer dans les universités, pour qu'ils y suivent des cours pendant trois ou quatre ans, 42 professeurs enseignant en anglais ou en chinois. De 1953 à décembre 1960, le nombre total des fonctionnaires envoyés au Royaume-Uni ou ailleurs en congé d'études a été de 248. Sur ce nombre, 56 ont fait des études d'ingénieurs et 26 des études de médecine.

CONDITIONS ECONOMIQUES

L'économie du Bornéo du Nord repose essentiellement sur l'exportation de caoutchouc, de bois et de coprah. On s'efforce de la diversifier par l'introduction de nouvelles cultures et par l'extraction des minerais.

On reconnaît de plus en plus la nécessité de planifier le développement des ressources naturelles du Bornéo du Nord. Un plan de développement où l'accent est mis sur les travaux d'équipement plutôt que sur les services sociaux et entraînant des dépenses s'élevant à 71 millions de dollars malais a été approuvé en décembre 1959 pour la période 1959-1964. En décembre, le gouvernement a affecté 2,3 millions de dollars malais à une enquête générale sur les ressources en terres, les ressources hydrauliques et les ressources minérales de la vallée du Labuk, enquête qui sera exécutée avec l'assistance du Fonds spécial des Nations Unies. La mise en valeur de la vallée du Labuk consistera notamment, le gouvernement l'espère, dans l'exploitation de ses ressources minérales.

La demande des principaux produits d'exportation du Bornéo du Nord s'étant maintenue, 1960 a été une autre bonne année du point de vue économique. La valeur totale du commerce extérieur a atteint 418,5 millions de dollars malais, chiffre le plus élevé qui ait jamais été enregistré et dépassant de 85,4 millions le total de 1959. La valeur des exportations de bois a atteint 90,7 millions de dollars malais, contre 61,1 millions en 1959 et 36,4 millions en 1958. Pour la troisième année consécutive, le chiffre des exportations de bois a dépassé celui des exportations de caoutchouc. Le volume des exportations de caoutchouc a légèrement baissé en 1960, mais, étant donné les prix élevés, notamment au milieu de l'année, leur valeur - 49,5 millions de dollars malais - a dépassé de 2,5 millions celle de 1959. Les exportations de coprah ont occupé la troisième place avec une valeur de 40,2 millions de dollars malais, contre 35,1 millions en 1959. Le développement

économique continu du territoire s'est également manifesté par une augmentation des importations de machines, de produits pétroliers et de véhicules. La valeur des importations de machines est passée de 12 millions de dollars malais en 1958 à 20 millions en 1959 et 30 millions en 1960.

Cet essor économique régulier a eu pour effet, de nouveau, en 1960, un excédent de recettes grâce auquel il a été possible de transférer 15 millions de dollars malais de recettes du budget ordinaire au Fonds de développement. Aux fins du Plan de développement 1959-1964, on avait estimé qu'on disposerait de 61 millions de dollars malais pour cette période. Les résultats de 1960 et les perspectives concernant 1961 ont permis d'établir de nouveaux plans vu que l'on comptait disposer de 17 millions de dollars malais de plus, soit 78 millions de dollars malais en tout pour le développement.

On ne possède pas de données statistiques sur les investissements et l'épargne privés. La Pioneer Industries Ordinance encourage l'entreprise privée par des exonérations, pour des périodes déterminées, des droits à l'exportation sur le cacao, l'huile de palme, les amandes de palmiste et le chanvre. En 1960, le gouvernement a approuvé des projets agricoles et industriels soumis par des étrangers - particuliers ou entreprises - et qui comportaient des investissements s'élevant à 8,9 millions de dollars malais. Les prêts accordés par la North Borneo Credit Corporation aux résidents permanents pour le développement de petites entreprises locales ont atteint 8,89 millions de dollars malais en 1960, contre 819 000 dollars l'année précédente.

REGIME FONCIER, AGRICULTURE ET ELEVAGE

La plus grande partie du territoire est encore une jungle inhabitée. La population relativement peu nombreuse et les difficultés de communications ont freiné le développement de l'agriculture, et 5 ou 6 p. 100 seulement de la superficie totale de 29 388 milles carrés sont cultivés. De récentes enquêtes pédologiques ont montré qu'il existe de vastes étendues de terres fertiles, et des plans d'irrigation visant à augmenter la superficie des terres cultivées ont été établis conjointement par le Département de l'agriculture et la Section de l'irrigation et du drainage du Département des travaux publics. De plus, on a entrepris à Keningau l'exécution d'un plan de colonisation, portant sur une superficie de

100 milles carrés, pour la culture par de petits exploitants du caoutchouc et du riz, et un plan de développement agricole a été établi pour la presqu'île de Semporna.

Les terres réservées pour le seul usage des autochtones représentaient 45 382 acres en 1960, contre 45 268 en 1959. Non compris les réserves indigènes, la superficie soumise au régime des titres autochtones (Native Title) est passée de 135 400 acres en 1958 à 143 107 acres en 1959 et à 150 525 acres en 1960. Abstraction faite des zones urbaines, les non-autochtones étaient titulaires de baux portant sur environ 555 791 acres en 1960, contre 543 703 acres l'année précédente. Environ 205 000 acres de ces terres étaient la propriété d'Européens, le reste étant occupé par des Asiatiques. Les terres appartenant à des Européens sont généralement utilisées pour la culture commerciale en grand du caoutchouc, du tabac et du chanvre, tandis que les terres occupées par les Asiatiques sont généralement consacrées à la culture du caoutchouc, du cocotier, du riz et des légumes.

Le caoutchouc reste la culture la plus importante et la production s'est maintenue à un niveau élevé en 1960. La superficie plantée en hévéas est passée de 149 000 acres en 1958 à 161 000 en 1959 et 172 000 en 1960, dont 40 p. 100 étaient occupés par des hévéas à haut rendement. Grâce aux fonds qu'il tire d'un droit sur toutes les exportations de caoutchouc, l'Office du caoutchouc a continué à produire et à distribuer aux plantations et aux petits exploitants des plants à haut rendement.

Grâce à des conditions atmosphériques favorables et au développement des travaux d'irrigation, la récolte de paddy de 1959/1960 a été la meilleure que l'on ait faite jusqu'ici et s'est élevée à environ 64 900 tonnes (équivalant à 40 200 tonnes de riz). Le rapport production-consommation est passé de 57 p. 100 en 1958 à 66 p. 100 en 1960.

La superficie plantée en cocotiers a continué d'augmenter et l'on a continué à porter un intérêt actif à des nouvelles cultures. La superficie plantée en cacaoyers a atteint 2 800 acres en 1960, soit presque le double du chiffre de 1959. La superficie totale des plantations de palmistes du domaine de Mostyn a atteint 1 050 acres.

Les stations agricoles sont toujours au nombre de 7. Grâce à une subvention de 181 000 livres accordée en 1959 par le Colonial Development and Welfare, la création d'une station centrale de recherche à Tuaran et d'une station de recherche sur le cacao à Tawau ont pris un bon départ.

A la suite du séjour d'un expert de la FAO dans le territoire en 1959 et au début de 1960, on a entrepris d'établir des plans pour le recensement agricole par échantillonnage du Bornéo du Nord et du Sarawak. Le premier recensement pilote, effectué dans le district de Jesselton en 1959, et le second, fait à Tuaran en 1960, ont fourni des données utiles pour la préparation du recensement général.

Principales cultures

	<u>Superficie</u>			<u>Production^{a/}</u>		
	<u>1958</u> (milliers d'acres)	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u> (milliers de long tons)	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Caoutchouc	149	161	173	20,2	22,9	22
Riz	75	77	77	29	34,5	40
Coprah	48	48	51	67	59	79,6
Chanvre	4	4	4	2	3	3,7

a/ Sauf pour le riz, les chiffres concernent uniquement les exportations. Les chiffres donnés pour le coprah comprennent les réexportations.

Elevage

(estimations, en milliers)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Buffles	100	100	100
Bovins	30	25	25
Porcins	150	100	100
Caprins	30	25	25
Chevaux	4	4	4
Volailles	4 500	4 000	4 000

En 1960, le nombre des animaux abattus dans les abattoirs locaux a été de 1 396 bovins, 4 397 buffles et 38 982 porcins. Sous les auspices du Plan de Colombo,

un expert australien de l'insémination artificielle s'est rendu, au début de l'année, dans le Bornéo du Nord pour des essais d'introduction de races bovines européennes au moyen de sperme frigorifié importé d'Australie.

FORETS

La forêt continue à couvrir environ 23 600 milles carrés, soit environ 80 p. 100 de la superficie totale du territoire. Les réserves forestières sont passées de 3 222 milles carrés en 1958 à 3 578 en 1959 et à 4 105 en 1960, soit environ 14 p. 100 de la superficie totale du territoire. Des mesures ont été prises pour réserver encore 2 709 milles carrés de forêts. Lorsque ce programme aura été exécuté, plus de 23 p. 100 de la superficie totale du pays auront été classés réserves forestières.

Depuis dix ans, l'exploitation forestière se développe régulièrement. En 1960, on comptait quatre grandes entreprises concessionnaires étrangères, huit entreprises locales travaillant sous licence spéciale préalablement à la conclusion d'un accord de concession et une soixantaine de petites entreprises locales titulaires d'un permis annuel. Environ 74 p. 100 de la production totale de bois provenaient d'entreprises concessionnaires ou allant l'être.

Il y avait soixante et une scieries en service, soit trois de plus qu'en 1959. Une usine de bois de placage est entrée en activité en 1960 et a produit plus de 9 millions de pieds carrés de placages. La production de bois d'oeuvre a considérablement augmenté en 1960, dépassant d'environ 37 p. 100 celle de 1959 et atteignant le chiffre record de 59,6 millions de pieds cubes. Les exportations de bois sont passées de 25 339 279 pieds cubes, représentant une valeur de 32 771 103 dollars malais, en 1958, à 38 445 343 pieds cubes, représentant une valeur de 57 395 045 dollars, en 1959, et à 49 111 807 pieds cubes, représentant une valeur de 86 173 972 dollars, en 1960. Le Japon, Hong-kong et l'Australie continuent d'être les plus grands consommateurs, suivis immédiatement de l'Italie, qui a pris la place de Taïwan.

Le nouveau programme de recherches du Département des forêts a été entrepris en janvier 1960. On s'est efforcé de décentraliser les travaux de recherche en assignant des tâches données aux inspecteurs de district des forêts.

Il existe à Sandakan une école forestière où sont donnés à la fois des cours élémentaires et des cours de perfectionnement. En 1960, quatre jeunes fonctionnaires du Département des forêts ont suivi un cours annuel à l'Ecole forestière de la Fédération de Malaisie; un fonctionnaire supérieur s'est rendu au Japon et à Hong-kong pour y étudier le classement et la commercialisation des bois; enfin, le Département a prêté ses locaux pour la seconde partie d'un cours de formation de la FAO en matière d'inventaires forestiers par exploration aérienne.

Production

(milliers d'unités)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Bois d'oeuvre (pieds cubes)	32 027	43 346	59 647
Bois de feu (piculs) ^{a/}	988	1 507	1 187
Charbon de bois (piculs)	23	33	34
Cachou (tonnes)	3,8	3,7	4

a/ Un picul égale 133,33 livres.

PECHE

Des sociétés de pêche étrangères se sont intéressées de plus en plus aux eaux côtières du Bornéo du Nord. En 1960, deux sociétés commerciales ont fait des recherches sur les possibilités de pêche à la crevette. La valeur des exportations de produits de la mer a été de 1,8 million de dollars malais, contre 1,5 million en 1959.

Le Département de l'agriculture entretient à Tuaran une station centrale d'alevinage pour encourager la pisciculture. Dix-huit étangs de pisciculture, couvrant une superficie de six acres, ont été aménagés en 1960, ce qui porte le nombre total de ces étangs à 678, avec une superficie de 50 acres. Leur production totale est passée de 15 tonnes en 1958 à 18 tonnes en 1959 et à 20 tonnes en 1960.

Pendant l'année, la Fondation des sciences naturelles a accordé une bourse à un fonctionnaire du service des pêches pour des études aux Etats-Unis.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Les ressources minières offrant certaines perspectives de mise en valeur sont la chromite, les minerais de cuivre et de nickel, la pierre à chaux, l'amiante, le charbon et la tourbe. Des compagnies minières ont intensifié la prospection, s'intéressant particulièrement à la chromite, au cuivre et au nickel. La Compagnie Shell du Bornéo du Nord a poursuivi ses travaux géologiques et géophysiques de recherche de pétrole, mais n'a pas encore fait de forages d'exploration. La seule production minérale a été celle de la pierre et de matériaux de construction.

ENERGIE ELECTRIQUE ET INDUSTRIE

L'activité industrielle se limite à peu près au traitement des matières premières, à la construction et aux transports. Il n'y a pas d'industries manufacturières.

Depuis 1957, le North Borneo Electricity Board, organisme public créé par l'Ordonnance No 27 de 1956, a été chargé de la fourniture de l'énergie électrique dans l'ensemble du territoire. A la fin de 1960, il alimentait en électricité les dix localités les plus importantes. Dans d'autres localités, l'électricité était fournie, au titre de licences, par des entreprises privées. Les chiffres ci-dessous montrent le développement croissant de la production du Board.

Production et vente de l'énergie électrique

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Puissance installée (kW)	3 602	5 694	7 849
Consommateurs	3 319	6 462	7 163
Unités vendues (kWh)	3 781 500	9 490 107	13 744 439

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Le manque de bonnes communications dans un territoire qui est encore en grande partie couvert de forêts et est divisé par des cours d'eau et des chaînes de montagnes reste un problème majeur. En 1959, on a reconnu l'importance des communications dans le développement économique en chargeant un économiste de l'Université d'Oxford d'étudier les nécessités du Bornéo du Nord en matière de

communications. Sur la base du rapport qu'il a établi, un plan quinquennal de constructions routières a été approuvé en juillet 1960, et les travaux ont commencé pendant l'année.

Le gouvernement possède et exploite un réseau ferroviaire d'environ 116 milles qui dessert une bonne partie de la côte occidentale et une partie de l'intérieur. Compte tenu du rapport établi par l'expert en matière de transports, il a été décidé que le réseau ferroviaire devrait tôt ou tard être remplacé ou complété par des routes et des moyens de transport routiers, mais que, pendant l'actuelle période de développement (1959-1964), il n'était pas possible de lui substituer un réseau routier, bien que certaines lignes de chemin de fer doivent être fermées.

Les ports principaux sont, par ordre d'importance, Sandakan, Labuan, Tawau et Lahad Datu. Etant donné surtout l'accroissement régulier des exportations de bois et de coprah, le nombre des entrées et sorties de navires dans ces ports a continué à augmenter. Le Plan de développement 1959-1964 prévoit un nouveau wharf et une nouvelle zone portuaire à Labuan, qui a le statut de "port franc". En 1960, ce projet a progressé de façon sensible.

Le Département de l'aviation civile et des services météorologiques, qui est un service du Unified Directorate of Civil Aviation for British Borneo, est chargé du contrôle et de la gestion de tous les terrains d'aviation et stations météorologiques du Bornéo du Nord. La Borneo Airways Ltd. exploite les services aériens intérieurs du Bornéo du Nord, du Sarawak et du Brunéi. La Malayan Airways Ltd. assure des liaisons quotidiennes avec Singapour. En 1960, d'importants travaux d'amélioration ont été effectués à l'aéroport international de Labuan, qui était fermé à tous les grands appareils.

Routes (en milles) et véhicules à moteur

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Routes macadamisées avec revêtement goudronné .	217	229	233
Autres routes macadamisées	78	70	80
Chemins de terre	<u>427</u>	<u>462</u>	<u>456</u>
Total	722	761	769
Véhicules à moteur (nombre)	5 725	7 044	8 165

Trafic ferroviaire

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Voyageurs	641 238	655 196	708 710
Marchandises (tonnes)	51 695	48 337	48 560

Trafic maritime

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Navires entrés et sortis (tonnage brut)	6 826 949	7 560 572	9 512 673
Marchandises embarquées et débarquées (tonnes).	1 234 676	1 569 237	1 860 587
Passagers :			
Arrivées	59 164	55 970	74 753
Départs	48 853	46 988	62 460

Trafic aérien international

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Passagers :			
Départs	25 253	19 828	13 414
Arrivées	22 715	19 672	13 354
Fret (kilogrammes) :			
Départs	195 732	114 336	77 171
Arrivées	281 480	276 745	200 724

Télécommunications

Les communications téléphoniques ont été considérablement améliorées. Depuis la mise en service, en 1958, de circuits radiotéléphoniques multiples à très haute fréquence, tous les centres du territoire sont reliés téléphoniquement. En 1960, le nombre des appels téléphoniques sur ces circuits et les demandes d'installations nouvelles ont été plus élevés qu'en toute année précédente. Les circuits étaient au nombre de 61, contre 44 en 1959. Le nombre de téléphones reliés aux bureaux centraux est passé de 2 411 en 1958 à 2 786 en 1959 et à 3 320 en 1960. De nouveaux centraux téléphoniques ont été mis en service dans plusieurs des régions les moins développées.

Le Département des postes et télégraphes exploite un réseau télégraphique intérieur qui relie par téléscripneur Jesselton, Sandakan et Labuan, et des circuits télégraphiques extérieurs entre Jesselton et les principales villes du Sarawak et du Brunéi. La Cable and Wireless Ltd. assure, à partir de son bureau de Jesselton, les communications télégraphiques avec le reste du monde, soit par radio, soit par câbles sous-marins.

FINANCES PUBLIQUES

L'exercice financier correspond à l'année civile et le budget annuel se divise en deux parties : recettes et dépenses ordinaires, et budget du développement. Pendant la période considérée, les recettes ordinaires ont dépassé les dépenses et l'augmentation des recettes a permis de transférer au Fonds de développement des sommes importantes, en sus de celles qui y avaient été affectées. S'agissant du financement du Plan de développement 1959-1964, la situation a été satisfaisante sans que l'on ait dû accroître la fiscalité. A la fin de 1960, la dette publique était de 35 millions de dollars malais, contre 25 millions en 1959, et était constituée par des prêts du Colonial Development and Welfare.

Recettes et dépenses
(milliers de dollars malais)

	<u>1958</u> (chiffres effectifs)	<u>1959</u> (chiffres effectifs)	<u>1960</u> (budget)
Recettes :			
Ordinaires	37 584	46 184	58 184
Développement	20 365 ^{a/}	13 614	25 904
Total	57 949	59 798	84 088
Dépenses :			
Ordinaires	36 660	42 514	57 435
Développement	25 362	12 511	17 160
Total	62 022	55 025	74 595

Recettes et dépenses (suite)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Principaux postes de recettes :			
Droits de douane	19 061	23 300	28 680
Licences et recettes fiscales . . .	5 134	5 098	7 597
Redevances forestières	3 054	3 988	6 240
Redevances foncières	1 000	1 355	1 362
Subventions du <u>Colonial Development and Welfare</u>	4 880	2 719	5 770
Principaux postes de dépenses :			
Travaux publics : dépenses de fonctionnement du Département et dépenses renouvelables <u>b/</u>	5 416	7 811	9 361
Services médicaux	3 142	3 468	3 971
Enseignement	2 209	2 599	3 618

- a/ Non compris une somme de 5,5 millions de dollars malais, virée en 1958 des recettes ordinaires au budget de développement.
- b/ Les dépenses non renouvelables au titre des travaux publics figurent au budget de développement.

Dépenses de développement
(milliers de dollars malais)

	<u>1958</u> (chiffres effectifs)	<u>1959</u> (chiffres effectifs)	<u>1960</u> (budget)
Ports	474	781	1 267
Terres et enquêtes	278	432	676
Marine	336	101	222
Services divers	5 566	30	349
Postes et télégraphes	1 562	761	682
Travaux publics	10 750	5 586	7 447
Chemins de fer	778	563	161
Agriculture	206	790	852
Radiodiffusion et information	7	11	129

Dépenses de développement (suite)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Aviation civile	1 986	933	1 150
Enseignement	2 162	1 685	2 066
Forêts	8	33	43
Services médicaux	947	754	365
Logement	-	50	50
Electricité	<u>300</u>	<u>-</u>	<u>1 700</u>
Total	25 360	12 510	17 159

BANQUES ET CREDIT

En 1960, il y avait deux banques (la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation et la Chartered Bank) desservant le Bornéo du Nord. La monnaie, mise en circulation par le Board of Commissioners of Currency, Malaya and British Borneo, se compose de billets et de pièces dont, à la fin de l'année, le montant était estimé à 102,6 millions de dollars malais.

COMMERCE EXTERIEUR

C'est le Département du commerce et des douanes qui contrôle les échanges. En 1959, les restrictions en vigueur les années précédentes sur les importations directes en provenance des Etats-Unis et des pays de la zone dollar ont été considérablement atténuées et, en 1960, seuls quelques produits faisaient l'objet de licences d'importation. L'importation de marchandises en provenance du Japon est également soumise à des licences. Le riz est le seul produit alimentaire dont l'importation soit réglementée.

En 1960, la balance excédentaire des transactions visibles a atteint 26,7 millions de dollars malais, ce qui représentait le solde créditeur le plus élevé depuis le boom sur le caoutchouc de 1951.

Importations et exportations
(millions de dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Total des importations	128,4	155,5	195,9
Total des exportations (y compris les réexportations)	130,4	177,6	222,6
Principales importations :			
Machines	11,7	20,1	30,0
Produits alimentaires	16,5	17,3	22,3
Tabac, cigares et cigarettes	9,8	9,7	12,8
Riz	10,0	7,9	8,4
Textiles et vêtements	5,3	6,1	9,2
Matériaux de construction	3,1	2,8	2,8
Principales exportations :			
Bois (en grume et sciages)	36,4	61,1	90,7
Caoutchouc	32,8	47,0	49,5
Coprah (y compris les réexportations)	32,2	35,1	40,2
Chanvre	2,6	3,8	5,2
Tabac	3,6	5,6	5,3
Cachou	1,5	1,5	1,6

Courants commerciaux
(pourcentage de la valeur totale)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Provenance des importations (principaux pays)			
Royaume-Uni	21,9	21,0	20,7
Malaisie ^{a/}	7,1	6,8	6,4
Hong-kong	7,5	8,0	8,3
Philippines	13,7	11,7	9,7
Japon	6,6	6,3	7,6
Thaïlande	8,3	5,9	5,0
Etats-Unis	9,4	9,7	10,5

Courants commerciaux (suite)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Destination des exportations (principaux pays)			
Caoutchouc : Royaume-Uni	28,9	15,6	16,6
Malaisie ^{a/}	27,3	30,7	35,0
Hong-kong	6,1	4,1	5,1
Bois : Royaume-Uni	3,3	1,6	1,2
Japon	56,5	64,1	64,7
Hong-kong	13,8	13,8	11,8
Australie	20,5	15,2	15,7
Coprah : Royaume-Uni	20,9	11,0	4,5
Malaisie ^{a/}	1,3	2,2	0,9
Pays-Bas	10,6	9,5	3,3

a/ Fédération de Malaisie et Singapour.

CONDITIONS SOCIALES

Le Bornéo du Nord est peuplé de races diverses parlant des langues différentes; le malais est devenu la lingua franca du territoire. Il n'a été signalé aucun problème sérieux en matière de relations raciales ou culturelles.

La communauté chinoise constitue le groupe d'immigrants le plus nombreux. La communauté européenne est numériquement faible mais économiquement importante. Tout en encourageant l'esprit d'entreprise des communautés d'immigrants, le gouvernement a pour politique de faire tout ce qui lui est possible avec les ressources dont il dispose pour le progrès et le bien-être de la population autochtone.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Le recensement de 1951 avait indiqué que 140 629 personnes, soit plus de 42 p. 100 de la population totale, exerçaient alors une activité rémunérée. On ne dispose pas encore des chiffres du recensement de 1960 relatifs à l'emploi. Bien qu'une grande partie de la population active se consacre aux cultures de subsistance ou marchandes selon la façon traditionnelle, les autochtones manifestent un intérêt croissant pour les emplois salariés. En 1960, le nombre des salariés a augmenté de près de 4 000 personnes, soit 13 p. 100, et a atteint le chiffre de 33 787.

Il n'existe pas de chômage important et l'emploi ne subit pas de fluctuations saisonnières sensibles. Le développement économique continu du Bornéo du Nord a entraîné une demande de travailleurs du bâtiment, d'ouvriers spécialisés et de mécaniciens que ne peut satisfaire le territoire. Pour y faire face, des travailleurs qualifiés et semi-qualifiés d'Hong-kong et de Singapour ont été autorisés à entrer dans le territoire à titre temporaire pour travailler dans des entreprises de construction et de travaux publics, des sociétés d'exploitation du bois et, d'une façon générale, dans l'industrie. L'immigration de travailleurs venant des Philippines et d'Indonésie (surtout de Célèbes) s'est poursuivie. La plupart de ces travailleurs sont des manoeuvres qui apportent un utile concours à l'économie agricole du Bornéo du Nord. En 1960, le nombre des migrants temporaires venus de ces pays voisins a représenté environ les deux tiers de l'accroissement de la main-d'oeuvre.

	<u>Salariés</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Agriculture (plantations)	12 763	13 953	14 864
Industrie	11 630	12 132	14 010
Administration	<u>3 687</u>	<u>3 763</u>	<u>4 913</u>
Total	28 080	29 848	33 787

Presque tous les travaux agricoles et une bonne partie du travail industriel sont payés aux pièces. Il n'y a pas eu d'augmentation générale des salaires pendant la période 1958-1960 et le coût de la vie est resté sensiblement le même. En 1960, le salaire moyen était de 3,41 dollars malais par jour pour les travailleurs non qualifiés, de 4,94 dollars malais pour les travailleurs semi-qualifiés et de 9,09 dollars malais pour les travailleurs qualifiés. Conformément au Code du travail, la journée de travail est de huit heures et la semaine de six jours. Les heures supplémentaires sont payées à un taux spécial.

Les accidents du travail, auxquels s'applique l'Ordonnance sur l'indemnisation des accidents du travail, ont été au nombre de 752 en 1960, contre 616 en 1959 et 661 en 1958. La plupart étaient des accidents d'ordre mineur et le nombre d'accidents graves ayant été une cause de décès ou d'incapacité permanente n'a pas

été plus élevé en 1960 qu'en 1959, bien que la main-d'oeuvre fût plus nombreuse et l'emploi de machines mues par des moteurs plus généralisé. Le montant total des indemnités fixées par voie d'accord a été de 65 013 dollars malais en 1960, contre 94 869 dollars en 1959 et 110 266 dollars en 1958.

L'Ordonnance sur les syndicats et les conflits du travail de 1947, amendée en 1949 et 1960, prévoit l'enregistrement des syndicats. Le mouvement syndical est encore au stade embryonnaire. A la fin de 1960, cinq syndicats restaient enregistrés, dont un seulement était composé de travailleurs manuels.

En 1960, il y a eu quatre conflits du travail (trois en 1959), touchant 152 travailleurs (114 en 1959); ils ont entraîné la perte de 818 heures de travail (110 en 1959).

Formation professionnelle

L'Ecole professionnelle publique forme environ 75 jeunes gens à la fois aux métiers de menuisier, de mécanicien et d'électricien. Les services de l'administration et plusieurs employeurs ont pour pratique de former leur personnel, mais l'apprentissage organisé existe peu. Il reste donc beaucoup à faire en ce qui concerne l'établissement de normes déterminées de qualification pour les différents métiers, ou d'un barème de salaires qui inciterait les travailleurs à atteindre ces normes.

Un programme général de formation, qui vise à permettre à des candidats recrutés sur place d'accéder à des postes supérieurs dans la fonction publique et a été adopté en 1960, prévoit aussi la formation d'ouvriers spécialisés et de techniciens.

SOCIETES COOPERATIVES

L'Ordonnance et Règlement relatifs aux coopératives sont entrés en vigueur le 1er janvier 1959, et le Département de l'agriculture est chargé d'assurer l'enregistrement de ces sociétés et d'en promouvoir l'organisation. Un expert de l'OIT en matière de coopératives a été invité à passer six semaines dans le territoire en 1959 et sa présence a aidé à stimuler l'intérêt porté au mouvement coopératif.

En 1960, vingt nouvelles coopératives ont été enregistrées, ce qui porte le nombre total des coopératives à 34 et celui de leurs adhérents à 2 458.

Seize d'entre elles sont des coopératives de vente. Un événement nouveau de 1960 a été l'enregistrement de 12 coopératives de mise en valeur des terres, qui sont toutes, sauf une, situées dans la résidence de Sandakan.

Vingt des coopératives sont surtout composées d'autochtones, onze sont chinoises et trois multiraciales.

NIVEAU DE VIE

Il n'est pas établi d'indice du niveau de vie, mais le Département du travail et de la protection sociale rassemble les chiffres du budget mensuel moyen des travailleurs autochtones et chinois. Le budget familial des travailleurs de ces deux races a légèrement augmenté en 1960.

Budget mensuel moyen des salariés (dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Travailleurs autochtones :			
Produits alimentaires	32,84	31,84	32,79
Vêtements et literie	3,64	3,45	3,42
Divers	<u>14,51</u>	<u>13,09</u>	<u>13,97</u>
Total	50,99	48,37	50,18
Travailleurs chinois :			
Produits alimentaires	35,37	34,71	37,56
Vêtements et literie	5,31	4,15	5,09
Divers	<u>12,79</u>	<u>11,36</u>	<u>12,46</u>
Total	53,47	51,22	55,11

URBANISME, AMENAGEMENT DES CAMPAGNES ET HABITATION

Conformément à l'Ordonnance sur l'urbanisme et l'aménagement rural de 1950, un bureau central de planification, composé de cinq membres d'office et de cinq membres désignés, s'occupe des plans d'urbanisme des sept villes principales et des règlements administratifs prévus pour plusieurs villes moins importantes. La plupart des villes et bourgades sont construites sur des terrains bas et souvent marécageux. Les deux plus grandes villes - Sandakan et Jesselton - sont bâties en

grande partie sur des terrains récupérés sur la mer. Dans les principales villes côtières, on exécute de vastes programmes d'assèchement des terres.

La surpopulation n'est pas considérée comme un problème sérieux, car les quelques quartiers insalubres des villes principales disparaissent au fur et à mesure que progresse l'exécution des plans d'urbanisme. L'une des principales difficultés éprouvées par le gouvernement est la rareté des terres de la Couronne pouvant servir pour la construction de logements à bon marché, dont le besoin se fait de plus en plus sentir. A Jesselton, où le terrain se compose soit de collines abruptes soit de marécages en contre-bas, le gouvernement étudie des plans pour l'assèchement de deux zones d'environ 850 acres où seraient construites des habitations à bon marché et à loyer modéré. Le Conseil municipal de Jesselton vient de faire exécuter un programme de construction de 30 unités d'habitations à bon marché.

SECURITE ET PROTECTION SOCIALES

Il n'existe pas de système général de sécurité sociale, ni de système de versement d'allocations de chômage ou de pensions de vieillesse. Le Département du travail et de la protection sociale est chargé de l'application des dispositions légales concernant la protection sociale, notamment les secours aux indigents et infirmes, la protection des enfants et jeunes gens et les secours aux victimes de guerre.

Une grande activité est déployée par des oeuvres bénévoles et par les organisations communautaires. Les traditions des divers groupes ethniques qui composent la population font de l'assistance aux personnes âgées et infirmes une obligation sociale acceptée. Le gouvernement a pour principe d'encourager tous les efforts bénévoles en matière d'action sociale. Afin de coordonner toutes les activités bénévoles et publiques, on a créé en 1954 un Conseil de la protection sociale ayant pour président le Commissaire au travail et à la protection sociale et composé de neuf personnes bien connues pour leur activité sociale. Ce conseil a fait oeuvre très utile en donnant des avis au gouvernement en matière de politique sociale et d'administration des services sociaux.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Bien que la population du territoire ait augmenté de plus de 36 p. 100 depuis 1951, la criminalité n'a pas augmenté de manière correspondante. La situation généralement satisfaisante en ce domaine s'explique en partie par l'absence de chômage et en partie par l'honnêteté innée de la population et son respect pour la loi. En 1960, le nombre des infractions au code pénal est resté faible, mais celui des contraventions aux arrêtés locaux et aux règlements de la circulation a eu tendance à augmenter.

Statistiques de la criminalité

	<u>Nombre d'affaires ayant donné lieu à poursuites judiciaires</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Infractions au code pénal :			
Délits contre les personnes	128	141	131
Délits contre les biens	651	567	595
Infractions aux arrêtés locaux . . .	2 233	2 571	3 098

SANTE PUBLIQUE

En mars 1960, le Conseil législatif a voté la première Ordonnance relative à la santé publique, qui unifie toute la législation sanitaire antérieure, sauf en ce qui concerne les mesures internationales de quarantaine. Cette Ordonnance prévoit la déclaration, la prévention et le traitement des maladies ainsi que le développement de la salubrité générale et de l'hygiène du milieu. Reconnaisant le rôle des autorités locales en matière de santé publique, l'Ordonnance prévoit qu'elles créeront des comités sanitaires et leur assigne des attributions importantes, sous le contrôle du Directeur des services médicaux. Au cours de l'année, le personnel du Département médical a été renforcé par la nomination d'un nouveau médecin et l'augmentation du nombre des infirmières diplômées.

En juin 1959, il s'est produit une grave épidémie de typhoïde à Tenom, mais, grâce à des mesures énergiques et à l'emploi de médicaments modernes, elle ne s'est pas propagée hors de Tenom.

Les maladies les plus courantes dans le territoire sont toujours le paludisme, la tuberculose et les infestations intestinales. En 1960, les principales causes de mort prématurée ont été le paludisme, la tuberculose et la pneumonie. Le grand nombre d'infections intestinales est dû aux mauvaises conditions de l'hygiène et des installations sanitaires. On a exécuté des travaux d'extension des canalisations d'eau de manière à en doter les zones urbaines qui en manquaient jusqu'ici, mais, dans les campagnes, l'eau potable est généralement fournie par des puits. Beaucoup d'habitants des campagnes n'ont encore comme sources d'approvisionnement en eau que des puits non protégés et des rivières et cours d'eau pollués.

Le paludisme reste un sérieux problème dans les zones rurales. Depuis 1955, le gouvernement, l'OMS et le FISE exécutent conjointement un programme de lutte antipaludique. Il comporte des pulvérisations effectuées deux fois par an dans tous les logements, avec la distribution en même temps de médicaments antipaludiques. De grands progrès ont été accomplis en de nombreux districts et, dans certaines zones, le paludisme est enrayé. A la fin de 1960, il a été établi un plan visant à transformer ce programme, à partir de juillet 1961, en une campagne d'éradication du paludisme.

Avec l'assistance technique accordée par le Gouvernement australien dans le cadre du Plan de Colombo, le Gouvernement du Bornéo du Nord a lancé en août 1960 une campagne de lutte antituberculeuse. Une enquête a été entreprise dans certaines régions déterminées pendant le second semestre et, à la fin de l'année, plus de 16 000 personnes avaient été radiographiées, 33 écoles avaient été inspectées et 15 000 enfants avaient été soumis à une cuti-réaction. Le nombre total de nouveaux cas de tuberculose signalés en 1960 a été de 1 231, contre 2 122 l'année précédente. Des salles spéciales permettant de soigner à part les tuberculeux ont été construites.

On continue de signaler des cas de malnutrition. Grâce à l'assistance du FISE, on a pu effectuer, dans les services de consultation maternelle et infantile et dans les centres sanitaires de tout le territoire, de nouvelles distributions de suppléments diététiques et de médicaments.

Dépenses
(dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Département médical	3 141 929	3 467 973	3 970 634
Plan de développement ^{a/}	946 866	753 768	364 839

a/ Les chiffres ne comprennent pas toutes les dépenses d'équipement au titre de nouveaux bâtiments à usage médical ou sanitaire.

Personnel médical et sanitaire

	<u>1958</u>			<u>1959</u>			<u>1960</u>		
	<u>Public</u>	<u>Missions</u>	<u>Privé</u>	<u>Public</u>	<u>Missions</u>	<u>Privé</u>	<u>Public</u>	<u>Missions</u>	<u>Privé</u>
Médecins diplômés	16	1	36	16	1	31	16	1	31
Infirmières diplômées	6	3	1	7	3	1	9	3	1
Infirmières autorisées	183	-	53	186	-	53	206	-	53
Infirmières auxiliaires	42	-	-	53	-	-	52	-	-
Sages-femmes autorisées	64	3	40	68	3	40	66	3	40
Inspecteurs sanitaires de première classe	1	-	-	1	-	-	1	-	-
Inspecteurs sanitaires d'autres catégories	<u>14</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>14</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>14</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Total	326	7	130 ^{a/}	345	7	125 ^{a/}	364	7	125 ^{a/}

a/ Non compris les accoucheuses de village, dont le nombre est passé de 64 en 1958 et 1959 à 67 en 1960.

Etablissements hospitaliers publics

	<u>Nombre</u>			<u>Nombre de lits</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Hôpitaux généraux	2	2	2	422	479	511
Hôpitaux pavillonnaires . .	5	5	5	367	417	485
Hôpitaux psychiatriques . .	1	1	1	131 ^{a/}	142 ^{a/}	127 ^{a/}
Hôpitaux de tuberculeux . .	1	2	2	140	...	...
Dispensaires :						
Pour consultations externes	18	18	18	-	-	-
Avec lits	12	12	12	204	178	178

a/ Nombre de malades hospitalisés à la fin de l'année.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement n'est pas obligatoire et il n'est gratuit que dans les écoles publiques. En dépit des progrès sensibles accomplis en ce qui concerne la construction de nouvelles écoles publiques, leur nombre reste inférieur à celui des écoles privées. Le recensement de 1951 a indiqué que 11,7 p. 100 de toute la population et 17 p. 100 de la population âgée de plus de 15 ans savaient lire et écrire, et que le taux général d'alphabétisme de la population chinoise était beaucoup plus élevé que celui de la population autochtone. On ne dispose pas encore des chiffres du recensement de 1960.

Depuis 1957, la proportion des enfants d'âge scolaire a notablement augmenté, mais on n'en connaît les chiffres exacts que lorsque l'on disposera des chiffres définitifs du recensement de 1960. En 1960, l'effectif scolaire total s'élevait à 50 763 élèves dans 379 écoles, contre 45 123 élèves dans 354 écoles en 1959 et 40 610 élèves dans 333 écoles en 1958. Il faut ajouter l'Ecole professionnelle publique, qui a moins de 100 élèves et l'Ecole normale publique (Kent Collège), qui en a moins de 200. Il n'existe encore aucun établissement d'enseignement supérieur au Bornéo du Nord, mais le nombre des étudiants qui font des études outre-mer à l'aide de bourses a augmenté. En 1960, sur l'effectif scolaire total du Bornéo du Nord, les élèves des établissements secondaires étaient au nombre de 3 806, contre 3 397 en 1959 et 3 019 en 1958. A l'heure actuelle, l'enseignement, dans le territoire, est presque entièrement du degré primaire.

/...

L'organisation actuelle de l'enseignement prévoit six ans d'études primaires et des études secondaires pouvant aller jusqu'à six ans. Il existe trois types d'enseignement primaire : l'enseignement en malais donné surtout dans des écoles publiques, l'enseignement en anglais donné surtout dans des écoles de missions, et l'enseignement en chinois donné surtout dans des écoles gérées par les collectivités chinoises. Il n'y a comme enseignement postprimaire en malais que les deux années de cours de l'Ecole professionnelle publique et de Kent College. Dans les écoles anglaises, il existe un cycle secondaire court de trois ans et un cycle long de cinq ans. Les écoles chinoises ont un cycle moyen et un cycle moyen supérieur qui durent l'un et l'autre trois ans.

La création, ces dernières années, d'écoles indigènes bénévoles témoigne du désir et de la volonté qu'ont les habitants des campagnes de donner à leurs enfants une certaine instruction. Il y avait, en 1960, 84 écoles de ce genre, soit 34 de plus qu'en 1959. La plupart utilisent le malais comme langue d'enseignement et, en 1960, dix seulement allaient jusqu'à la sixième classe primaire. Les écoles indigènes bénévoles reçoivent une aide du gouvernement sous forme de subventions, de matériel et de livres; parfois elles bénéficient aussi des services d'instituteurs publics.

Le Board of Education créé par l'Ordonnance (modifiée) de 1956 relative à l'enseignement pour donner des avis au Gouverneur sur toutes les questions concernant l'enseignement, représente toutes les races, toutes les croyances et tous les groupes intéressés à l'enseignement, et les fonctionnaires y sont en minorité. Le service chargé d'appliquer les directives et décisions du Board est le Département de l'éducation, à la tête duquel est le Directeur de l'enseignement. Conformément à la même ordonnance, il a été créé, dans les 14 districts scolaires du territoire, des comités de l'enseignement chargés de conseiller le Board et le Directeur de l'enseignement sur les questions relatives à l'enseignement, à l'administration des écoles et au bien-être des élèves dans ces districts.

A la demande des chefs indigènes, le Board a approuvé en 1959 un plan pour l'emploi de l'anglais comme langue d'enseignement dans les écoles publiques. Grâce à l'assistance du Plan de Colombo, un spécialiste australien de l'enseignement de l'anglais a été détaché au Bornéo du Nord en 1959 pour organiser et inspecter le travail des instituteurs et professeurs enseignant en anglais.

La première phase du plan a été exécutée en 1960 avec 17 instituteurs et professeurs enseignant en anglais, recrutés pour la plupart dans des pays voisins. Le Gouvernement canadien, également au titre du Plan de Colombo, a fourni un spécialiste de la pédagogie de l'anglais qui travaillera dans les écoles chinoises de Jesselton et formera des professeurs d'anglais.

Le manque de maîtres qualifiés constitue un autre problème. En 1960, le nombre des enseignants dans toutes les écoles était de 1 762, soit 289 de plus qu'en 1959. La seule école normale est Kent College, à Tuaran, ouvert en 1952 et qui, en 1960, comptait 164 élèves (103 garçons et 61 filles). Les cours comprennent un cours de trois ans en malais, un cours de deux ans en chinois, un cours de deux ans en anglais et un cours spécial d'un an en anglais pour les instituteurs autochtones. Les élèves du cours de malais étaient 74, ceux du cours de chinois 48 et ceux du cours d'anglais 42. En 1960, on a organisé un stage de perfectionnement, consistant en quatre courtes périodes de cours dans des pensionnats, à l'intention de 30 maîtres de l'enseignement en anglais et de 60 maîtres de l'enseignement en chinois. Tous les stagiaires sauf quatre ont terminé de façon satisfaisante ce stage et obtenu le titre de maître diplômé.

Dépenses
(dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Budget ordinaire	2 208 949	2 598 741	3 876 857 ^{a/}
Budget de développement (alimenté surtout par des subventions du <u>Colonial Development and Welfare</u>)	1 053 077	1 067 128	1 980 168
<u>Liberation Education Trust</u> (surtout pour l'octroi de bourses) . . .	85 158	69 475	94 344
Organismes bénévoles . . . . .	...	...	2 739 215 ^{b/}
Autorités locales . . . . .	...	...	269 345

a/ Y compris des dépenses d'équipement s'élevant à 650 689 dollars malais.

b/ Y compris des dépenses d'équipement s'élevant à 789 990 dollars malais.

	<u>Ecoles</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Ecoles publiques	90	92	95
Ecoles des missions	81	87	91
Ecoles chinoises	88	89	89
Autres écoles	<u>74</u>	<u>86</u>	<u>104</u>
Total ^{a/}	333	354	379

a/ Dans de nombreux cas, classes primaires et secondaires sont dans un même établissement.

	<u>Nombre d'élèves</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Enseignement primaire	37 591	41 726	46 957
Enseignement secondaire	<u>3 019</u>	<u>3 397</u>	<u>3 806</u>
Total	40 610	45 123	50 763
Garçons	26 063	29 040	32 140
Filles	<u>14 547</u>	<u>16 083</u>	<u>18 623</u>
Total	40 610	45 123	50 763

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Le Département de la radiodiffusion et de l'information administre quatre services étroitement apparentés : service de la radiodiffusion, presse et publications, cinéma et photographie, bibliothèques et salles de lecture publiques. Il n'existe pas de musée au Bornéo du Nord, mais le territoire se tient en liaison avec le musée du Sarawak.

Pendant la période considérée, les bibliothèques publiques se sont considérablement développées. Répondant à la demande de certaines autorités locales qui désiraient voir améliorer les installations et services, le gouvernement les a invitées, en 1959, à verser des subventions annuelles pour la fourniture de livres aux bibliothèques de leurs zones. Grâce à ces subventions et à l'augmentation des crédits affectés par le gouvernement, les bibliothèques ont été agrandies

et modernisées, et des bibliothécaires à plein temps, recrutés sur place, ont remplacé les assistants temporaires travaillant à temps partiel. Une bourse a été accordée à un jeune bibliothécaire recruté sur place pour des études de bibliothéconomie au Royaume-Uni. Le British Council a continué à fournir, comme il le fait chaque année, des livres aux bibliothèques publiques. Un très important don de livres fait par l'Asia Foundation, ainsi que l'augmentation des crédits prévus pour l'achat de livres, ont permis aux bibliothèques de satisfaire à la plupart des besoins des lecteurs. En 1960, 40 000 livres environ ont été empruntés dans les bibliothèques publiques, contre 25 000 en 1959.

La section de la presse du Département de la radiodiffusion et de l'information a continué de fournir des informations officielles et des renseignements d'ordre général à la presse locale. En 1960, deux nouveaux quotidiens chinois ont paru, ce qui a porté le nombre des quotidiens à six (cinq publiés en chinois et un en anglais, malais et dusun). Outre les deux périodiques qui existaient déjà (un en anglais et l'autre en anglais, malais et dusun), deux nouveaux magazines illustrés, le Borneo Pictorial et Three Territories Pictorial, ont paru en 1960.

Radio Sabah, station radiophonique du gouvernement, émet neuf heures par jour, sur ondes courtes pour l'ensemble du territoire et sur ondes moyennes pour la région de Jesselton. Les émissions se font en anglais, en malais, en dusun et en chinois. Au cours de l'année, Radio Sabah a continué de faire bon usage d'enregistrements de la BBC pour ses programmes en anglais et en malais, et les échanges de programmes avec Radio Sarawak se sont intensifiés.

BRUNEI

SUPERFICIE ET POPULATION

Le Brunéi a une superficie de 5 765 kilomètres carrés (2 226 milles carrés).

D'après les premiers résultats du recensement de 1960, il compte 83 877 habitants, contre 82 752 (chiffre estimatif) au milieu de 1959 et 77 461 (chiffre estimatif) au milieu de 1958.

Statistiques d'état civil

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Taux de natalité pour 1 000 habitants	56,8	50,6	48,9
Mortalité infantile pour 1 000 habitants			
naissances vivantes	88,9	93,1	69,2
Taux de mortalité pour 1 000 habitants	11,8	11,3	10,9

GOUVERNEMENT

Fonction publique

On ne possède pas de renseignements détaillés sur la nationalité des fonctionnaires de rang élevé. A en juger par leurs noms, sur 29 fonctionnaires de cette catégorie figurant dans la Colonial Office List de 1961, 19 sont des autochtones.

CONDITIONS ECONOMIQUES

La production de pétrole est l'industrie la plus importante et la source principale de travail et de revenu. Le plan de développement de 1953-1958, pour lequel un crédit de 100 millions de dollars malais^{6/} avait été alloué, a été achevé. On n'a pas recommencé à entreprendre de grands travaux de construction, mais de nouveaux plans de développement étaient en cours d'élaboration.

^{6/} L'unité monétaire est le dollar malais, qui équivaut à 2 shillings 4 pence, soit 0,327 dollar des Etats-Unis.

Le commerce extérieur est tombé de 392 millions de dollars malais en 1958 à 361 millions en 1959 et à 311 millions en 1960. Toutefois, la balance commerciale a accusé en 1960, un excédent de 185 millions de dollars malais, contre 235 millions en 1959 et 215 millions en 1958. En 1960 il y a eu un excédent budgétaire de 96 millions de dollars malais, contre 101 millions en 1959 et 97 millions en 1958.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

Le Département de l'agriculture a pour politique d'accroître la production des denrées alimentaires, des cultures destinées à l'exportation de l'élevage, et de développer la vulgarisation et les expérimentations agricoles. Des techniciens du caoutchouc et de l'élevage sont en poste dans les quatre districts administratifs du Territoire où ils s'occupent de la vulgarisation. Des plans ont été établis en 1960 pour la création d'une école d'agriculture.

Le budget du Département s'élevait en 1960 à 911 760 dollars malais, contre 821 194 en 1959 et 718 498 en 1958.

Principales cultures

	Superficie (acres)			Production		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Caoutchouc (<u>long tons</u>) ^{a/}	34 364	35 467	27 000	1 023	1 646	2 155
Riz (milliers de gantangs) ^{b/}	6 409	6 265	6 694	676	1 036	1 571

a/ Les chiffres relatifs à la production ne concernent que les exportations.

b/ Un gantang égale un gallon.

D'après le recensement de 1960, il y avait environ 2 500 propriétaires fonciers possédant une superficie totale de l'ordre de 27 000 acres, soit environ 8 000 acres de moins que les estimations antérieures. Trente-cinq p. 100 des plantations de caoutchouc ont moins de cinq acres et 65 p. 100 moins de dix acres. La superficie des jeunes plantations ne dépasse probablement pas 5 000 acres.

Le Département de l'agriculture fournit une assistance à certains producteurs pour l'achat de machines à décortiquer le riz, de batteuses à riz et d'autres machines agricoles. Des semences de paddy et de légumes améliorées sont distribuées gratuitement pour la culture familiale. Des insecticides fongicides et autres produits contre les parasites sont vendus aux exploitants au-dessous du prix coûtant.

Un plan quadriennal de développement des plantations de caoutchouc a été achevé en 1960. La superficie plantée s'élevait à 2 440 acres et le coût à 444 446 dollars malais. Une nouvelle extension du plan a été approuvée pour la période 1961-1965.

Un bureau de réinstallation a été créé dans le cadre du programme de développement. La prochaine zone de réinstallation, dans la plantation de caoutchouc de Gadong, est destinée aux habitants du village sur pilotis situé à l'embouchure du fleuve Brunéï.

Il a été construit une route et un pont conduisant à la zone de réinstallation. La plantation de caoutchouc sera morcelée et les parcelles seront distribuées aux riverains réinstallés, qui bénéficieront des conseils et de l'assistance du Département de l'agriculture. Dans deux autres régions les habitants des kamongs, ont été réinstallés. Ces réinstallations ne sont pas obligatoires et les intéressés reçoivent des terres à titre gratuit ainsi qu'une assistance financière.

Elevage

(nombre de têtes)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Buffles	13 100	13 888	14 400
Boeufs	1 598	1 894	3 270
Porcs	6 858	7 683	6 500
Chèvres	1 384	1 499	1 400

Le marché intérieur ne peut couvrir qu'une partie des besoins, le reste étant importé du Sarawak et du Bornéo du Nord. Les importations de buffles représentaient 50 p. 100 du nombre total des animaux abattus; pour les boeufs, le chiffre correspondant était de 67 p. 100. On fait des efforts persévérants pour améliorer l'élevage; les soins vétérinaires, inoculations et vaccinations du bétail sont gratuits.

FORETS

Les forêts primaires couvrent 1 678 milles carrés, soit environ 75 p. 100 de la superficie totale de Brunéï; 456 milles carrés (environ 20 p. 100) sont couverts de forêts secondaires; enfin, il existe 92 milles carrés de forêts (4 p. 100) dans les zones agricoles et habitées. Les réserves forestières représentent 818 milles carrés.

L'administration a pour politique de réserver en permanence des terres forestières afin de conserver leur fertilité aux sols, de sauvegarder les ressources en eau, d'empêcher l'érosion et d'exploiter les forêts selon le principe du rendement régulier pour obtenir les produits nécessaires aux besoins du territoire et à l'exportation.

Le budget du Département s'élevait en 1960 à 192 958 dollars malais, contre 174 771 en 1959 et 180 119 en 1958.

La surface des réserves forestières paraît suffisante à l'heure actuelle mais il sera nécessaire de l'étendre à mesure que la population augmentera. Grâce à l'amélioration du niveau de vie et des services sanitaires, la population a plus que doublé en quatorze ans; il est probable que la demande de terres et de réserves forestières augmentera proportionnellement au cours des dix années à venir. La plupart des grandes réserves forestières ne sont encore facilement accessibles que par les fleuves et les rivières. Certaines terres domaniales seront explorées avec soin parce qu'on y trouve de précieuses forêts de dammaras. La plupart de ces zones ont été ou sont en cours d'exploitation; les dammaras ne peuvent être abattus que s'ils ont atteint un certain diamètre.

Production

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Billes (pieds cubes)	524 968	...	1 261 912
Bois de palétuviers pour le chauffage (pieds cubes)	102 574	...	1 074 061
Caoutchouc jelutong (<u>long tons</u>)	322	298	215

La valeur des bois durs lourds exploités en 1960 s'élevait à 59 620 dollars malais, contre 139 800 en 1959; pour les bois durs légers et moyens les chiffres correspondants étaient respectivement de 62 948 et 1 255 500 dollars malais. La valeur du caoutchouc jelutong produit en 1960 était de 630 000 dollars malais, contre 553 000 en 1959 et 596 356 dollars en 1958. Grâce à l'amélioration des transports maritimes, les exportations de bois d'oeuvre et de bois de chauffage à destination de Hong-kong se sont accrues en 1960.

PECHE

La pêche se pratique surtout le long des côtes, dans les estuaires et les fleuves et au-dessus des bancs de coraux. Grâce surtout à l'utilisation de moteurs hors bord et à des prêts consentis par l'Administration à des conditions de paiement favorables, la pêche s'est développée.

Prises en mer

(long tons)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Poissons	1 644	2 401	2 341
Crevettes	191	282	251

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Tous les gisements pétrolifères et tous les gisements minéraux souterrains sont propriété de l'Etat, auquel sont payées des redevances sur le pétrole. Le pétrole produit dans le Brunéi est acheminé par pipeline à Miri, situé au Sarawak, de l'autre côté de la frontière, où une raffinerie avait été construite avant qu'on ne découvre du pétrole au Brunéi. Un levé géologique, commencé en 1959, a été achevé.

Production de pétrole

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Nombre de puits exploités	403	423	343
Quantité (milliers de <u>long tons</u>)	5 334	5 495	3 794
Valeur (milliers de dollars malais) ..	301 911	296 000	241 430

ELECTRICITE

Pour répondre à l'accroissement continu de la demande d'électricité dans la ville de Brunéi, un groupe électrogène de 1 000 kW a été commandé et on a en même temps développé le réseau de distribution. Les zones rurales autour de Brunéi ont été électrifiées. Une centrale électrique et un réseau de distribution sont en cours de construction pour la localité de Muara. Les régions de Kuala Belait et de Seria continuent à être approvisionnées en électricité par la centrale de la Brunei Shell Petroleum Company Ltd. à Seria. La quantité totale de courant

électrique produit et acheté par le Département de l'électricité pour la consommation industrielle et domestique s'élevait à 6 591 908 kWh en 1958, à 8 029 676 kWh en 1959 et à 9 158 289 kWh en 1960.

INDUSTRIE

En dehors de la production de pétrole, le Brunéï n'a que de petites industries : un certain nombre de petites scieries, quelques ateliers de fabrication de meubles, deux petites briqueteries et quelques fabriques d'eau gazeuse. Les artisanats de l'argenterie et du tissage à la main sont prospères.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Il y a 279 milles de routes en comptant les routes bitumées, macadamisées ou empierrées, les chemins de terre et les pistes. La grande route qui relie la ville de Brunéï aux champs pétrolifères de Seria a été achevée. Une voie ferrée appartenant à la compagnie pétrolière relie Badas à ces mêmes champs pétrolifères.

Les services aériens comprennent huit vols hebdomadaires Brunéï-Singapour via Kuching, un vol hebdomadaire Brunéï-Hong-kong et des vols réguliers reliant Brunéï à Jesselton, Sandakan, Labuan, Lutong, Bintulu, Sibü et Kuching. La compagnie pétrolière possède ses propres avions.

Les cours d'eau sont les principaux moyens de communication avec l'intérieur. Les bateaux ayant un tirant d'eau de 16 pieds peuvent mouiller à Brunéï. Pour les transports maritimes, les marchandises chargées et déchargées représentaient en 1960 un tonnage de 142 613 tons, contre 103 794 en 1959 et 72 123 en 1958.

Il y a six bureaux de poste et une agence postale. Il y a des centraux téléphoniques automatiques à Brunéï, à Belait, et dans la zone pétrolifère. Il existe une liaison radiotéléphonique avec Singapour et Bornéo.

FINANCES PUBLIQUES

Recettes et dépenses

(milliers de dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Recettes	130 617	128 375	127 379
Dépenses	33 511	27 052	31 628

Recettes et dépenses (suite)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Principales catégories de recettes :			
Impôts sur le revenu	59 258	55 836	55 223
Recettes tirées des biens domaniaux (locations de mines et redevances sur le pétrole)	39 547	38 584	34 085
Intérêts, gains de change, etc.	22 092	25 336	30 711
Droits de douane	3 986	3 688	3 714

Principales catégories de dépenses :

Travaux publics	10 978	7 359	7 062
Enseignement	3 179	3 725	4 983
Services médicaux et sanitaires	2 287	2 621	3 105

Financement du développement

Dépenses d'équipement
(milliers de dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Travaux publics	12 327	5 646	3 427
Services administratifs	1 887	1 350	2 407
Adduction d'eau	762	1 220	1 785
Enseignement	2 241	2 421	1 599
Divers	13 377	7 859	3 512
Total	30 594	18 496	12 730

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu. L'impôt sur les sociétés s'élève à 30 p. 100 du revenu imposable.

BANQUES ET CREDIT

Jusqu'en 1958, les opérations bancaires étaient faites par une banque commerciale ayant des succursales à Brunéï et à Kuala Belait. Pendant la période considérée, deux autres banques ont ouvert des succursales dans le Territoire.

COMMERCE EXTERIEUR

Importations et exportations
(milliers de dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Importations	88 666	62 966	62 879
Exportations	303 334	297 747	247 822
Réexportations	9 153	8 220	7 550

Importations et exportations (suite)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Principales importations :			
Imprimés, y compris les billets			
de banque	10 188	9 697	9 876
Machines pour les industries extractives,			
le bâtiment et les autres industries .	7 075	4 096	4 107
Produits sidérurgiques	4 315	3 664	3 555
Véhicules routiers à moteur	5 555	3 540	2 497
Riz	2 779	2 499	2 359
Tabac	2 457	2 227	2 125
Produits pétroliers	2 969	2 540	2 027
Génératrices électriques	479	1 078	1 947
Appareillage, matériel et appareils			
électriques (autres que les			
génératrices)	3 778	3 120	1 215
Principales exportations :			
Pétrole brut	300 429	292 567	240 066
Gaz naturel	620	635	673
Caoutchouc de plantation	1 718	3 692	5 267
Caoutchouc jelutong	500	376	354
Bois d'oeuvre	-	-	864
Bois de palétuvier pour le chauffage ...	3	372	466

Presque tout le commerce du Brunéï se fait par les ports d'entrepôt de Singapour et de Labuan; une petite partie des marchandises passe par les petits ports avoisinants.

CONDITIONS SOCIALES

Selon les renseignements reçus, les relations raciales et culturelles ne présentent pas de problème particulier dans la société multiraciale du Brunéï.

A part certaines restrictions sociales imposées par la tradition musulmane, et qui sont loin d'être généralisées, les femmes de toutes races jouissent d'une liberté totale et sont égales devant la loi.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Le chômage en tant qu'absence de possibilités d'emploi n'existe pas. La demande d'artisans et de travailleurs qualifiés et, dans une moindre mesure, de travailleurs non qualifiés, est plus grande que l'offre locale; on remédie à la situation en embauchant des artisans et des travailleurs qualifiés à Hong-kong, en

Malaisie et en Inde, et des travailleurs non qualifiés au Sarawak et dans le Bornéo du Nord. Des permis ne sont accordés à ces travailleurs que pour une durée limitée.

Répartition de la main-d'oeuvre dans les principaux secteurs, 1960

	<u>Administration (travaux publics)</u>	<u>Société pétrolière</u>	<u>Caout- chouc</u>	<u>Scieries, travail du bois, etc.</u>	<u>Autres industries</u>	<u>Total</u>
Malais et Brunéiens ...	1 973	1 198	133	110	650	4 064
Ibans	20	106	-	41	60	227
Chinois	98	742	25	145	1 755	2 765
Indiens	1	105	-	-	56	162
Javanais	2	41	5	-	10	58
Divers	13	6	-	1	47	67
Total	2 107	2 198	163	297	2 578	7 343

Les salaires payés par l'Administration varient en moyenne de 4,50 à 9,50 dollars malais par jour, ceux payés par la société pétrolière de 5 dollars malais pour les travailleurs non qualifiés à 13 dollars malais pour les travailleurs qualifiés. Les gemmeurs de caoutchouc sont payés au rendement; ils gagnent de 3 à 5 dollars malais par jour et ont droit au logement et aux soins médicaux gratuits. La durée du travail est limitée par la loi à 8 heures par jour et à 6 jours par semaine, avec un jour de repos par semaine et 9 jours fériés par an. En fait, les travailleurs de la société pétrolière travaillent 43 heures et demie par semaine, la semaine de travail étant de 5 jours et demi. Les fonctionnaires travaillent 5 jours par semaine à raison de 8 heures par jour. Le travail d'un germeur de caoutchouc dure environ 6 heures par jour.

L'emploi n'est saisonnier que dans le cas des travailleurs du caoutchouc qui n'ont pas leur domicile dans la plantation et qui, à certaines périodes de l'année, retournent dans leur village pour aider à cultiver le riz.

Il n'existe pas d'organe de conciliation. Toutefois, pour le règlement des conflits du travail, le Commissaire au travail ou son adjoint peuvent mettre leurs bons offices à la disposition des travailleurs et des employeurs. Ils ont pu ainsi régler des conflits mineurs. La société pétrolière a un service des

relations professionnelles; les représentants élus des travailleurs et les représentants de la direction se réunissent une fois par mois pour examiner les conditions de travail, les doléances et d'autres questions pouvant influencer sur les relations et la compréhension mutuelles. Il n'y a pas eu d'agitation ouvrière au Brunéi pendant la période 1958-1960.

La société pétrolière dirige une école technique où les élèves suivent un cours d'apprentissage de trois ans sur l'ajustage, la tournage, la mécanique (moteurs à essence et diesel), la soudure et la forge. Des cours y sont également donnés en mécanique théorique, travaux d'atelier, électricité, mathématiques et dessin industriel. En 1960, l'école comptait 156 apprentis.

NIVEAU DE VIE

Indice du coût de vie (1952 = 100)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Moyenne annuelle	91,46	92,95	96,27
Limites des fluctuations mensuelles .	96,06-98,07	86,27-98,77	94,61-97,89

Ces chiffres se fondent sur le budget familial d'un travailleur de la société pétrolière, marié et père de trois enfants.

AMENAGEMENT DES CAMPAGNES, URBANISME ET HABITATION

Il n'y a pas encore suffisamment de logements ouvriers pour les groupes à faible revenu. Les matériaux de construction sont abondants. On peut construire une maison à bon marché convenable pour 14 dollars malais le mètre carré. Les artisans et le public peuvent louer des appartements dans plusieurs immeubles dont la construction a été financée par l'Administration.

SECURITE SOCIALE

La loi relative aux accidents du travail promulguée en 1957, est conforme aux Conventions pertinentes de l'OIT.

Le régime officiel des pensions, adopté en 1954 prévoit, sans que les intéressés aient à verser de cotisations ou à justifier de l'insuffisance de leurs

moyens d'existence, des pensions et allocation pour : 1) les personnes âgées, (à partir de 60 ans; 20 dollars malais par mois; en vigueur depuis le 1er janvier 1955); 2) les aveugles (âgés de plus de 15 ans et personnes à leur charge; 20 dollars malais par mois pour l'aveugle et 10 dollars malais pour chaque personne à charge âgée de moins de 15 ans, 20 dollars malais pour chaque personne à charge âgée de plus de 15 ans, sous réserve d'un maximum de 100 dollars malais par mois dans chaque cas); 3) les personnes à la charge de lépreux soignés dans des léproseries approuvées ou de personnes internées dans des hôpitaux psychiatriques ou confiées à la garde de parents ou d'amis en vertu du règlement sur les aliénés (20 dollars malais par mois pour les adultes, 10 dollars malais pour les personnes à charge âgées de moins de 15 ans, sous réserve d'un maximum de 100 dollars malais par mois dans chaque cas); 4) les invalides atteints d'une incapacité de longue durée et soignés par le médecin de l'Administration (20 dollars malais par mois). Toutes les pensions sont accordées sans distinction de race, sous réserve que le bénéficiaire remplisse les conditions voulues en matière de domicile. Le régime des pensions est entièrement financé par l'Administration.

PREVENTION DU CRIME ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Nombre de personnes condamnées

<u>Infractions</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Contre les personnes	25	46	39
Contre les biens	56	47	73
Au code de la route	1 579	1 062	721
Divers	283	180	163

SANTE PUBLIQUE

La faible superficie du Brunéi facilite l'organisation des services médicaux et rend possible la lutte contre des maladies telles que le pian, le paludisme et la tuberculose. Le pian a disparu grâce à l'emploi généralisé de la pénicilline; grâce à des pulvérisations d'insecticides à effet rémanent dans les maisons, effectuées tous les ans, le nombre des cas de paludisme n'a été que de 41 en 1958, 66 en 1959 et 16 en 1960; les résultats obtenus par la campagne antituberculeuse commencée en 1958, permettent d'espérer que la maladie sera maîtrisée dans quelques années.

On cherche à améliorer l'hygiène maternelle et à réduire la mortalité infantile en enseignant l'hygiène dans les dispensaires d'hygiène maternelle et infantile, en augmentant le nombre et en élargissant le champ d'action des infirmières et des sages-femmes et en continuant à former des sages-femmes et à les détacher dans les diverses parties du Territoire.

A l'hôpital municipal de Brunéi, un petit groupe d'instructeurs forme des infirmières auxiliaires, des infirmières et des aides hospitaliers à raison de 25 environ par an. Certains sont envoyés parfaire leur formation à l'étranger, le plus souvent au Royaume-Uni, dans la Fédération de Malaisie ou en Nouvelle-Zélande.

Le tout-à-l'égout est progressivement introduit dans les zones urbaines, qui sont également approvisionnées en eau courante, les communautés rurales sont tributaires de l'eau de pluie et des puits.

Dépenses
(milliers de dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Budget ordinaire	2 091	2 690	3 521
Budget d'équipement	326	63	173
Dépenses des autorités municipales (balayage des rues, enlèvement des ordures, entretien, etc.)	205	205	309

Personnel médical et sanitaire

	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>	
	<u>Public</u>	<u>Privé</u>	<u>Public</u>	<u>Privé</u>	<u>Public</u>	<u>Privé</u>
Médecins diplômés	7	6	8	6	7	5
Médecins auxiliaires	24	36	24	36	24	30
Infirmières pleinement qualifiées.....	9	8	10	8	10	5
Infirmières licenciées	15	-	16	-	62	-
Infirmières ayant une formation partielle	74	33	71	33	22	32
Sages-femmes pleinement qualifiées	2	8	6	8	5	8
Sages-femmes licenciées	25	22	29	22	33	22
Sages-femmes ayant une formation partielle	7	-	7	-	9	-
Inspecteurs d'hygiène	4	1	4	1	4	1
Personnel de laboratoire et personnel radiologue	5	10	6	10	5	9
Pharmaciens	1	1	1	1	1	-

Formations sanitaires

	Nombre d'établissements			Nombre de lits		
	1958	1959	1960	1958	1959	1960
Hôpitaux généraux	2	2	2	300	375	300
Hôpitaux ruraux	1	1	1			84
Dispensaires	2	3	2			19
Centres de protection maternelle et infantile	7	7	7	-	-	-
Centres de traitement pour tuberculeux	2	2	2	...	...	...

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Les écoles sont groupées d'après la langue utilisée pour l'enseignement : malais, chinois ou anglais. Dans certaines des écoles de langue malaise, l'anglais est enseigné comme deuxième langue en quatrième année. Dans les écoles de langue chinoise, le malais et l'anglais sont parmi les matières enseignées. Les écoles de langue chinoise sont organisées et gérées par un Comité scolaire chinois. L'Administration subventionne 50 p. 100 de leurs dépenses courantes. Les écoles de mission ne sont plus subventionnées par l'Administration.

Il y a deux écoles secondaires mixtes et une école secondaire de filles qui sont des écoles publiques. L'enseignement y est donné en anglais, mais on y enseigne aussi le malais et le chinois. Une de ces écoles prépare les élèves aux examens d'entrée à l'université. Il y a trois écoles secondaires chinoises. Sur les cinq écoles secondaires de mission, deux ont des classes du deuxième cycle et trois des classes du premier cycle.

Il n'y a pas d'écoles pré-primaires proprement dites, mais certaines écoles chinoises acceptent des enfants dans des classes pré-primaires, l'âge d'admission étant d'environ quatre ans. Les écoles publiques malaises donnent un enseignement primaire complet jusqu'à la sixième année. Toutes les écoles chinoises ont des classes primaires. En général, les élèves sont admis à l'âge de cinq ans et quittent l'école à quinze ans. L'enseignement primaire complet comporte six classes. Six écoles de mission ont des classes primaires payantes. Bien que la plupart des élèves des écoles de mission soient chinois, il y en a aussi qui appartiennent à d'autres groupes. Dans les écoles publiques anglaises, il n'y a pas

de classes primaires proprement dites, mais il y a des classes préparatoires spéciales où sont admis certains élèves venant d'écoles malaises et chinoises. Comme ces enfants ont suivi au moins quatre ans de cours dans leur langue maternelle, ils étudient surtout l'anglais grâce à un cours intensif de trois ans. L'admission dans les écoles secondaires se fait ensuite par voie d'examen.

L'admission dans les écoles primaires publiques en vernaculaire est gratuite et la fréquentation scolaire est obligatoire pour tous les enfants nés dans le pays et vivant à moins de deux milles d'une école. On accorde des bourses à des enfants choisis parmi ceux qui ont terminé leur cinquième année d'études primaires pour leur permettre de continuer leurs études dans des écoles secondaires publiques où l'enseignement est donné en anglais.

D'après le recensement de 1960, sur les personnes âgées d'au moins dix ans, 25 724 savaient lire et écrire et 27 969 étaient analphabètes. Parmi les adultes apprenant à lire et à écrire, on comptait 839 hommes et 219 femmes.

	<u>Ecoles</u>					
	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>	
	<u>Publiques</u>	<u>Privées</u>	<u>Publiques</u>	<u>Privées</u>	<u>Publiques</u>	<u>Privées</u>
Ecoles primaires	50	14	52	14	56	15
Ecoles secondaires	3	4	3	4	3	8
Ecoles profession- nelles	-	1	-	1	-	1
Ecoles normales ..	1	-	1	-	1	-

	<u>Elèves</u>					
	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>	
	<u>Garçons</u>	<u>filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>filles</u>
Ecoles primaires	7 230	3 673	8 888	5 931	8 365	5 969
Ecoles secondaires	726	420	758	362	1 007	513
Ecoles profession- nelles	193	-	144	-	160	-
Ecoles normales ..	84	17	64	-	84	8

En 1960, sur 25 527 enfants d'âge scolaire, 16 106 fréquentaient l'école.

Personnel enseignant

	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>	
	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
Ecoles primaires	336	121	360	218	328	215
Ecoles secondaires	29	28	48	26	70	26
Ecoles professionnellles.	10	-	10	-	10	-
Ecoles normales	5	-	7	-	7	-

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Le brunéi possède cinq bibliothèques, une société historique, et un club des débats ainsi que des clubs de photographie, de sciences naturelles et de jardinage.

Il y a un hebdomadaire commercial publié en anglais qui tire à 9 500 exemplaires. L'Administration publie tous les quinze jours un périodique qu'elle tire à 2 500 exemplaires et distribue gratuitement. La société pétrolière distribue gratuitement un hebdomadaire à ses employés (tirage : 7 000). Il y a sept cinémas, cinq groupes cinématographiques mobiles, et six projecteurs de films fixes. Radio Brunéi émet 137 heures par semaine; en 1960, il y avait environ 6 500 postes récepteurs.

HONG-KONG

SUPERFICIE

Le territoire de Hong-kong, situé sur le littoral sud-est de la Chine continentale, a une superficie d'environ 398 milles carrés (1 032 kilomètres carrés) et comprend trois parties distinctes : a) l'île de Hong-kong et un certain nombre de petits îlots voisins (29 milles carrés); b) la presqu'île de Kowloon (plus de 3 milles carrés); et c) les Nouveaux-Territoires qui consistent en une partie du continent et en 235 petites îles (plus de 365 milles carrés).

POPULATION

Au dernier recensement, en 1931, la population civile était de 849 751 habitants. En 1959, un Bureau du recensement a été créé et un nouveau recensement était prévu pour mars 1961. Par suite d'un afflux d'immigrants, en majorité des réfugiés, et d'un accroissement naturel rapide, la population de Hong-kong a continué à augmenter, passant de 2 806 000 habitants en décembre 1958 à 2 919 000 en décembre 1959 et à 3 014 000 en décembre 1960. Ces évaluations officielles ne comprennent pas la totalité des immigrants entrés clandestinement. Au cours de ces dernières années, l'accroissement démographique résultant de l'excédent des naissances enregistrées sur les décès enregistrés a été considérable. En 1960, l'accroissement naturel de la population a été de 91 521 sur un accroissement total de 95 000, alors qu'il avait été de 84 329 sur un total de 113 000 l'année précédente.

Les Chinois représentent plus de 99 p. 100 de la population. Le nombre des sujets britanniques qui vivaient dans la zone urbaine de Hong-kong à la fin de 1960, non compris le personnel militaire et les familles de militaires, était évalué à 16 000. Les plus importantes des collectivités composant ce groupe étaient d'origine britannique, portugaise et indienne. Parmi les autres groupes de résidents permanents et semi-permanents non chinois, on comptait 2 436 Américains et 650 Japonais. Plus de 83 p. 100 des habitants vivent dans la zone urbaine, qui s'étend sur quelque trente-six milles carrés. Tous les problèmes qui se posent à Hong-kong pour satisfaire, par des installations et services

convenables, les besoins de la population dans les domaines matériel, social et dans celui de l'enseignement ont leur source dans l'accroissement de la population et le surpeuplement.

Statistiques de l'état civil

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Taux de natalité pour 1 000 habitants	38,8	36,6	37,1
Taux de mortalité infantile pour 1 000 enfants nés vivants	54,3	48,3	41,5
Taux de mortalité pour 1 000 habitants.....	7,5	7,1	6,4

GOUVERNEMENT

Fonction publique

Le gouvernement a pour politique d'assurer que la fonction publique (Public Service) de Hong-kong soit composée dans toute la mesure du possible de fonctionnaires originaires du territoire. Pour exécuter la politique gouvernementale consistant à nommer de préférence des candidats locaux ayant les titres voulus et afin d'améliorer le niveau de compétence des fonctionnaires, on a créé en 1950 un organisme officiel, la Commission de la fonction publique. Depuis lors, l'activité de cette Commission s'est beaucoup développée et, au cours de la période 1956-1959, le nombre des fonctionnaires qui relevaient de la compétence de la Commission est passé de 7 879 à 12 086.

Il y a plus de trente départements administratifs et tous les fonctionnaires de ces départements sont membres de la fonction publique. En avril 1960, l'ensemble de la fonction publique représentait un effectif de 50 433 personnes, soit près de trois fois plus que l'effectif de 17 554 personnes qu'elle avait en avril 1949. En janvier 1960, 501 fonctionnaires recrutés localement et 796 fonctionnaires d'outre-mer occupaient des postes supérieurs dans la fonction publique (postes des catégories I et II), alors qu'en 1950 les effectifs correspondants étaient respectivement de 54 et de 448. Il y avait également, en janvier 1960, 695 fonctionnaires d'outre-mer et 11 624 fonctionnaires recrutés localement dans des postes moins élevés (catégorie III), et le nombre total des titulaires de postes des catégories I à III était en 1960 de 12 125 fonctionnaires

recrutés localement et de 1 491 fonctionnaires d'outre-mer. Le 31 décembre 1960, l'effectif de la fonction publique de Hong-kong comprenait 1 593 fonctionnaires d'outre-mer et 45 400 fonctionnaires originaires de Hong-kong.

Durant les dix dernières années, le nombre total des fonctionnaires d'outre-mer a continué à s'accroître, mais moins fortement que celui des fonctionnaires originaires de Hong-kong. Aucune distinction n'est faite entre les fonctionnaires d'outre-mer et les fonctionnaires recrutés sur place, en ce qui concerne l'avancement. Néanmoins, en raison de l'insuffisance des moyens locaux permettant d'acquérir certaines qualifications et compétences, le remplacement des fonctionnaires d'outre-mer par des personnes recrutées sur place s'effectue plus ou moins rapidement d'un département à l'autre. Par exemple, au cours de la période allant d'avril 1950 à avril 1960, aucun fonctionnaire de recrutement local n'a été nommé à l'un des cinq postes "spéciaux" ou aux postes les plus élevés de l'Administrative Grade, dont le nombre est passé de 11 à 29 au cours des dix dernières années. Durant cette même période, le nombre des postes supérieurs de l'Administrative Grade occupés respectivement par des fonctionnaires d'outre-mer et par des fonctionnaires originaires de Hong-kong est passé de 31 à 36 et de 1 à 7. Entre avril 1950 et avril 1960, le nombre des postes les plus élevés occupés respectivement par des fonctionnaires d'outre-mer et de Hong-kong dans l'Executive Grade est passé de 15 à 17 et de 0 à 2, alors que le nombre des postes subalternes occupés par des fonctionnaires de recrutement local dans ce même cadre est passé de 47 à 76. Dans le Département de l'éducation, le nombre total des fonctionnaires supérieurs d'outre-mer et de Hong-kong est passé de 51 à 132 et de 19 à 90 respectivement, au cours de la même période.

Moyens de formation

Divers programmes de formation et de cours ont été créés, et l'accent est mis sur la formation de cadres administratifs afin de favoriser l'application de la politique gouvernementale qui vise à employer des candidats locaux qualifiés chaque fois que cela est possible. Le Report on Training of Government Servants 1952-1958 a montré qu'il y avait 68 dispositifs de formation sur place et 53 cours de formation outre-mer. Les principaux départements de l'Administration ont leur propre dispositif de formation des fonctionnaires, afin que ceux-ci puissent mieux s'acquitter de leurs fonctions.

Ces cours sont généralement classés en programmes spéciaux et en programmes de formation en cours d'emploi, bien que la distinction ne soit pas toujours nette. La formation constitue souvent un processus ininterrompu qui commence au moment où le fonctionnaire est recruté et se poursuit pendant toute la durée de sa carrière. On ne possède pas de chiffre indiquant l'effectif total des fonctionnaires qui ont reçu une formation sur place.

Au cours de la période 1952-1958, le nombre des fonctionnaires recrutés localement et celui des fonctionnaires d'outre-mer ayant suivi des cours de formation outre-mer ont été respectivement de 244 et 193. Les cours destinés aux fonctionnaires d'outre-mer sont de durée plus courte et, habituellement, ces fonctionnaires les suivent pendant leur congé. La plupart des cours suivis outre-mer par des fonctionnaires recrutés localement ont une durée qui peut aller de quelques mois à un ou deux ans. Le nombre des fonctionnaires suivant des cours outre-mer a augmenté, passant de 101 (dont 67 fonctionnaires de recrutement local et 34 fonctionnaires d'outre-mer) en 1958 à 114 (dont 79 fonctionnaires de recrutement local et 35 fonctionnaires d'outre-mer) en 1959 et à 126 (dont 85 fonctionnaires de recrutement local et 41 fonctionnaires d'outre-mer) en 1960. Les dépenses faites pour la formation outre-mer en 1960 ont atteint 1 430 000 dollars de Hong-kong^{7/}. Une assistance financière a été reçue du Colonial Development and Welfare et des institutions spécialisées des Nations Unies.

Deux mesures importantes ont été prises en 1960 en vue d'accélérer les activités de formation. En premier lieu, sur la recommandation de la Commission des traitements nommée en 1959, le gouvernement a décidé de créer un organisme central pour la formation systématique du personnel et la coordination des activités de formation des départements. En deuxième lieu, pour hâter la formation des fonctionnaires des catégories "administrateurs" recrutés localement, afin de réduire encore la proportion des fonctionnaires d'outre-mer, on a mis à l'étude un système de bourses qui permettrait à des fonctionnaires recrutés localement d'acquérir des qualifications du niveau des diplômes universitaires.

7/ L'unité monétaire est le dollar de Hong-kong, qui vaut 1 shilling 3 pence, soit 0,175 dollar des Etats-Unis.

CONDITIONS ECONOMIQUES

Durant les dix dernières années, la vie et l'économie de Hong-kong ont été caractérisées par un accroissement démographique phénoménal et par un taux très élevé de développement industriel. La structure de l'économie, qui était essentiellement commerciale avant la deuxième guerre mondiale est devenue surtout industrielle. Parmi les facteurs importants qui ont facilité l'industrialisation, il y a lieu de signaler l'existence d'excellents services de banque et d'assurance, la souplesse de l'infrastructure commerciale du territoire et l'afflux des réfugiés apportant leur capital, leurs qualifications ou leurs bras. Le développement industriel, bien qu'il soit handicapé par le manque de ressources naturelles sur place, par la pénurie de terrains plats convenant pour les usages industriels et par les difficultés d'approvisionnement en eau, a permis à Hong-kong de se libérer de sa dépendance prolongée à l'égard du commerce d'entrepôt traditionnel.

Le développement industriel marqué s'est traduit par une augmentation du nombre des établissements et des ouvriers, ainsi que de la valeur des produits fabriqués entièrement ou en partie à Hong-kong. Il y avait, en 1960, 5 599 établissements industriels, employant 234 533 personnes, contre 4 906 établissements en 1958, employant 179 997 ouvriers. La part des produits manufacturés dans le montant total des recettes d'exportation est passée de 42,2 p. 100 en 1958, à 73 p. 100 en 1960. La variété des produits manufacturés s'accroît constamment et ces produits trouvent à l'étranger des marchés toujours plus vastes. Le tourisme est devenu une activité de premier plan. En 1960, 163 500 touristes ont été dans le territoire, soit 25 000 de plus que l'année précédente.

Les services qui s'occupent du développement économique général sont placés sous l'autorité du Secrétaire financier. Cependant, la planification économique n'est pas une fonction du Gouvernement de Hong-kong, dont le rôle a été de fournir pour le développement de l'industrie et du commerce un cadre stable et sûr. Un service spécial du Département de l'industrie et du commerce s'occupe des missions commerciales et de l'encouragement à l'exportation. Le Trade and Industry Advisory Board, qui est composé de 9 membres non fonctionnaires, dont deux représentants de la Chambre de commerce générale de Hong-kong et de la Fédération des industries de Hong-kong, conseille le Directeur du commerce et de l'industrie

en ce qui concerne les questions touchant le développement industriel et commercial. La solution du problème que constitue pour Hong-kong la satisfaction des besoins économiques et sociaux d'une population de plus en plus nombreuse dépend dans une large mesure de l'essor des industries et du commerce d'exportation.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

Le principe de base de la politique du gouvernement en matière d'agriculture, est de stimuler l'accroissement de la production vivrière jusqu'au maximum compatible avec une utilisation optimum du sol. Cependant, l'expansion de l'agriculture est limitée par la nature accidentée du territoire de Hong-kong. Selon une enquête récente sur l'utilisation des terres à Hong-kong, la superficie des terres arables déjà exploitées ne représente que 51 milles carrés, soit 13 p. 100 de la superficie totale; les terres marginales constituent 82 p. 100 de la superficie totale et l'expansion des zones urbaines tend à empiéter sur les terres arables plutôt que sur les terres marginales. Afin d'accroître la production agricole et d'améliorer ainsi la situation économique des agriculteurs, le gouvernement s'efforce d'aider l'agriculture en encourageant sa diversification, en introduisant des techniques plus scientifiques, en améliorant l'irrigation, en accordant des prêts agricoles et en organisant des cours de formation professionnelle. Ces cours sont donnés par le Département de l'agriculture et des forêts et fournissent une instruction très variée, notamment sur les techniques modernes de riziculture, l'élevage des porcins et l'aviculture, la culture maraîchère, l'arboriculture et la pisciculture. En 1960, environ 250 agriculteurs ont suivi ces cours de formation professionnelle.

Le caractère de l'agriculture de Hong-kong s'est beaucoup modifié au cours des dix dernières années. Précédemment, la culture du riz était l'aspect le plus important de l'agriculture dans les Nouveaux-Territoires. La demande de produits alimentaires ayant augmenté, spécialement en ce qui concerne les aliments de protection, et étant donné la pénurie de terres résultant de l'expansion industrielle et de l'afflux de cultivateurs réfugiés, il y a eu une tendance constante au développement de la culture maraîchère, de l'élevage des porcins et de l'aviculture. La surface des terres cultivées en riz a diminué, passant de

20 191 acres en 1954 à 18 498 acres en 1960, et la superficie des cultures maraîchères permanentes a augmenté, passant de 2 254 à 4 430 acres pendant la même période. La Vegetable Marketing Organization a été créée par le gouvernement pour faciliter le transport et la vente en gros de légumes de toutes sortes, qui se vendent maintenant par l'intermédiaire de cette organisation. Ayant une agriculture de caractère de plus en plus intensif, Hong-kong parvient maintenant à produire près de la moitié des légumes dont il a besoin, et plus d'un quart de la viande de porc nécessaire à sa consommation. Pour les céréales et autres produits alimentaires, le territoire compte principalement sur les importations.

Principales cultures

	<u>Superficie</u> (en acres)			<u>Production</u> (en tonnes métriques)		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Riz (usiné)	19 050	18 980	18 498	22 395	21 288	19 018
Légumes	3 615	3 905	4 430	74 208	91 196	94 916 ^{a/}

^{a/} Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars. Cette production a été de 84 718 tonnes métriques pendant l'exercice financier 1959.

Elevage

(nombre de têtes)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Bovins et buffles	18 691	19 000	21 000
Porcins	106 631	150 000	154 000
Volailles	1 158 170	2 350 000	3 085 780

FORETS

Hong-kong ne possède aucune forêt exploitable de quelque importance et les recherches et enquêtes en matière forestière en sont encore au stade de l'organisation. En 1953, le gouvernement a adopté un programme de boisement qui a pour but de prévenir l'érosion des sols, d'améliorer les ressources en eau des bassins de captation et de fournir du combustible et des poteaux aux zones

rurales. L'objectif fixé est le boisement de 100 000 acres et il doit être atteint en 20 ou 25 ans par la plantation de 2 000 à 3 000 acres par an de réserves forestières et de parcelles forestières de village. Au cours de 1960, la plantation a progressé plus lentement en raison des conditions météorologiques défavorables; 965 acres ont été plantées dans les réserves forestières, contre 2 127 en 1958 et 1 729 en 1959. Le programme du Département de l'agriculture et des forêts consistant à aider les habitants des villages à planter et à gérer leurs parcelles forestières a continué à trouver une faveur croissante auprès de la population et 114 acres de parcelles de villages ont été boisées en 1960. Pendant l'année, le Département a fourni des plants et une assistance technique à quelque 68 écoles, qui ont organisé des journées du boisement et ont planté près de 6 000 arbres dans les districts ruraux.

PECHE

En 1960, l'ancien Fisheries Advisory Committee, qui coordonnait trois organismes distincts s'occupant de la pêche^{8/}, a cessé d'exister et on a créé une autorité unique chargée de diriger les activités de pêche. La Division de la pêche, amalgamée avec le Groupe de recherche sur la pêche, a été rattachée à un Département portant le nom nouveau de Co-operative Development and Fisheries Department. Les tâches principales de la Division de la pêche sont de favoriser la mécanisation, de mettre au point des bateaux de pêche plus modernes et plus productifs, d'introduire des engins de pêche améliorés ainsi que de nouvelles méthodes de pêche et de former des pêcheurs pour qu'ils puissent obtenir les certificats d'aptitude de patrons-pêcheurs et de mécaniciens du Département de la marine. La Fish Marketing Organization, placée sous l'autorité du Director of Marketing qui est en même temps Commissioner for Co-operative Development and Fisheries, a la charge de la mise en vente en gros de tout le poisson de mer. Cet organisme gère deux caisses de prêts aux pêcheurs qui disposent de plus de 4,5 millions de dollars de Hong-kong pour le développement de la pêche.

8/ Ce sont la Division de la pêche du Département de l'agriculture et des forêts, le Co-operative and Marketing Department chargé d'administrer la Fish Marketing Organization et d'exercer un contrôle sur les sociétés coopératives de pêcheurs, et le Groupe de recherche sur la pêche de l'Université de Hong-kong.

Grâce au Colonial Development and Welfare, un fonds de développement de la pêche au capital de 2 millions de dollars de Hong-kong, a été créé en 1959 pour améliorer les méthodes de pêche et, notamment, pour motoriser les bateaux de haute mer employés pour la pêche commerciale.

Le principal produit primaire de Hong-kong est le poisson de mer et la flotte de pêche est plus grande que celle de tout autre port dans les territoires du Royaume-Uni. En 1960, cette flotte de pêche comptait 10 400 bateaux (9 400 en 1959 et 8 500 en 1958), dont 3 329 étaient motorisés (2 366 en 1959 et 2 287 en 1958). La motorisation des bateaux et les améliorations apportées aux méthodes de pêche ont eu pour effet une amélioration du rendement et des prises plus volumineuses au cours de ces dernières années.

Vente en gros des produits de la pêche

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Poisson de mer (en tonnes fortes)	44 906	49 893	47 229
Valeur (en milliers de dollars de Hong-kong)...	47 839	57 143	53 904.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

On trouve divers minéraux à Hong-kong, et le minerai de fer et le wolfram, ainsi que des matières minérales non métalliques sont exploités. La propriété et le contrôle de toutes les ressources minérales appartiennent à la Couronne en vertu de la Mining Ordinance de 1954, qui prévoit la délivrance par le Commissioner of Mines, qui est en même temps Commissioner of Labour, d'autorisations de prospection et d'extraction. Par un amendement à cette ordonnance, qui a pris effet en 1960, les périodes pour lesquelles sont renouvelées les autorisations de prospection et d'extraction ont été prolongées de deux à cinq ans et de cinq à dix ans respectivement. A la fin de 1960, il existait deux concessions d'extraction (contre quatre en 1959), 21 autorisations d'extraction (contre 22 en 1959) et six autorisations de prospection (contre deux en 1959).

<u>Production</u>						
	<u>Quantité</u> (tonnes fortes)			<u>Valeur</u> (milliers de dollars de Hong-kong)		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Fer	105 125	119 893	117 043	3 995	4 556	5 273
Argile	7 621	7 256	6 663	686	784	791
Graphite	3 285	3 283	3 799	342	337	428
Wolfram	38	39	31	300	210	246
Plomb	36	-	-	15	-	-

ENERGIE ELECTRIQUE

En raison du manque de ressources énergétiques naturelles, l'électricité et le gaz sont produits au moyen de combustibles importés. L'utilisation du gaz est limitée en raison de son coût relativement élevé. L'électricité, très largement utilisée, est produite par deux sociétés privées. Une Commission nommée en juillet 1959 pour étudier la question d'un contrôle sur les deux sociétés d'électricité a recommandé d'en faire une entreprise publique, en raison de la difficulté d'harmoniser les intérêts opposés des actionnaires et des usagers. En 1960, les deux sociétés ont présenté, de leur côté, des propositions tendant à ce que, notamment, les dividendes et les bénéfices conservés pour investissements soient limités à un certain montant par unité vendue. Toutes ces propositions étaient examinées par le gouvernement.

Les deux sociétés disposaient d'une capacité de production de 352 000 kW en 1960, contre 335 000 kW l'année précédente. Le nombre des usagers est passé de 195 485 en 1958 à 228 492 en 1959 et à 257 836 en 1960; la consommation d'électricité a été ces mêmes années de 79,4 millions, 93,4 millions et 116 millions, de kWh respectivement.

INDUSTRIE

Le fait que les industries manufacturières de Hong-kong se soient développées et diversifiées a aidé le territoire à survivre du point de vue économique. Le nombre des usines et des entreprises industrielles enregistrées ou inscrites

auprès du Département du travail à des fins d'inspection est passé de 4 906 en 1958 à 5 599 en 1960. Le nombre des établissements industriels de tous types a été évalué à 8 000. Ce sont des résidents chinois du territoire qui possèdent et qui gèrent la plupart des établissements industriels. A la fin de 1960, les 5 599 usines enregistrées employaient 234 533 personnes, dont 100 387 femmes. De plus, il y avait de nombreuses petites entreprises fabriquant pour la plupart des articles chinois traditionnels d'artisanat, qui employaient plus de 150 000 personnes.

L'expansion industrielle est gênée par le manque de terrains plats et par la pénurie d'eau. Pour pallier le manque de terrains plats, le gouvernement fait niveler des pentes et les déblais sont utilisés pour récupérer des surfaces sur la mer. L'un des plans d'aménagement déjà en cours d'exécution à Twun Tong, près de Kowloon, permettra de fournir 140 acres pour des usages industriels. Dans le domaine de la promotion industrielle un fait important a été la création, en 1960, de la Fédération des industries de Hong-kong, qui se dit représenter tous les intérêts industriels du territoire et vise à se placer au-dessus de tous les particularismes raciaux et autres. Cette Fédération a parmi ses activités présentes et à venir l'organisation d'une formation en matière de gestion d'établissements industriels et d'une formation technique du personnel des usines ainsi que le maintien d'une liaison étroite avec le gouvernement sur toutes les questions concernant l'industrie et le développement industriel.

En même temps que s'effectuait l'expansion industrielle, les industries lourdes anciennes ont perdu de leur importance par rapport aux industries nouvelles et légères. Si des industries lourdes comme la construction navale, les démolitions de navires sont toujours importantes, Hong-kong est maintenant connu pour le prix avantageux, la qualité et la variété des articles de ses industries légères. Parmi ces industries, le textile s'est développé au point de devenir l'industrie principale, qui a occupé 62 076 travailleurs en 1960 contre 52 936 en 1959. Cependant, l'industrie textile se trouve devant des difficultés en raison de relèvements sensibles des barrières douanières et même, dans certains cas, d'une discrimination ouverte à l'encontre des importations de textiles et vêtements en provenance de Hong-kong sur les marchés étrangers.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

La vie et l'économie de Hong-kong continuent à dépendre de l'efficacité d'organisation et de gestion de ses transports maritimes, aériens, ferroviaires et routiers et de ses services postaux et de télécommunications, bien que les activités purement commerciales et d'entrepôt et le commerce aient sensiblement décru en importance. Le territoire est devenu le carrefour des grandes voies de communications de l'Asie orientale. Il a des liaisons maritimes régulières avec toutes les parties du monde et, en 1960, plus de 11 000 navires de haute mer sont entrés dans le port de Hong-Kong. En 1960, seize compagnies de navigation aérienne assuraient des services reliant Hong-kong aux principales routes aériennes du monde, avec quelque 220 vols par semaine en provenance ou en direction du territoire.

La quasi-totalité des routes du territoire de Hong-kong, y compris celles des zones rurales, ont un revêtement en béton, bitume, macadam ou asphalte. Il y avait en 1960, 505 milles de routes à revêtement de béton, soit 30 milles de plus qu'en 1958. Le nombre des automobiles privées immatriculées est passé de 24 378 en 1958 à 26 884 en 1959 et à 31 507 en 1960. Au cours de l'année, le chemin de fer Kowloon-Canton, d'une longueur de 22 milles, a transporté 5 891 040 voyageurs (contre 5 993 037 en 1959) et 355 861 tonnes métriques de marchandises (contre 253 862 en 1959).

Transports aériens

Le Plan de modernisation de l'aéroport doit être exécuté en trois tranches, avec un coût estimé à 140 millions de dollars de Hong-kong. La première tranche des travaux, entreprise en 1956, a été achevée en 1958 par l'ouverture d'une nouvelle piste qui fait une longueur d'un mille dans la baie de Kowloon. La deuxième tranche, comprenant une extension de la piste et la construction d'une nouvelle aire de stationnement ainsi que celle d'une aérogare provisoire, a été achevée en 1959. La troisième et dernière tranche du plan, consistant dans la construction du bâtiment de l'aérogare et des bâtiments annexes, a été entreprise en 1960. La nouvelle aérogare sera prête pour être mise en service en 1962. L'aéroport international de Hong-kong peut fonctionner jour et nuit et recevoir les nouveaux avions à réaction et à turbo-propulseurs.

Arrivées et départs d'avions et de passagers

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Vols internationaux	9 553	10 502	11 923
Passagers	254 351	303 063	380 904

Navires de haute mer, passagers et fret

	<u>1957/1958</u>	<u>1958/1959</u>	<u>1959/1960</u>
Navires : entrées et sorties	8 522	9 104	10 129
Tonnage net.....	24 765 199	28 200 126	30 203 118
Passagers	67 949	58 679	69 466
Fret (poids en tonnes)	5 080 597	5 608 390	6 509 911

Télécommunications

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Téléphone :			
Lignes sur circuit	62 000	68 000	} 110 000
Postes intérieurs	24 000	26 500	
Télégrammes :			
Envoyés	965 000	1 010 400	1 022 618
Reçus	1 067 100	1 147 400	1 136 377
Radiotéléphonie :			
Appels émis (en minutes)	450 000	408 000	417 786
Appels reçus (en minutes).....	571 800	553 000	608 931

FINANCES PUBLIQUES

La situation financière de Hong-kong est restée saine. En plus d'une contribution substantielle à sa défense extérieure, le territoire a accru le montant de ses recettes de source locale pour faire face aux dépenses de tous les travaux et services locaux. Le budget a été équilibré au chiffre de 587 826 355 dollars de Hong-kong pour l'exercice 1960 prenant fin le 31 mars, contre 663 949 470 pour l'exercice précédent. A la fin de l'exercice 1960, le montant total de la dette publique était de 93,9 millions de dollars de Hong-kong contre 92 millions pour l'exercice 1959. A la fin de cet exercice, un Fonds de réserve disposait de 138 millions de dollars de Hong-kong pour parer aux déficits budgétaires futurs et une Caisse de prêts pour le développement, dont les avoirs étaient passés à 227 millions de dollars de Hong-kong, soit 47 millions de dollars de plus qu'en 1959, constituait un fonds de roulement pour le financement de projets de développement économique et social amortissables.

Avant 1959/1960, les recettes avaient dépassé les dépenses pendant plus de dix ans. Les recettes de 1959/1960 ont été inférieures de 45,2 millions de dollars de Hong-kong aux dépenses du territoire, en raison du coût élevé du financement des programmes de développement économique et social. Dans le budget de 1960/1961, les recettes étaient estimées à 712 millions et les dépenses à 938 millions de dollars de Hong-kong, ce qui faisait donc apparaître un déficit de 226 millions.

Recettes et dépenses

(milliers de dollars de Hong-kong)

	<u>1957/1958</u>	<u>1958/1959</u>	<u>1959/1960</u>
Recettes	584 185	629 337	664 635
Dépenses	532 679	589 958	709 954
Principaux postes de recettes :			
Recettes d'impôts	184 892	194 781	193 494
Droits de douane	105 723	111 378	120 872
Taxe foncière	65 159	74 604	85 345
Subvention du <u>Colonial Development</u> <u>and Welfare</u>	1 313	1 194	778
Principaux postes de dépenses :			
Travaux publics	172 525	198 680	245 054
Défense	27 823	26 405	36 099
Police	44 272	49 954	54 991
Subventions	51 083	60 066	78 641

/...

BANQUES ET CREDIT

Hong-kong fait partie de la zone sterling depuis 1941. La valeur du dollar de Hong-kong a été maintenue fixée en sterling à environ 1 shilling 3 pence, mais les opérations des banques avec le public peuvent être effectuées à des taux supérieurs ou inférieurs de quelques points à cette valeur.

A la fin de 1960, il existait 86 banques établies, contre 82 l'année précédente. Quarante-quatre d'entre elles étaient autorisées à effectuer toutes transactions ou certaines transactions en devises étrangères en 1960, contre 42 en 1959. La plupart des banques de change autorisées ont des succursales ou correspondants dans le monde entier. Les transactions de banque à banque sont facilitées par une chambre de compensation qui groupe 53 membres. Les compensations effectuées en 1959 et 1960 ont représenté en moyenne, par mois, 1 494 millions de dollars de Hong-kong et 1 925 millions respectivement. Au 30 juin 1960, le montant total des prêts et avances au commerce et à l'industrie était de 1 570 millions de dollars de Hong-kong. Le nombre des succursales de banques dans les centres commerciaux et industriels secondaires du territoire est passé de 13 en 1959 à 27 en 1960.

COMMERCE EXTERIEUR

En 1959, les statistiques du commerce ont indiqué pour la première fois des chiffres distincts pour les exportations de produits ou articles manufacturés d'origine locale et pour les réexportations. En 1959 et 1960, la valeur des exportations d'articles manufacturés locaux, chiffrée à 995,4 millions et à 1 070 millions de dollars de Hong-kong respectivement, a représenté pour ces années 70 p. 100 et 73 p. 100 de la valeur totale des exportations de Hong-kong. Les textiles et les articles vestimentaires ont représenté, en valeur, 55 p. 100 des exportations d'origine locale. Il y a également eu un changement dans le caractère du commerce d'entrepôt de Hong-kong. Au lieu de l'échange traditionnel de biens entre l'Orient et l'Occident, les réexportations de Hong-kong représentent surtout maintenant des échanges de produits entre un pays d'Asie et un autre.

La valeur totale des importations et exportations a atteint 9 800 millions de dollars de Hong-kong en 1960, soit une augmentation de 18 p. 100 par rapport à 1959.

La balance commerciale de Hong-kong, qui reste défavorable, est corrigée par des rentrées invisibles, qui comprennent des envois de fonds, les revenus du change, les bénéfices de transports maritimes et d'assurance, et les dépenses des touristes. Si l'on considère l'ensemble du volume du commerce, la Chine continentale est restée le principal partenaire commercial de Hong-kong; 39 p. 100 du volume des importations de denrées alimentaires du territoire en 1960 étaient en provenance de ce pays. Cependant, les exportations de Hong-kong vers la Chine continentale ont diminué d'une façon constante depuis 1950 et, en 1960, elles n'ont été que de 120 millions de dollars de Hong-kong, soit un peu plus de 3 p. 100 des exportations du territoire. Les exportations de Hong-kong à destination des Etats-Unis, à l'exclusion des réexportations, ont représenté 745 millions de dollars de Hong-kong en 1960, soit un accroissement de 39 p. 100 par rapport à 1959. Etant donné que les importations du territoire en provenance des Etats-Unis ont été en 1960 de 720 millions de dollars de Hong-kong, les échanges commerciaux entre Hong-kong et les Etats-Unis ont été ainsi à peu près équilibrés.

Importations et exportations

(millions de dollars de Hong-kong)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Importations	4 593,73	4 949,37	5 863,69
Exportations	2 988,80	3 277,54	3 937,71
Principales importations :			
Produits alimentaires	1 255,08	1 238,03	1 353,23
Matières premières	538,58	536,47	687,46
Articles manufacturés (classés par matières)	1 359,34	1 604,39	1 932,05
Machines et matériel de transport .	354,23	426,50	598,84
Principales exportations :			
Produits alimentaires	374,31	310,61	310,49
Produits chimiques	233,32	181,22	181,14
Articles manufacturés (classés par matières)	986,91	917,52	1 150,03
Articles manufacturés divers	980,14	1 380,54	1 778,47

Courants commerciaux

(millions de dollars de Hong-kong)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Provenance des importations (principaux pays)			
Chine (continentale)	1 396,92	1 034,17	1 185,90
Japon	596,99	769,60	941,55
Etats-Unis	439,56	516,68	720,04
Royaume-Uni	530,89	573,72	664,04
Thaïlande	160,29	196,89	207,98
Destination des exportations (principaux pays)			
Etats-Unis	326,35	591,01	763,37
Royaume-Uni	393,24	462,19	607,81
Malaisie ^{a/}	382,23	380,11	439,52
Japon	120,16	231,11	231,01
Indonésie	210,75	75,17	153,46

a/ Fédération de Malaisie et Singapour. La plus grande partie des exportations de Hong-kong vers la Malaisie et l'Indonésie représentait des réexportations.

CONDITIONS SOCIALES

Il ne se pose à Hong-kong aucun problème grave en ce qui concerne les relations entre groupes culturels ou raciaux, mais l'une des tâches les plus importantes qui reste à accomplir est l'organisation de services sociaux et sanitaires suffisants pour répondre aux besoins d'une population qui a augmenté récemment dans des proportions très considérables. A la fin de la deuxième guerre mondiale, en 1945, la population de Hong-kong n'était plus que de 600 000 habitants. A la fin de 1946, elle était revenue à son chiffre d'avant guerre, soit 1 600 000 habitants. Elle est ensuite passée de 2 000 000 en 1949 à plus de 3 000 000 d'habitants en 1960. Face à un tel accroissement de la population, le développement de services sociaux et sanitaires a continué à présenter de très grandes difficultés.

On estime qu'un tiers au moins de la population totale se compose de réfugiés et que plus de 83 p. 100 des habitants vivent dans les zones urbaines. Le surpeuplement reste le problème social fondamental de Hong-kong, et il est encore

aggravé par la pénurie de logements et par l'insuffisance de l'approvisionnement en eau. Bien que l'administration ait fait construire de nombreux réservoirs, elle n'a pas réussi à assurer une distribution d'eau 24 heures sur 24. L'eau est strictement rationnée, et durant la majeure partie de l'année, elle est coupée pendant une grande partie de la journée. Dans un grand nombre des zones urbaines les plus surpeuplées, les habitants ne peuvent obtenir d'eau qu'aux bornes fontaines publiques. Pour la grande majorité, le rationnement de l'eau constitue une privation pénible et de tous les instants. Deux mesures importantes ont été prises en 1960 pour améliorer l'approvisionnement en eau : d'une part, des crédits ont été ouverts pour permettre d'étudier plus avant les programmes de construction de réservoirs et de préparer un rapport détaillé sur l'intégration de tous les programmes, et d'autre part, pour la première fois, l'Administration a décidé d'accepter de l'eau provenant de la Chine continentale pour compléter les ressources existantes.

Condition de la femme

Plus de 98 p. 100 des femmes de Hong-kong sont chinoises. Vu la diversité des antécédents économiques et sociaux des résidents chinois, installés de longue date ou ayant immigré récemment, il est difficile de faire des généralisations sur la condition de la femme chinoise. Toutefois, il est possible de discerner une tendance significative, à savoir la diminution rapide du nombre de femmes qui restent attachées au système familial traditionnel dans lequel les mariages sont normalement organisés par les parents. Dans les familles modernes et instruites, le système traditionnel est actuellement remplacé par un nouvel ordre fondé sur l'idée du mariage monogame conclu librement entre mari et femme et contracté formellement devant le fonctionnaire de l'état civil. Célibataires ou mariées, les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans divers domaines : vie publique, professions libérales, commerce et postes supérieurs de l'administration. Ces dernières années, on a constaté une augmentation sensible du nombre et de l'efficacité des organisations féminines qui, outre leurs activités éducatives ou sociales, s'occupent également d'améliorer la condition de la femme sur le plan local.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

On ne dispose pas de données statistiques exactes concernant l'emploi, le chômage et le sous-emploi. Durant les dix dernières années, il existait en général dans le territoire une masse considérable de main-d'oeuvre non spécialisée ou semi-spécialisée en chômage ou sous-employée. L'année 1960 a été marquée par une pénurie très nette de main-d'oeuvre dans certains secteurs, surtout dans le vêtement et les textiles.

L'expansion industrielle a amené une modification importante de la structure de l'emploi. En 1960, outre les 234 533 personnes travaillant dans des entreprises industrielles immatriculées et agréées (contre 179 997 en 1958 et 217 367 en 1959), on estime que 200 000 personnes travaillaient à domicile pour de petites industries artisanales ou à temps partiel dans l'industrie. L'industrie textile, qui comprend la filature, le tissage et le tricotage du coton, de la laine et de la soie, ainsi que la fabrication de vêtements, est restée la plus grande source d'emploi pour la main-d'oeuvre industrielle. En 1960, elle occupait 108 000 travailleurs, contre 97 542 en 1959. Le nombre de travailleurs employés dans les autres secteurs principaux en 1960 était estimé comme suit : 400 000 dans l'agriculture et la pêche (contre 275 000 en 1958), 160 000 dans le bâtiment et les travaux publics (contre 120 000 en 1958), 46 000 dans l'administration (contre 40 000 en 1958) et 26 000 dans les transports publics et les communications (contre 21 000 en 1958). Pour les emplois outre-mer, les débouchés sont limités à un petit groupe de territoires qui autorisent l'embauche de travailleurs chinois venant de Hong-kong. Le nombre des contrats d'emploi pour travailleurs manuels émigrants, approuvés officiellement, est tombé de 2 054 en 1958 à 1 584 en 1960. Les travailleurs agricoles recrutés par l'Administration du Bornéo du Nord en 1959 dans le cadre d'un programme spécial ont eu du mal à s'adapter, et beaucoup ont été rapatriés avant la fin de la période de deux ans prévue à l'origine.

La durée du travail pour la main-d'oeuvre masculine n'est pas limitée par la loi. L'Ordonnance de 1955 sur les fabriques et entreprises industrielles fixe la durée maximum de la journée de travail à 10 heures pour les femmes et à 8 heures pour les jeunes de 14 à 16 ans; en outre, elle interdit de faire travailler les femmes et les jeunes la nuit ou de les employer à des travaux souterrains. Ces

catégories de travailleurs ont droit à une demi-heure ou une heure de repos après 5 heures de travail continu. La majorité des hommes employés dans l'industrie locale travaillent normalement 10 heures par jour, et beaucoup de ceux qui travaillent dans l'industrie de l'émail ainsi que la teinturerie et autres secteurs de l'industrie textile font plus de 10 heures par jour. Pour les fonctionnaires et pour les employés des entreprises commerciales et industrielles fonctionnant selon des normes occidentales, la journée de travail est de 8 heures. De nouveaux règlements en vigueur depuis janvier 1959 limitent à 10 heures la durée maximum de la journée de travail normale pour les femmes et les jeunes de 16 à 18 ans, compte non tenu des heures supplémentaires et des arrêts du travail pour les repas et le repos. L'adoption de ces règlements influe de plus en plus sur la durée de la journée de travail des hommes employés dans les mêmes secteurs. Un grand nombre d'usines textiles ont adopté un système avec deux ou trois équipes faisant 8 heures chacune. A la fin de 1960, dans 97 usines travaillant le coton, 19 220 hommes et 13 111 femmes faisaient la journée de huit heures.

L'Administration ayant annoncé en décembre 1959 qu'elle acceptait les conclusions de la Commission des traitements de 1959 recommandant un relèvement de la rémunération des fonctionnaires, des demandes d'augmentations de salaires ont été faites d'abord dans des entreprises industrielles et commerciales. En 1960, un certain nombre d'employeurs ont accordé des augmentations comparables à celles consenties par l'Administration sans négociation, mais dans la plupart des cas, une solution de compromis a été adoptée à la suite de négociations collectives. La structure des salaires du territoire s'est ainsi transformée sans conflit du travail grave.

Travailleurs dans les usines immatriculées

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Nombre d'entreprises industrielles . .	4 906	5 023	5 599
Nombre de travailleurs : Hommes	108 844	122 766	134 146
Femmes	71 153	94 601	100 387

Salaires moyens journaliers
(dollars de Hong-kong)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Ouvriers qualifiés	7,00-12,00	7,00-18,00	8,00-21,00
Ouvriers spécialisés	4,00- 8,00	4,00- 8,00	4,50- 9,00
Manoeuvres	2,50- 6,00	2,50- 6,00	3,00- 7,00

Syndicats et conflits du travail

A la fin de 1960, il y avait 315 syndicats enregistrés (contre 312 en 1958), dont 240 syndicats ouvriers (contre 238 en 1958), 63 syndicats patronaux (contre 65 en 1958), et 12 syndicats mixtes (contre 9 en 1958). L'effectif syndical déclaré est passé de 224 207 en 1956 à 247 281 en 1960. La division politique des syndicats est le facteur essentiel qui explique le nombre élevé des syndicats en général et la multiplicité des syndicats dans une même profession ou industrie.

Il y a eu durant l'année 29 grèves, qui ont entraîné la perte de 54 062 journées de travail, contre 4 500 en 1959 et 6 999 en 1958. L'activité syndicale en 1960 a porté dans une large mesure sur les négociations relatives à des augmentations de salaires, mais il n'y a eu conflit que dans un petit nombre de cas. Dans 14 usines de textiles, les différends concernant le paiement de primes pour le nouvel an chinois ont provoqué des grèves.

Formation professionnelle

Le principal établissement public de formation technique est le Collège technique de Hong-kong; deux établissements secondaires publics offrent des cours de pré-apprentissage d'une durée de cinq ans. Un comité de coordination de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, créé par l'Administration en 1954, fonctionne sous la présidence du Commissaire au travail. Les membres de ce comité comprennent des représentants de l'industrie et du commerce, ainsi que des représentants des Départements de l'enseignement, du commerce et de l'industrie, et des travaux publics. Sur la recommandation du comité, l'Administration a nommé en 1960 un comité interdépartemental de publicité en matière de formation de cadres, chargé d'évaluer les besoins dans ce domaine.

La Section de formation de personnel de maîtrise, créée au Département du travail à la fin de 1958 et chargée d'exécuter un programme de formation, a continué ses progrès. En 1959, le Département du travail et l'Université de Hong-kong ont organisé à l'intention des cadres un cours de relations professionnelles. En 1959 et 1960, la Section de formation de personnel de maîtrise a donné, à l'intention des moniteurs et agents de maîtrise, plusieurs cours sur la formation professionnelle, les méthodes de travail et les relations professionnelles, dans le cadre de programmes de formation en cours d'emploi.

Le Département de la marine marchande et le Département de l'agriculture et des forêts organisent des cours de formation professionnelle à l'intention de leurs fonctionnaires. Le Département des travaux publics forme des apprentis dans ses ateliers d'électricité et de mécanique. Les apprentis qui travaillent dans les ateliers dépendant de l'Administration sont encouragés à fréquenter les cours du soir du Collège technique, où ils peuvent acquérir une formation théorique complémentaire. Il existe dans plusieurs établissements industriels des programmes d'apprentissage bien conçus et certaines industries forment des ouvriers à l'utilisation de machines. Des organismes d'assistance locaux organisent certains types de cours professionnels pour donner à des personnes dans le besoin un minimum de connaissances techniques leur permettant d'obtenir un emploi ou de travailler à leur compte.

COOPERATIVES

L'organe administratif chargé d'encourager et de contrôler les coopératives est le Département du développement coopératif et des pêches, qui a été créé en 1950. Depuis cette date, le mouvement coopératif a progressé de façon régulière et il est considéré par un nombre toujours plus important de personnes, notamment agriculteurs et pêcheurs, comme un moyen démocratique d'améliorer leur sort. Près de la moitié des adhérents des coopératives immatriculées en 1960 appartenaient à 22 organisations de commercialisation des légumes, qui vendaient environ 70 p. 100 des légumes produits à Hong-kong. Depuis quelques années, on observe une augmentation du nombre des coopératives de construction. A l'heure actuelle, ces sociétés ont exclusivement pour membres des fonctionnaires locaux ayant droit à une retraite et elles ont été constituées à l'aide de prêts consentis par

l'Administration. Le nombre des adhérents des sociétés coopératives de construction est passé de 2 868 en 1959 à 3 334 en 1960. Autre fait important, on a assisté, dans les collectivités rurales, à la formation de sociétés du mieux-être, dont les membres sont passés de 165 en 1959 à 387 en 1960.

Coopératives immatriculées

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Nombre	213	257	308
Nombre d'adhérents	11 567	14 183	17 072
Fonds de réserve (en dollars de Hong-kong).	266 106	352 530	493 157

NIVEAU DE VIE

Le Département du commerce et de l'industrie publie un indice mensuel des prix de détail établi d'après une enquête sur les budgets familiaux effectuée en 1948; cet indice porte sur une gamme étendue d'achats figurant à la fois dans le budget normal des travailleurs industriels et dans celui des employés de bureau. Si l'on prend mars 1947 pour base 100, l'indice de mars 1960 comprend les chiffres suivants : produits alimentaires, 132; loyer, 119, vêtements, 92; combustibles, 104; tabac et cigarettes, 124. L'indice des prix reste relativement stable. Le chiffre mensuel moyen pour 1960 était de 121, contre 126 pour 1956. Les principales catégories de produits sur lesquelles porte l'indice et qui ont accusé des fluctuations de prix durant la période 1959-1960, étaient les denrées alimentaires, les vêtements, les combustibles, et enfin le tabac et les cigarettes.

AMENAGEMENT DES CAMPAGNES, URBANISME ET HABITATION

Les travaux d'aménagement sont coordonnés par la Division de la planification du Bureau des terres de la Couronne et du cadastre, rattaché au Département des travaux publics. La Division travaille en collaboration avec le Bureau de l'urbanisme, qui comprend huit membres (5 fonctionnaires et 3 non-fonctionnaires), et avec d'autres services officiels qui s'occupent d'urbanisme. Pour les questions d'urbanisme, la zone urbaine est divisée en 37 districts. A la fin de 1960, des plans généraux d'aménagement avaient été établis pour 33 de ces 37 districts (contre 26 en 1959); onze de ces plans avaient été publiés par le Bureau de

l'urbanisme et dix d'entre eux approuvés par le Gouverneur en Conseil. On adopte à l'heure actuelle des mesures de contrôle dans les zones rurales pour que le Bureau de district délivre un permis pour tous les bâtiments provisoires existants et nouveaux. Pour les Nouveaux-Territoires, les plans d'aménagement sont préparés à la demande du Commissaire de district, qui consulte des représentants autorisés de l'opinion locale dans les zones intéressées avant l'approbation de chacun des plans.

Le texte modifié de l'Ordonnance de 1955 sur la construction est entré en vigueur en 1960; il établit une nouvelle réglementation en matière d'hygiène et des règles plus strictes pour l'éclairage et l'aération naturels. Durant l'année considérée, il a été décidé que les dispositions de l'Ordonnance sur la construction seraient applicables aux Nouveaux-Territoires en 1961.

Il existe toujours une grave pénurie de logements, malgré l'énergie avec laquelle l'Administration s'est attaquée à ce problème. A la fin de 1959, sur une population urbaine de plus de 2 500 000 personnes, 300 000 environ n'avaient aucun logement fixe, cependant qu'un pourcentage élevé du reste vivait dans des logements absolument surpeuplés. L'Ordonnance de 1954 sur le logement a créé un Office du logement chargé de reloger les personnes vivant dans des habitations surpeuplées ou insalubres. L'Office du logement, qui est géré comme une entreprise commerciale mais bénéficie de l'assistance financière de l'Administration, a un programme pour la construction de cinq grandes cités dont le coût est estimé à 163 millions de dollars de Hong-kong et qui comprendront à peu près 17 600 appartements pouvant abriter 105 300 personnes environ. Les deux premières cités ont été achevées l'une en 1957, et l'autre en 1959; la troisième, qui est la plus grande, était en construction en 1960. Plusieurs organisations bénévoles à but non lucratif fournissent également des logements aux groupes à faibles revenus. Tous ces programmes sont spectaculaires, mais ils sont loin de suffire aux besoins. L'entreprise privée construit environ 10 000 logements par an à titre commercial; elle se place ainsi au premier rang pour le nombre de logements construits.

Le problème des squatters, dû à l'afflux des réfugiés, est resté sans solution. Le Département du relogement, créé en 1954 pour exercer un contrôle sur les squatters et les reloger, a construit 114 immeubles à étages pouvant abriter

près de 300 000 squatters pour un coût total de plus de 113,5 millions de dollars de Hong-kong. En outre, on a construit plusieurs centaines de petites maisons d'un coût total de plus de 12 millions de dollars de Hong-kong pour loger environ 85 000 squatters. En octobre 1960, une nouvelle enquête sur les zones où vivent des squatters a montré que celles-ci abritent encore environ 530 000 squatters. D'autre part, on estime à environ 75 000 le nombre des squatters qui vivent dans les zones n'ayant pas fait l'objet de l'enquête. On étudie actuellement des plans pour la construction de nouveaux immeubles qui permettraient de reloger 100 000 personnes par an.

SECURITE ET ASSISTANCE SOCIALES

Il n'existe pas de régime général de sécurité sociale financé grâce à des contributions versées pendant des années sur une base tripartite par les employeurs, les travailleurs et l'Administration; il n'existe pas non plus de régime général d'assurance chômage et vieillesse. Désireux d'agir activement dans le domaine de la protection sociale, l'Administration a créé en 1948 un Bureau de la protection sociale, rattaché au Secrétariat aux affaires chinoises. En 1958, le Bureau a été transformé en un Département entièrement distinct de l'organe auquel il était rattaché jusque-là, et un certain nombre d'attributions et pouvoirs, en matière de protection des mineurs et d'adoption par exemple, ont été transférés du Secrétaire aux affaires chinoises au Directeur de la protection sociale.

Le Département de la protection sociale a des divisions spécialisées dans la protection de l'enfance, les oeuvres de jeunesse, le bien-être moral, la probation, l'action en faveur des personnes handicapées et l'assistance publique. En s'attaquant aux problèmes sociaux résultant de la pauvreté, du chômage et du sous-emploi, du surpeuplement et de l'absence de logements normaux pour un demi-million de squatters environ, le Département agit en liaison très étroite avec les nombreuses oeuvres de bienfaisance, confessionnelles ou non, qui s'occupent de protection sociale. Plus de cent de ces oeuvres sont fédérées dans le cadre du Conseil de service social de Hong-kong, qui coordonne leurs activités et encourage la formation de nouvelles organisations chargées de s'occuper de problèmes nouveaux. Pendant la période considérée, le Conseil de service social a créé notamment, dans le domaine de la protection sociale, l'Association de prêts et

d'épargne pour le relogement, un service d'assistance en matière de placement et un programme qui doit aider à résoudre le problème permanent de la mendicité, que vient aggraver l'afflux de réfugiés. Les organisations bénévoles et l'Administration s'occupent de plus en plus activement de la rééducation des handicapés. En mai 1960, le Directeur de la protection sociale a nommé un Groupe de travail chargé d'étudier la coordination des plans pour la formation et l'emploi des handicapés.

Avec le développement des services et des activités de protection sociale dû aux organisations bénévoles et à l'Administration, le nombre de travailleurs sociaux compétents reste insuffisant pour faire face à la demande. L'Université de Hong-kong donne deux cours de formation au travail social, le premier, d'une durée d'un an, sanctionné par un diplôme et destiné aux titulaires de grades universitaires, le second, d'une durée de deux ans, sanctionné par un certificat et destiné aux personnes qui remplissent les conditions requises pour l'inscription à l'université. Quatre des six collèges postsecondaires donnent des cours spécialisés de sociologie, avec une certaine formation au travail social. En 1959, le Département de la protection sociale a organisé un cours de formation en cours d'emploi d'une durée de six mois pour ses nouveaux fonctionnaires. En coopération avec le Conseil de service social de Hong-kong, il a commencé en 1960 un nouveau cours à temps complet d'une durée de six mois, destiné à former des jeunes gens qui ont fait des études secondaires et qui pourraient ensuite être employés dans le domaine social. Pour renforcer les moyens déjà existants de formation de travailleurs sociaux, l'Administration a demandé en 1960 au Comité britannique pour l'année mondiale du réfugié une subvention importante pour la formation au travail social. Grâce à cette subvention et sous l'égide du Département de la protection sociale, un spécialiste éminent de la formation au travail social est venu du Royaume-Uni faire une enquête sur la situation à Hong-kong en août 1960 et a formulé des recommandations tendant à réorganiser les cours de l'université et des collèges postsecondaires en les complétant par une formation pratique intégrée, et à introduire des cours systématiques de formation en cours d'emploi afin d'élargir les possibilités de carrière dans le service social et de relever les normes dans ce domaine.

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Avec l'encouragement des agents de la protection sociale, des associations de quartier non officielles, dites kaifong, ont joué un rôle utile dans le développement communautaire. Non seulement elles fournissent des secours d'urgence et ouvrent des écoles gratuites et des centres de consultation gratuits pour les indigents, mais encore elles organisent des cours pour adultes, des activités récréatives et des bibliothèques. En 1960, on comptait plus de trente associations de protection sociale du type kaifong, groupant plus de 400 000 adhérents.

Le relogement de centaines de milliers d'immigrants squatters dans de grands groupes d'immeubles à plusieurs étages a soulevé un problème en matière de développement communautaire. Chacune de ces grandes cités de relogement peut abriter de 20 000 à 75 000 personnes, et constitue à elle seule une collectivité à forte densité de population. Pour la majorité, les personnes relogées sont des immigrants de fraîche date, étrangers au territoire et ne se connaissant pas les uns les autres; pour les intégrer, le Département de la protection sociale envisage d'ouvrir des centres communautaires dans chacune des cités les plus importantes. Le premier de ces centres à quatre étages a été construit et inauguré en 1960 à la Cité de relogement de Wong Tai Sin; il a coûté 1 150 000 dollars de Hong-kong, fournis à titre de don par le Gouvernement des Etats-Unis en réponse à l'appel lancé à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié. Quatre organisations bénévoles de protection sociale se sont vu attribuer des locaux dans ce centre pour y organiser des cours de formation professionnelle et technique, des activités de groupe pour les jeunes, pratiquer le case-work familial et installer une garderie pour les enfants dont les mères travaillent. Grâce aux sommes données par le Royaume-Uni dans le cadre de l'Année mondiale du réfugié, trois centres communautaires coûtant chacun plus d'un million de dollars de Hong-kong vont être construits, le second de ces centres devait être ouvert en 1961 à Tsuen Wan, centre industriel en voie de développement rapide, situé dans les Nouveaux-Territoires.

PREVENTION DU CRIME ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Malgré l'augmentation continue de la population et l'urbanisation, on note un recul de la criminalité. Le nombre de délits graves venus à la connaissance de la police a continué à diminuer en 1960; cette tendance peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs, notamment l'intégration plus étroite des immigrants réfugiés à la communauté locale, une diminution du sous-emploi, l'adoption de mesures préventives contre les éléments criminels, en particulier contre les associations secrètes de malfaiteurs ou triades, et une surveillance plus poussée des délinquants d'habitude.

Statistiques de la criminalité

	<u>Nombre d'affaires</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Délits graves signalés	16 911	18 522	14 081
Délits ayant entraîné des arrestations et des poursuites	12 033	14 434	9 665
Pourcentage des délits suivis d'une arrestation	71%	78%	69%

SANTÉ PUBLIQUE

Le Directeur des services médicaux et sanitaires, le Conseil urbain, le Directeur des services urbains, le Commissaire de district des Nouveaux-Territoires et le Commissaire au travail sont responsables conjointement de l'administration des services de la santé publique. L'Ordonnance de 1960 relative aux services de la santé publique et aux services urbains prévoit que les pouvoirs et attributions du Commissaire de district des Nouveaux-Territoires en matière d'hygiène du milieu et de l'alimentation dans les zones rurales seront transférés progressivement au Directeur des services urbains.

Des hôpitaux et centres de consultation gérés par le Département des services médicaux et sanitaires fournissent, gratuitement ou à peu de frais, des services de médecine et de santé à une fraction importante de la collectivité qui n'a pas, faute de ressources privées, la possibilité de se faire soigner dans des services privés. En 1960, on comptait dans l'ensemble des services hospitaliers un total

de 8 090 lits, répartis comme suit : un tiers dans les hôpitaux et institutions publics, un cinquième dans des établissements privés, et le reste dans des hôpitaux subventionnés. Déduction faite des lits réservés spécialement aux tuberculeux, aux lépreux et aux malades mentaux, il y avait en 1960 un total de 5 291 lits dans l'ensemble des services de médecine générale, soit, selon les estimations, 1,77 lit pour mille habitants.

Malgré le surpeuplement, la pénurie de logements et l'insuffisance de l'approvisionnement en eau ainsi que l'absence d'un enseignement de l'hygiène moderne, la situation sanitaire du territoire est restée dans l'ensemble remarquablement bonne. Pour la huitième année consécutive, on n'a signalé aucun cas des six maladies qui donnent lieu à des mesures de quarantaine et qui font l'objet de mesures de contrôle en vertu des règlements sanitaires internationaux. L'incidence de la diphtérie et des maladies entériques, qui avait suscité de l'inquiétude en 1959, a diminué sensiblement en 1960. Dans les zones urbaines, le paludisme a été éliminé grâce à des opérations continues de destruction des larves destinées à empêcher la reproduction des anophèles. Mais dans les Nouveaux-Territoires, où on cultive le riz sur terrain inondé et par où passent la majorité des immigrants qui pénètrent dans le territoire, la lutte antipaludique n'est pas encore possible, qu'il s'agisse de la destruction des larves ou de mesures de quarantaine. C'est la tuberculose qui continue à poser le problème le plus grave. On estime que 2 p. 100 de la population adulte sont atteints de cette maladie sous une forme active. Le surpeuplement et le nombre limité de lits d'hôpitaux disponibles pour les tuberculeux rendent difficile une lutte efficace contre la maladie. Pour protéger les enfants en bas âge, qui constituent le groupe le plus vulnérable, on vaccine gratuitement tous les nouveau-nés au ECG dans tout le territoire. En 1960, près de 72 p. 100 des enfants ont été vaccinés dans les deux ou trois jours suivant la naissance. Le taux de mortalité par tuberculose est tombé d'un maximum de 208 p. 100 000 en 1951 à 76,2 p. 100 000 en 1959 et à 69,9 p. 100 000 en 1960. Durant la période considérée, le taux de mortalité infantile a également accusé une diminution sensible.

Dépenses

Compte non tenu des services sanitaires dépendant du Département des services urbains et du Conseil urbain, les dépenses du Département des services médicaux et sanitaires sont passées de 34 864 883 dollars de Hong-kong en 1957/1958 à 39 792 228 dollars de Hong-kong en 1958/1959 et à 45 925 081 dollars de Hong-kong en 1959/1960. Pour la même période, les dépenses du Département des services urbains et du Conseil urbain relatives aux services sanitaires sont passées de 20 à 23 puis à 28 millions de dollars de Hong-kong. En outre, les subventions médicales sont passées de 9,7 millions de dollars de Hong-kong en 1957/1958 à 14 millions de dollars de Hong-kong en 1958/1959 et à 19 millions en 1959/1960. La subvention la plus importante a été accordée à l'hôpital Tung Wah, oeuvre de bienfaisance entièrement chinoise qui gère quatre hôpitaux dans le territoire.

Personnel médical et sanitaire

	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>	
	<u>Public</u>	<u>Privé</u>	<u>Public</u>	<u>Privé</u>	<u>Public</u>	<u>Privé</u>
Médecins diplômés et officiels	291	694 ^{a/}	320	761 ^{a/}	222 ^{b/}	779 ^{a/}
Dentistes diplômés . . .	33	355	34	353	42	351
Infirmières diplômées . .	941	969	995	1 073	699 ^{b/}	1 041
Sages-femmes diplômées .	146	916	161	970	673	1 032
Pharmaciens diplômés . .	7	63	8	68	20	70

a/ Y compris les médecins diplômés à titre provisoire.

b/ On ne dispose pas de renseignements sur la brusque diminution du nombre de médecins et d'infirmières du secteur public.

Formations sanitaires

	<u>Nombre</u>			<u>Nombre de lits</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Hôpitaux publics	12	12	14	2 198	2 212	2 432
Hôpitaux subventionnés . . .	10	10	11	3 593	3 664	3 771
Hôpitaux privés	9	9	8	1 106	1 678	1 683
Dispensaires publics	13	14	17	124	148	204

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement n'est ni gratuit ni obligatoire; il relève du Directeur de l'enseignement; celui-ci préside le Conseil de l'enseignement qui est habilité par la loi à conseiller l'Administration en matière d'enseignement. A l'exception du président, le Conseil se compose maintenant uniquement de non-fonctionnaires. En 1960, le Conseil s'est intéressé tout particulièrement aux mesures législatives concernant les collèges postsecondaires et aux plans pour le développement futur de l'enseignement.

Les établissements scolaires privés sont plus nombreux que les écoles publiques ou subventionnées. En 1960, les établissements directement gérés par l'Administration comprenaient 73 écoles primaires (contre 66 en 1959), 11 écoles secondaires (contre 8 en 1959), 2 écoles secondaires techniques, 2 écoles normales, 1 collège technique et 4 institutions donnant des cours du soir. Le gouvernement accorde une aide financière et matérielle aux écoles aidées et subventionnées, conformément aux dispositions des Codes sur les dons et subventions. Les écoles aidées sont principalement secondaires tandis que les écoles subventionnées sont surtout des établissements primaires, dont plus de la moitié se trouve dans les Nouveaux-Territoires. D'après la langue dans laquelle est donné l'enseignement, les écoles se répartissent en écoles chinoises, écoles anglaises et écoles anglo-chinoises. Le cycle primaire dure six ans; les enfants sont admis à l'âge de six ans dans les écoles chinoises et dès cinq ans dans les écoles anglaises. La majorité des écoles primaires chinoises enseignent l'anglais à partir de la troisième année.

Le plan septennal de développement de l'enseignement primaire lancé en 1954 par l'Administration en vue de fournir d'ici la fin de 1961 des locaux scolaires pour tous les enfants en âge de fréquenter l'école primaire a dépassé au cours du premier trimestre de 1960 l'objectif fixé : 219 000 places ont été créées au lieu des 215 000 places prévues. Cependant, comme l'objectif initial de 215 000 places était un minimum fixé en fonction des naissances et décès enregistrés, sans qu'il fût tenu compte de l'immigration, de nouvelles places sont encore nécessaires pour que tous les enfants en âge de fréquenter les établissements primaires puissent être scolarisés. En 1960, on estimait à 777 000 le nombre des enfants d'âge scolaire, dont 1 p. 100 environ de non-autochtones.

L'afflux d'étudiants et de professeurs d'université venus de Chine continentale entre 1947 et 1950 a entraîné la création de plusieurs collèges postsecondaires à Hong-kong. Depuis la création d'un conseil mixte en 1957, ces collèges chinois ont joué un rôle plus important en matière d'enseignement postsecondaire. Une ordonnance relative aux collèges postsecondaires a été promulguée en 1960 afin de donner à ces collèges un statut officiel et de les aider à atteindre un niveau d'enseignement plus élevé. En 1960, trois de ces collèges ont été admis à recevoir une aide du gouvernement en vertu des nouveaux règlements relatifs aux subventions, lesquels prévoient également l'organisation d'examens d'entrée communs sous le contrôle d'un Bureau des examens d'entrée communs et d'un Bureau commun des établissements, chargés de conseiller le Directeur de l'enseignement au sujet des établissements d'enseignement et du classement du personnel enseignant. Ces collèges chinois ont organisé leur premier examen d'entrée commun en août 1959; sur 804 candidats, 374 ont été reçus. En 1960, sur 1 100 candidats, 497 ont été reçus.

L'Université de Hong-kong, fondée en 1911 en tant qu'internat, fonctionne surtout depuis lors grâce à l'aide financière de bienfaiteurs privés et aux subventions de l'Administration; elle possède quatre facultés : lettres, sciences, médecine, génie civil et architecture. Si l'on inclut les étudiants de doctorat, l'effectif des étudiants de l'Université est passé de 911 en 1958 à 1 407 en 1960. L'Administration et l'Université se sont mises d'accord sur un programme d'expansion qui permettra de porter à 1 800 en 1966 le nombre des étudiants autres que ceux de doctorat. Le nombre de jeunes gens qui poursuivaient des études supérieures au Royaume-Uni et dans la République d'Irlande est passé de 1 356 en 1958 à 1 846 en 1960. On sait d'autre part qu'au cours de l'année, le nombre des étudiants qui ont quitté Hong-kong pour faire des études supérieures aux Etats-Unis, au Canada et en Australie s'élevait respectivement pour chacun de ces pays à 1 060, 180 et 711.

Dépenses

Pour l'année scolaire, qui va du 1er août au 31 juillet, les dépenses publiques consacrées à l'enseignement sont passées de 65 373 568 dollars de Hong-kong (12 p. 100 du total des dépenses) en 1958 à 82 429 120 dollars

de Hong-kong (13 p. 100) en 1959 et à 104 650 512 dollars de Hong-kong (11 p. 100) en 1960. Pour 1960/1961, les dépenses prévues pour l'enseignement s'élevaient à 126 millions de dollars de Hong-kong, soit 13,7 p. 100 du total des dépenses.

Etablissements scolaires

	<u>1957/1958^{a/}</u>			<u>1958/1959^{a/}</u>			<u>1959/1960^{a/}</u>		
	<u>Publics</u>	<u>Subven-</u> <u>tionnés</u>	<u>Indé-</u> <u>pendants</u>	<u>Publics</u>	<u>Subven-</u> <u>tionnés</u>	<u>Indé-</u> <u>pendants</u>	<u>Publics</u>	<u>Subven-</u> <u>tionnés</u>	<u>Indé-</u> <u>pendants</u>
Enseignement primaire ^{b/} . .	42	382	894	53	389	1 002	71	411	1 131
Enseignement secondaire ^{c/} .	12	34	242	12	33	277	11	36	239
Enseignement postsecondaire ^{d/}	4	-	16	5	-	16	6	3	10
	1 626			1 787			1 918		

a/ Pour 1958/1959 et 1959/1960, les chiffres relatifs aux écoles, aux élèves et aux professeurs proviennent de Hong-kong : Educational Department, Triennial Survey 1955-58, p. 91 et 92; Educational Department, Annual Summary 1958-59, p. 23 à 27; Ibid., 1959-60, p. 21 à 26.

b/ Les chiffres comprennent les jardins d'enfants; les écoles comprenant des classes primaires et des classes secondaires sont considérées comme constituant une école primaire et une école secondaire distinctes.

c/ Y compris les écoles professionnelles.

d/ Y compris les écoles normales d'instituteurs. Outre l'Université de Hong-kong, il y avait plus de dix collèges chinois, dont trois avaient été admis à recevoir une aide de l'Administration en vertu du nouveau règlement relatif aux subventions.

Effectifs scolaires

	<u>1957/1958</u>		<u>1958/1959</u>		<u>1959/1960</u>	
	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>
Enseignement primaire . .	146 129	110 722	188 855	144 410	212 708	166 131
Enseignement secondaire .	37 807	23 518	42 313	26 472	45 052	29 061
Enseignement postsecondaire :						
Ecoles normales						
d'instituteurs	471	644	584	634	927	1 031
Autres écoles						
professionnelles . .	5 177	309	5 114	351	5 550	569
Enseignement général .	2 085	948	2 424	1 267	2 543	1 367
Total ^{a/}	327 810		412 424		464 939	
Enseignement supérieur :	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
Université de Hong-kong	642	269	923	343	1 036	371
Universités du Royaume-Uni	1 356		1 687		1 846	

^{a/} A l'exclusion des élèves suivant les cours du soir, des cours pour adultes et des cours spéciaux d'après-midi.

Personnel enseignant

	<u>1957/1958</u>		<u>1958/1959</u>		<u>1959/1960</u>	
	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
Enseignement primaire . .	3 977	5 663	4 375	6 627	4 891	7 657
Enseignement secondaire .	2 094	882	2 176	1 025	2 216	1 108
Enseignement postsecondaire	360	60	404	60	415	48
Total .	13 036		14 667		16 335	

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Il n'existe dans le territoire ni bibliothèque générale publique, ni musée. Cependant il existe des bibliothèques spécialisées relevant de l'Université de Hong-kong, du Département de l'enseignement, du British Council, du Service d'information des Etats-Unis et des chambres de commerce locales. Au cours de l'année, la bibliothèque du Département de l'enseignement a reçu 603 nouveaux volumes, ce qui porte le nombre total des ouvrages à 7 924, dont 585 en chinois. Le Département de l'enseignement gère neuf centres d'instruction et de récréation pour adultes, destinés aux hommes et aux femmes des groupes à faible revenu; les programmes éducatifs de ces centres comprennent des cours spéciaux dans les domaines suivants : art, musique, art dramatique et danses folkloriques.

A la fin de 1960, 191 périodiques et revues figuraient au registre des publications (contre 187 en 1959), dont 38 (30 en 1959) étaient des quotidiens: 4 en anglais et 34 en chinois. On évalue approximativement à un demi-million d'exemplaires le tirage journalier total des quotidiens de langue chinoise. Comme pour les quotidiens, les principales publications du type magazine sont toutes de langue chinoise.

Les agences internationales d'information, notamment Reuters, Associated Press of America, United Press International et France Presse ont des bureaux permanents à Hong-kong. En 1960, le Département des services d'information de Hong-kong a étendu le champ et le nombre de ses publications officielles tant dans le territoire qu'outre-mer. Il a publié sensiblement plus de nouvelles, d'articles et de photographies et ses cadres supérieurs ont été amenés à fournir plus de renseignements à des journalistes de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision de passage à Hong-kong. En août 1960, un attaché de presse a été nommé au bureau de l'Administration de Hong-kong à Londres.

En 1960, le fait le plus marquant pour Radio-Hong-kong, station officielle de radiodiffusion, a été l'installation des nouveaux réseaux à très haute fréquence et à modulation de fréquence destinés à la fois aux émissions en anglais et en chinois. La durée des programmes en anglais, qui est passée d'un peu plus de 8 heures à 17 heures par jour, est maintenant égale à celle des programmes en chinois. Depuis l'introduction d'émissions commerciales au début de 1959,

Radio-Hong-kong diffuse des programmes en anglais et en chinois 17 heures par jour. Le nombre des postes récepteurs de radio déclarés est passé à 120 151 à la fin de 1960, soit 25 251 de plus qu'en 1959. Cette augmentation est donc supérieure à celle de 23 269 postes qui avait été enregistrée en 1959 et qui paraissait déjà remarquable.

La société Rediffusion (Hong Kong) Ltd. assure dans tout le territoire la diffusion par fil de programmes radiophoniques qui sont très suivis. Les premières émissions de télévision, entreprises par la Rediffusion (Hong Kong Ltd. en 1957, connaissent une faveur croissante auprès du public et la qualité des programmes s'est améliorée; le nombre des abonnés est passé de 2 500 en 1958 à 4 000 en 1959 et à près de 7 000 en 1960. La plupart des personnes employées dans les services de télévision sont des Chinois formés sur place.

ILES DES COCOS (KEELING)^{6/}

SUPERFICIE

Le Territoire se compose de 27 petites îles coralliennes comprises dans deux atolls d'une superficie totale d'environ cinq milles carrés (13 kilomètres carrés) et est situé dans l'Océan indien à environ 2 290 milles à l'Ouest de Darwin et 1 720 milles au nord-ouest de Perth, en Australie. L'île West, qui est l'île la plus étendue de tout le groupe et a six milles de longueur sur un quart de mille de large, fait partie de l'atoll méridional, le plus important, qui comprend plusieurs îles. L'atoll septentrional n'est formé que d'une seule île (North Keeling) située à 15 milles environ au nord du groupement principal. Les deux atolls sont de formation corallienne et il n'y a pas de véritable terre naturelle dans le Territoire. Le climat est agréable, la température oscillant entre 69 et 90 degrés Fahrenheit, et les chutes de pluie atteignant deux mètres par an environ en moyenne.

POPULATION

Il y a trois agglomérations principales dans les îles Home, West et Direction; les deux groupements de population permanents sont d'une part les Européens, et d'autre part les autochtones, qui descendent des premiers colons malais amenés dans les îles par John Clunies-Ross, qui a revendiqué la propriété des îles en 1827. En vertu d'une concession accordée en 1886, toutes les terres de l'archipel sont détenues par la famille Clunies-Ross. Mise à part cette famille, les seuls autres Européens des îles sont des Australiens. La plupart des Européens vivent dans l'île West. Les autochtones vivent dans l'île Home et étaient au nombre de 460 environ en 1955 quand le Gouvernement australien a repris l'administration du Territoire. De très nombreux autochtones ont émigré à Singapour, l'île Christmas et Bornéo du Nord aux frais du Clunies-Ross Estate et du Gouvernement de Singapour. En 1958, un nouveau groupe de 109 autochtones ont quitté l'archipel pour s'installer dans l'île Christmas. Ces dernières années, quelques Asiatiques sont venus dans l'île Direction travailler sur des concessions d'un ou deux ans. Depuis juin 1960, il n'y a plus de résidents asiatiques temporaires dans cette île.

^{6/} Chacune des années mentionnées dans le présent résumé va, sauf indication contraire, du 1er juillet au 30 juin.

	<u>Nombre de résidents</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Autochtones	450	407	418
Européens	123	141	181
Indiens .....	...	...	8
Total	573	548	607

GOUVERNEMENT

En vertu du Cocos Islands Act, 1955, du Royaume-Uni, et du Cocos (Keeling) Islands Act, 1955, du Commonwealth d'Australie, l'administration du Territoire a été transférée de Singapour à l'Australie. Le régime législatif, administratif et judiciaire du Territoire a été défini par la Loi de 1955-1958 relative à l'île des Cocos (Keeling) (Cocos (Keeling) Islands Act, 1955-1958) dont l'application est assurée par le Ministre d'Etat pour les Territoires. Aux termes de cette loi, le Gouverneur général est habilité à promulguer des ordonnances pour assurer la paix, l'ordre et une bonne administration du Territoire. Aucune nouvelle ordonnance n'a été promulguée pendant l'année considérée. En vertu de l'Official Representative Ordinance, 1955, un Représentant officiel nommé par le Ministre d'Etat est chargé de l'administration générale et a notamment la responsabilité de la santé publique et de l'enseignement. Outre le Ministère des territoires, les Ministères australiens représentés, directement ou non, dans le Territoire, sont ceux de l'intérieur, des travaux publics, de l'aviation civile, de l'immigration et des postes. Dans l'exécution de celles de ses fonctions qui touchent aux postes et télégraphes ainsi qu'à l'immigration, le Représentant officiel est responsable devant le Directeur des postes et télégraphes de l'Australie occidentale et le Ministre de l'immigration. Le personnel des services de l'intérieur, des travaux publics et de l'aviation civile ne dépend pas du Représentant officiel.

Le Cocos (Keeling) Islands Act, 1955-1958, dispose que les autochtones pourront conserver leurs institutions, us et coutumes sous réserve des lois en vigueur dans le Territoire. Aux termes de cette Loi, toute personne née dans le Territoire le 23 novembre 1955 ou après cette date est citoyen australien et sujet britannique. Tout sujet britannique qui réside habituellement dans le Territoire et

n'est pas citoyen australien peut le devenir en faisant la déclaration prescrite dans la Loi de 1948-1958 relative à la nationalité et à la citoyenneté. La citoyenneté australienne a été octroyée à 34 autochtones conformément à ces dispositions.

CONDITIONS ECONOMIQUES

Les opérations du Gouvernement australien et la production de coprah, qui est entièrement le fait du Clunies-Ross Estate, constituent l'essentiel de l'économie du Territoire. Celui-ci est loin de pouvoir se suffire et est fortement tributaire d'importations de produits alimentaires et d'autres fournitures en provenance d'Australie et de Singapour. Dans la pratique, les importations sont admises en franchise. Sont exemptés de droits de douane les produits exportés du Territoire vers l'Australie qui sont produits ou fabriqués dans le Territoire; les produits réexportés, et les biens qui, produits en Australie, ne sont pas soumis à l'impôt indirect.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

L'agriculture ne peut guère se développer faute de terre arable et d'eau douce. On exploite essentiellement le cocotier et les exportations annuelles de coprah n'ont guère dépassé 450 tonnes. On a continué avec succès à lutter contre les scarabées rhinocéros qui avaient envahi les palmeraies. On cultive quelques légumes mais on fait venir par avion d'Australie le gros des approvisionnements en légumes frais. L'élevage de la volaille est le seul qui soit pratiqué et l'on a réussi à faire pousser de l'herbe dans l'île South.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Un aéroport international a été créé et est placé sous la direction du Ministère de l'aviation civile d'Australie. La compagnie Qantas Empire Airways assure tous les 15 jours un service entre Sydney et Johannesburg avec escale à Perth, l'île Maurice et les îles Cocos. Les South Africa Airways assurent également tous les 15 jours un service entre Johannesburg et Perth avec escale à l'île Maurice et aux îles Cocos.

Transports aériens

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Avions	132	190	302
Passagers :			
Arrivées	125	245	280
Départs	131	215	254
En transit	2 519	2 903	3 168
Fret (en kilos) :			
Arrivées	64 930	172 833	187 671
Départs	3 861	28 839	20 445

L'Australian Overseas Telecommunications Commission gère une station télégraphique sur l'île Direction, reliée par câbles sous-marins à Cottesloe en Australie occidentale, à Djakarta en Indonésie et à l'île Rodriguez dans l'océan Indien. Les principales routes télégraphiques entre l'Australie et l'Afrique du Sud, ainsi qu'entre l'Australie et l'Extrême-Orient empruntent ces câbles et passent par les îles Cocos. La capacité de la station a augmenté grâce à l'installation d'un translateur sous-marin d'un type analogue à celui du câble téléphonique transatlantique.

FINANCES PUBLIQUES

Les crédits ouverts par le Gouvernement australien et gérés par ses divers ministères subviennent aux dépenses ordinaires et aux dépenses d'équipement du Territoire. Avant 1960, les sommes remboursées au titre des services hospitaliers et médicaux par les employeurs du Territoire constituaient la principale source de recettes. Pendant l'année étudiée la procédure a changé : les malades doivent désormais payer leurs soins médicaux et le Gouvernement australien prend à sa charge les dépenses d'équipement. Ce changement de procédure dans le remboursement des services médicaux explique la diminution sensible des recettes qui n'ont été en 1960 que de 5 947 livres australiennes^{7/}, contre 14 690 £A en 1959 et 18 776 £A en 1958. Les dépenses du Ministère des territoires et du Ministère des travaux publics se sont élevées à 73 079 £A en 1958, 78 182 £A en 1959, et à 32 478 £A en 1960. Les dépenses ont diminué en 1960 par suite de l'achèvement de grands travaux d'équipement.

^{7/} L'unité monétaire locale est la livre australienne (£A), qui vaut 16s. (sterling) ou 2,24 dollars des Etats-Unis.

CONDITIONS SOCIALES

Aucun changement important n'a été signalé pendant la période étudiée.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Le principal employeur pour les autochtones est le Clunies-Ross Estate, il les emploie essentiellement à la production du coprah et à des tâches liées à l'industrie du coprah. Outre un salaire versé en monnaie locale, le Clunies-Ross Estate assure aux travailleurs autochtones des rations alimentaires, des logements, des services médicaux, des fonds pour l'achat de vêtements et une retraite. Dans un contrat conclu pour l'achat de terres en vue de la création du terrain d'aviation, le Gouvernement australien s'est engagé à ne pas offrir à la main-d'oeuvre locale des conditions trop attrayantes qui la détourneraient de l'industrie du coprah, qui est vitale pour l'économie. Pour s'assurer le personnel européen nécessaire, les autorités australiennes, Qantas Empire Airways Limited, et la Shell Company versent à leurs employés européens, outre le salaire de base, des indemnités spéciales qui peuvent atteindre jusqu'à 600 livres australiennes par an.

LOGEMENT

On a construit dans les îles West et Direction, des logements pour les ménages et pour les célibataires. Pendant 1960, on comptait 27 habitations pour employés mariés avec leur famille et des logements pour 42 célibataires dans l'île West. Plusieurs maisons et bâtiments nouveaux ont été construits pendant l'année dans l'île West et dans l'île Direction.

SANTÉ PUBLIQUE

Le Ministère des territoires assure les services d'un médecin-chef et d'une infirmière principale australiens. Le médecin doit essentiellement s'occuper des employés qui résident dans l'île West et de leur famille, des équipages et des passagers des avions en transit, et de la communauté du Clunies-Ross Estate; il s'occupe également de l'ensemble des questions de santé publique.

Un hôpital de quatre lits, pourvu d'une petite salle d'opération, d'un appareil de radiographie et d'un laboratoire de pathologie clinique, permet de traiter la plupart des cas d'urgence, tant en chirurgie qu'en médecine. Les soins dentaires sont donnés par un dentiste du Ministère de la santé d'Australie qui se rend dans les îles et, pendant la période étudiée, c'est un dentiste de Darwin qui a visité le Territoire. Un spécialiste de l'Hôpital royal de Perth a fait une enquête sur le trachome, et il n'a décelé aucun cas dans tout le Territoire.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Le Clunies-Ross Estate assure l'enseignement élémentaire pour les enfants de ses employés, enseignement qui se limite à trois ans d'études en langue vernaculaire. Dans l'île West une école primaire de sept classes qui suit le programme d'enseignement primaire d'Australie occidentale fonctionne sous la direction du Ministère des territoires. Le nombre d'élèves dans cette école, qui était de 8 en 1958, est passé à 14 en 1959 et à 23 en 1960. Il n'y a pas d'établissement d'enseignement secondaire dans le Territoire et les élèves de ce niveau suivent des cours par correspondance ou se rendent dans des écoles australiennes avec une allocation pour frais de voyage et une allocation d'études annuelle de 145 livres australiennes chacun.

INFORMATION DES MASSES

Une feuille d'information bimensuelle intitulé Cocos Clarion est distribuée gratuitement dans les îles. La Bibliothèque nationale de Canberra envoie régulièrement des livres qui sont prêtés. Pendant l'année, le Ministère des territoires a fait tourner un film en couleur du Territoire qui sera distribué dans le monde entier.

SARAWAK

SUPERFICIE

Le territoire qui est constitué par une bande côtière d'environ 450 milles de long et de 40 à 129 milles de large, est situé dans la partie nord-ouest de l'île de Bornéo; il a une superficie de 47 500 milles carrés (123 025 kilomètres carrés) et occupe un peu moins du sixième de l'île. Le Sarawak est limitrophe du Bornéo du Nord et du Brunéi; les frontières qui le séparent de ces deux territoires sont situées dans des régions d'accès relativement facile, ce qui a permis d'effectuer des levés topographiques de nombreuses sections de ces frontières. La frontière qui sépare le Sarawak du Bornéo indonésien suit la ligne de partage des eaux et traverse des régions plus accidentées.

POPULATION

D'après les chiffres provisoires du recensement de 1960, qui a été effectué à la fois au Sarawak, au Bornéo du Nord et au Brunéi, la population du territoire est de 744 529 habitants, ce qui représente une augmentation de 197 144 habitants (soit 36 p. 100) depuis le recensement de 1947 (546 385 habitants). Quarante-quatre pour cent des habitants sont âgés de moins de 15 ans. Les Dayaks du littoral qui possèdent leur langue propre, voisine du malais, constituent le groupe autochtone le plus nombreux. Viennent ensuite les groupes chinois et malais.

Population (recensements)

	<u>1947</u>	<u>1960</u>
Autochtones :		
Dayaks du littoral	190 326	237 741
Dayaks de l'intérieur	42 195	57 619
Mélanos	35 560	44 661
Malais	97 469	129 300
Autres autochtones	29 867	37 931
Non autochtones :		
Chinois	145 158	229 154
Autres Asiatiques	5 119	6 492
Européens	691	1 631
Total	546 385	744 529

Statistiques de l'état civil

	<u>1947</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>
Taux de natalité pour 1 000 habitants	13,7	28,5	26,8
Mortalité infantile pour 1 000 enfants nés vivants .	75,4	56,2	58,2
Taux de mortalité pour 1 000 habitants	6,2	6,2	6,1

GOUVERNEMENT

Fonction publique

A la fin de 1960, la fonction publique du Sarawak comprenait 205 fonctionnaires recrutés outre-mer ayant droit à pension, 142 fonctionnaires recrutés outre-mer n'ayant pas droit à pension, 152 fonctionnaires locaux et autres de classe supérieure et 5 083 fonctionnaires locaux et autres de classe subalterne.

Le Gouvernement a accepté les recommandations tendant à augmenter la proportion de fonctionnaires recrutés localement qui ont été faites par une commission d'enquête du Conseil Négri, assemblée législative du Sarawak. Il a maintenant pour politique de ne pas nommer de personnes recrutées en dehors du Bornée britannique aux postes permanents et ouvrant droit à pension, à moins que des compétences spéciales ne soient nécessaires. Il est fait exception parfois aussi à cette règle lorsque des fonctionnaires d'outre-mer sont d'un âge qui leur permettra de prendre leur retraite avant que des fonctionnaires recrutés localement ne soient prêts à les remplacer.

Moyens de formation

Il n'y a pas d'université au Sarawak. Pour augmenter le nombre des fonctionnaires de recrutement local dans les cadres supérieurs de la fonction publique, le gouvernement accorde au personnel local des bourses qui aident leurs titulaires à acquérir la formation nécessaire. A la fin de 1960, 356 fonctionnaires avaient obtenu des bourses d'études outre-mer; 308 d'entre eux avaient terminé leurs études et 48 poursuivaient leur formation. Presque tous les grands services administratifs donnent une formation en cours d'emploi.

CONDITIONS ECONOMIQUES

L'économie du Sarawak repose dans une large mesure sur l'exportation de produits agricoles, dont le principal est le caoutchouc. Les autres denrées d'exportation sont par ordre d'importance le poivre, le sagou et le coprah. Pendant la période considérée, l'industrie du bois a été très prospère, grâce surtout à la hausse des cours du bois de ramin sur les marchés européens et australiens. Par sa grande dépendance à l'égard des exportations de produits primaires comme le caoutchouc, le bois et le poivre, l'économie est particulièrement sensible aux fluctuations internationales des cours des produits de base et l'instabilité, qui provient de ce que le territoire doit par trop compter sur un petit nombre d'industries d'exportation, est devenue l'un des facteurs qui retardent son développement économique.

Le relèvement des cours des produits primaires enregistré en 1959 et pendant le premier semestre de 1960 a entraîné une augmentation de la valeur globale du commerce extérieur, qui est passée de 897 523 123 dollars malais^{11/} en 1958 à 988 456 514 dollars malais en 1959 et, par un léger fléchissement, à 933 213 252 dollars malais en 1960. Ces chiffres comprennent les importations de pétrole brut en provenance du Brunéi et les réexportations de pétrole brut et de produits raffinés. Si l'on exclut ces trois éléments, la valeur globale du commerce extérieur a été de 251 996 360 dollars malais en 1958, de 343 080 995 dollars malais en 1959, et de 407 892 501 dollars malais en 1960; la balance des échanges visibles a été déficitaire de 13 201 103 dollars malais en 1958, excédentaire de 21 335 233 dollars malais en 1959 et déficitaire de 1 821 351 dollars malais en 1960.

Les années 1959 et 1960, qui ont été bonnes du point de vue du commerce, en raison d'un volume accru d'exportations, faites à des prix supérieurs à la normale, ont fourni une contribution appréciable aux recettes publiques et ainsi renforcé la situation financière du Sarawak. En conséquence, le plan de développement, qui avait été approuvé en 1950 pour les années 1948-1956, puis révisé en 1954 et 1957 pour porter sur la période 1959-1963, a pu être élargi en 1960 et les dépenses prévues sont passées de 115 à 153 millions de dollars malais. Plusieurs nouveaux programmes, qui avaient été antérieurement ajournés, ont été inclus dans le plan élargi.

^{11/} L'unité monétaire du Sarawak est le dollar malais, qui vaut 2 shillings 4 pence, soit 0,327 dollar des Etats-Unis.

Bien que le plan de développement ait fait l'objet de plusieurs revisions, ses objectifs fondamentaux sont restés les mêmes. Il s'agit de développer l'économie du Sarawak et d'améliorer et élargir les services sociaux dans toute la mesure où le territoire pourra supporter les dépenses renouvelables accrues qui en résulteront. Pour le planificateur, la principale difficulté provient de ce qu'il faut établir un équilibre entre la demande de services sociaux et les besoins du développement économique, qui fournira les recettes futures du territoire. L'importance attachée au développement économique n'a cessé de grandir au cours des dernières années comme en témoigne notamment la construction de routes destinées à permettre la mise en valeur de nouvelles régions agricoles. Dans le plan de développement, on a maintenu la part des dépenses affectées au développement économique et aux services sociaux à environ les deux tiers et un tiers, respectivement, du montant total.

REGIME FONCIER, AGRICULTURE ET ELEVAGE

Plus des deux tiers des habitants se consacrent principalement à l'agriculture qui fournit plus de la moitié du revenu national. On estime que, sur une superficie totale de 47 500 milles carrés, l'agriculture sédentaire est pratiquée sur 2 700 milles carrés (6 p. 100), l'agriculture itinérante sur 8 700 milles carrés (18 p. 100) et que 36 000 milles carrés (76 p. 100) sont recouverts par la forêt sous toutes ses formes.

Toutes les terres du Sarawak sont classées dans les catégories suivantes : terres de zones mixtes, terres de zones autochtones, terres autochtones coutumières, terres de zones de l'intérieur, et terres réservées. Seules les terres de zones mixtes qui représentent 4 400 milles carrés, peuvent être aliénées au profit de non-autochtones. Les terres de zones autochtones qui couvrent 2 500 milles carrés ne peuvent être détenues que par des autochtones du Sarawak. Les terres aliénées appartiennent surtout à de petits propriétaires, mais il existe quelques propriétés de 500 acres ou plus. On effectue des enquêtes sur l'utilisation des terres pour déterminer quelles sont celles qui pourraient être mises en valeur. Depuis 1949, un Natural Resources Board est chargé d'exercer une surveillance générale sur les ressources naturelles du Sarawak et de contrôler l'utilisation des terres afin d'empêcher que de mauvaises méthodes de culture ne provoquent l'érosion ou l'inondation des sols.

/...

Bien que l'agriculture constitue le pilier de l'économie du Sarawak, le territoire a encore une agriculture arriérée et peu productive. L'économie agricole est peu diversifiée et, dans certaines régions reculées, la principale culture est celle du riz de montagne par le système défrichage de la brousse, généralement appelé culture itinérante. Le riz est la base de l'alimentation, mais la production locale est insuffisante pour couvrir les besoins de la population. Le territoire importe près de la moitié du riz qu'il consomme. Divers facteurs, parmi lesquels la médiocre qualité des sols, la pratique de la culture itinérante, le régime foncier et le manque de moyens de communication, ont retardé le développement agricole.

Au titre du plan révisé de développement 1959-1963, un supplément de 5 471 740 dollars malais a été affecté à l'agriculture, qui reçoit ainsi en tout 36 324 884 dollars malais, soit 23 p. 100 du coût estimatif global du plan. Directement, par l'élargissement des programmes de recherche sur les sols et sur la culture du poivre et du riz, et par d'importants programmes d'amélioration de la culture de l'hévéa, du cocotier et du riz, aussi bien qu'indirectement, par l'amélioration des moyens de communication, le plan de développement prépare la voie au progrès dans le domaine de l'agriculture.

Principaux produits agricoles

En matière de développement agricole, les efforts continuent à porter surtout sur l'amélioration de la culture de l'hévéa, le caoutchouc étant le principal produit marchand par le plantage de variétés à haut rendement.

Près de 80 p. 100 de la surface plantée (estimée à 300 000 acres) portent des arbres non sélectionnés et déjà âgés qui bientôt ne rapporteront plus. Pour le relèvement de cette culture, on a entrepris en 1956 un programme de plantation d'hévéas, portant sur une période de quinze ans et pour lequel on prévoit de dépenser plus de 37 millions de dollars malais. L'augmentation de la surface plantée en hévéas à haut rendement témoigne des progrès accomplis. Depuis la mise en route du programme, en 1956, jusqu'à la fin de 1960, il a été décidé de planter ou replanter 64 338 acres (52 365 en 1959 et 38 611 en 1958), sur des terres appartenant pour la plupart à de petits exploitants. A la fin de 1960, 43 550 acres avaient été plantés en hévéas à haut rendement, contre 36 000 acres

l'année précédente. Sur ce total, les plantations des grands domaines représentaient 974 acres, soit 68 acres de plus qu'en 1959. Comme supplément au programme de plantation, on a décidé de fournir gratuitement des plants à certains agriculteurs vivant dans des régions que le personnel chargé du développement de la culture de l'hévéa ne peut actuellement inspecter.

Le poivre reste la deuxième culture marchande par ordre d'importance bien que les exportations de poivre blanc et noir, qui s'élevaient à 9 726 tonnes en 1958, soient tombées à 8 449 tonnes en 1959 et à 4 100 tonnes en 1960. On n'a pas de chiffres précis sur la surface cultivée, mais on estime qu'elle se situait à la fin de 1959 entre 6 000 et 7 000 acres. Pendant les quatre premiers mois de 1960, un replantage intensif, stimulé par des cours favorables, a fait augmenter de 1 000 acres environ la surface plantée en poivriers. La forte baisse des exportations de poivre est imputable à un certain nombre de facteurs tels que la diminution du plantage et de la production, surtout de 1954 à 1957, et la constitution de stocks par les producteurs et les négociants.

La surface plantée en sagoutiers est estimée à environ 150 000 acres. La noix de coco est uniquement une production de petits exploitants et le total de la surface en cocotiers est, pense-t-on, de 25 000 à 50 000 acres. La production de coprah est faible et ne peut suffire à satisfaire la demande intérieure; il faut donc importer du coprah. Un programme de plantage de cocotiers a été entrepris en janvier 1959 et visait à l'origine à conduire, en 1963, à un accroissement de 10 000 acres de la surface plantée. Vu l'intérêt qui a été manifesté pour ce programme, l'objectif a été porté à 20 000 acres et les dépenses prévues sont passées de 1 200 000 dollars malais à 2 004 000 dollars malais.

Le paddy (riz non décortiqué) ne constitue pas en général une culture marchande mais, dans certaines régions, les agriculteurs tirent un revenu appréciable de la vente de leurs excédents. En 1960, le gouvernement a continué, en vue d'aider les agriculteurs, à acheter le paddy au prix garanti de 13,50 dollars malais par picul^{12/}. Une quantité totale de 2 373 tonnes a été achetée de cette manière. La surface plantée en riz, de plaine et de montagne, pendant la campagne 1959/1960, a été estimée à 258 000 acres, contre 270 000 acres pour la campagne précédente.

^{12/} Un picul équivaut à 133,33 livres.

Le programme d'assistance aux planteurs de paddy, qui a débuté en 1959 et qui a pour but de fournir une aide technique et indirecte à de petits groupes de planteurs pratiquant la culture sous eau a progressé lentement. L'assistance a concerné 19 régions en 1960 et porté sur une surface totale de 1 185 acres.

Programme de formation

Les activités du service de vulgarisation du Département de l'agriculture, qui a été créé en 1959, comprennent notamment la formation de personnel, des programmes de formation destinés aux agriculteurs, l'organisation de démonstrations dans des stations agricoles, l'amélioration de l'élevage, des travaux d'alevinage et une action sous forme de causeries radiophoniques et de communiqués destinés à la presse. Afin d'assurer que l'on puisse disposer d'un personnel pleinement qualifié, on a renforcé en 1960 le programme de formation. Cinq bourses d'études à l'étranger pour l'obtention de diplômes d'agriculture ont été attribuées et l'un des boursiers a reçu du Gouvernement des Philippines une bourse supplémentaire pour suivre un cours conduisant à un diplôme universitaire d'agronomie. Deux fonctionnaires ont obtenu des diplômes au Collège d'agriculture de Malaisie et une femme fonctionnaire a pu suivre un cours d'économie ménagère organisé par le Gouvernement néo-zélandais dans le cadre du Plan de Colombo. Grâce à l'Institut des recherches sur le caoutchouc de Malaisie, 18 fonctionnaires ont pu suivre, au centre de formation de cet institut, une série de cours d'une durée d'un mois sur les techniques de transformation et de plantation du caoutchouc. A titre de formation en cours d'emploi, et toujours dans le cadre du Plan de Colombo, deux fonctionnaires subalternes se sont rendus en Inde où ils ont suivi un cours de science vétérinaire d'une durée de deux ans et deux autres ont étudié en Malaisie l'agronomie du riz.

Un recensement agricole destiné à fournir des données sûres concernant les pratiques agricoles a eu lieu en 1960. C'est le premier recensement de ce genre qui ait été effectué au Sarawak, et il a été effectué dans le cadre du programme de recensement mondial de la FAO.

ELEVAGE

L'élevage joue un rôle insignifiant dans l'économie rurale du territoire et n'est pas généralement pratiqué en association avec l'agriculture. Les communautés autochtones non musulmanes et la communauté chinoise élèvent des porcs. Cet élevage s'est amélioré dans les régions urbaines, mais les progrès sont encore lents dans les régions rurales en raison du manque d'aliments protéiques à bon marché pour animaux et de l'impossibilité de lutter contre les maladies de porcs non parqués. L'élevage de la volaille est de plus en plus en faveur. La demande locale de poulet, de porc et de boeuf est telle qu'il est nécessaire de continuer à importer ces produits. Un recensement du bétail effectué à la fin de 1960 a fait apparaître une augmentation de l'élevage et des importations d'animaux.

	<u>Elevage</u>			<u>Importations</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Buffles	6 156	8 735	9 364)			
Bovins	4 900	5 751	11 116)	705	881	1 253
Porcins	106 212	138 158	177 586	7 437	9 081	13 263
Caprins	6 131	7 788	9 021	-	-	-
Volaille .....	...	...	...	36 260	61 798	57 136

FORETS

Le Sarawak est l'un des pays les plus boisés du monde. La forêt naturelle couvre encore 35 413 milles carrés, soit 73 p. 100 de la superficie du territoire. Il existe deux grands types de forêts : la forêt marécageuses et la forêt sèche. La forêt marécageuse couvre environ 6 000 milles carrés et fournit la plus grande partie du bois produit, dont le plus important est le ramin, bois dur léger comparable au hêtre.

Les objectifs de la politique forestières sont les suivants : 1) réserver de façon permanente à l'intention des habitants actuels et futurs du Sarawak un domaine forestier suffisant pour assurer au territoire des conditions climatiques et physiques saines; 2) gérer les forêts du domaine forestier permanent de manière à obtenir le plus haut revenu possible; 3) développer autant que faire se peut l'utilisation rationnelle et économique de la forêt et l'exportation, dans des conditions avantageuses, des produits forestiers. Pour donner suite au plan decennal

de développement forestier 1950-1959, un plan quinquennal portant sur 1961-1965 a été adopté en 1960. On s'est surtout préoccupé de dispositions à long terme pour la gestion des forêts permanentes et leur amélioration grâce à un traitement sylvicole approprié.

Le domaine forestier permanent est passé de 10 963 milles carrés en 1958 à 11 268 milles carrés en 1959 et à 11 482 en 1960, soit environ 24 p. 100 de la superficie totale du territoire. Les entreprises de scierie autorisées étaient au nombre de 70 en 1960, soit une de plus qu'en 1958. Elles appartiennent pour la plupart à des Chinois mais quelques-unes sont la propriété d'Européens ou d'autochtones. La coupe de bois rond commercial s'est élevée en 1959 à 500 462 tonnes de 50 Hoppus feet^{13/}; contre 370 426 tonnes en 1958. On ne possède pas encore les chiffres de 1960. Le tiers environ de la production de bois commercial a été exporté. Il convient de mentionner l'ouverture de la première usine de fabrication de placages du territoire en 1960.

Un programme quinquennal de recherches (1959-1963) concernant tout particulièrement la botanique et l'écologie du bois, la sylviculture, la technologie du bois et l'exploitation forestière est en cours d'exécution. Des cours de formation de brève durée ont lieu chaque année à l'intention du personnel forestier. Dans le cadre du Plan de Colombo, un étudiant a terminé en 1960 sa première année d'études dans une école de conservation forestière de l'Inde; un autre étudiant doit se rendre en Australie pour y suivre un cours de sylviculture en vue de l'obtention d'un diplôme universitaire.

PECHE

Ce sont surtout des pêcheurs malais, mélanos et chinois qui pratiquent la pêche en mer, mais on n'a pas de statistiques de la production. Le gouvernement ne s'intéresse directement qu'à la pêche en eau douce qui est d'autant plus importante pour la santé des paysans du Sarawak que, dans les régions de l'intérieur le régime alimentaire présente une grave insuffisance de protéines animales. Un nombre croissant d'agriculteurs commencent à pratiquer la pisciculture et d'importantes surfaces de terres basses ne convenant pas pour l'agriculture ont été utilisées tant dans les régions rurales que dans les zones urbaines, pour l'aménagement de viviers. Huit cent trente-deux grands viviers ont été aménagés et

^{13/} Un Hoppus foot équivaut à 1 273 pieds cubes.

empoissonnées en 1960, contre 829 en 1959 et 283 en 1958. Les distributions gratuites d'alevins sont passées de 24 226 en 1958 à 59 208 en 1959 et 111 917 en 1960.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

La production de minéraux et produits minéraux du Sarawak consiste à l'heure actuelle en pétrole, bauxite, or, phosphates, brique, chaux et pierre. Elle comprenait également naguère du charbon, de l'antimoine, du mercure et des diamants. On connaît l'existence d'importants gisements de charbon. La Nippon Coal Company a continué à prospecter le gisement de charbon de Silantek en 1960. La Sarawak Shell Oilfield Ltd. a continué à rechercher de nouveaux gisements de pétrole, surtout dans les régions côtières. Cette compagnie détient les concessions pétrolières jusqu'en juin 1989, date à laquelle elles pourront lui être renouvelées pour une période supplémentaire de trente ans.

Depuis 1957, la valeur de la production minérale du Sarawak a augmenté. Par suite de l'accroissement de la production d'or et de bauxite, la valeur totale de l'extraction minérale a atteint 10 085 148 dollars malais en 1960, contre 8 563 015 dollars malais en 1959 et 6 657 000 en 1958. La production pétrolière du gisement de Miri en 1960 a été évaluée à 2 743 803 dollars malais, contre 2 882 230 dollars en 1959 et 3 161 000 dollars en 1958. Du pétrole, de la bauxite et une petite quantité de pierre ont été exportés. Les exportations de bauxite, qui n'ont commencé qu'en 1958, se sont accrues. En 1960, elles ont été de 256 016 tonnes fortes, soit une valeur de plus de 5 millions de dollars malais. Les exportations de pétrole du Sarawak ont été estimées à 287 911 869 dollars malais en 1960, contre 351 064 478 dollars malais en 1959 et 347 421 530 dollars malais en 1958. La plus grande partie du pétrole exporté par le Sarawak était produit au Brunéi mais conduit par pipe-lines au Sarawak, où une certaine quantité était traitée à la raffinerie de Lutong.

Principaux produits minéraux : production

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Pétrole (tonnes fortes)	56 902	54 708	60 143
Bauxite (tonnes fortes)	100 000	206 848	284 830
Or (onces de fin)	864	2 450	3 326
Phosphates (tonnes fortes)	153	619	...

ENERGIE ELECTRIQUE

La Sarawak Electricity Sypply Company Ltd., entreprise publique, fournit de l'électricité aux principaux centres du territoire. Son capital nominal a été porté de 8 millions de dollars malais en 1958 à 10,5 millions en 1960. Au cours de l'année, la puissance installée de ses centrales a augmenté de 24 p. 100 et atteint 9 814 kilowatts; un programme de reconstruction des lignes à basse tension des principales centrales a été entrepris afin de rendre toutes les lignes de distribution conformes aux normes récemment fixées par un règlement du Sarawak.

Puissance installée, production et consommateurs

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Puissance installée (kW)	6 117	7 913	9 814
Production (millions de kWh)	11 554	13 317	16 031
Nombre de consommateurs	10 393	11 467	12 808

INDUSTRIE

Le développement industriel est surtout entre les mains de l'entreprise privée et l'on n'a pas de statistiques sur l'origine des investissements. La principale installation industrielle est la raffinerie de pétrole de Lutong, près de Miri. L'industrie manufacturière est encore très peu développée. En dehors de petites industries telles que l'ébénisterie, la ferblanterie et la rizerie, elle se limite à la fabrication de placages, de cigarettes, d'allumettes, de tissus, de boissons, de biscuits, de savon, d'huile de coprah, de chaussures de caoutchouc, d'articles en matière plastique et de récipients métalliques. L'artisanat comprend surtout la fabrication de jarres, de gongs, de nattes et de paniers et de tissus.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Des progrès ont été faits dans la construction de routes principales et secondaires. L'année 1960 a été marquée surtout, du point de vue des travaux routiers, par le commencement de travaux de tracé et de construction de routes de raccordement destinées à rendre accessibles les régions sous-développées. La longueur totale des routes est passée de 556 milles en 1958 à 605 en 1959 et 705 en 1960, dont 153 (137 en 1959 et 110 en 1958) étaient bitumés ou bétonnés. A la fin de 1960, on comptait en tout 6 681 véhicules à moteur immatriculés, contre 5 408 en 1959 et 4 103 en 1958.

Il n'existe pas de chemins de fer au Sarawak. Il y a deux aéroports civils, l'un à Kuching, l'autre à Sibü. La compagnie Malayan Airways assure une liaison par avion entre Singapour, Kuching et Sibü, et le territoire est relié à Hong-kong par un service de la Cathay Pacific Airways. Le trafic aérien international a continué à augmenter et le premier service aérien territorial, qui assure la liaison avec Long Akah dans l'intérieur a été inauguré en 1960.

Les transports, dans le territoire, continuent de se faire surtout par mer et par voie fluviale. En raison notamment de la présence de bancs de sable, sur les côtes, le territoire n'a pas de mouillages accessibles aux navires de fort tonnage. Kuching et Sibü, qui sont les principales villes, ne sont directement accessibles qu'aux navires de haute mer de petites ou moyennes dimensions. Le nouveau port de Kuching, dont la construction aura coûté plus de 8 millions de dollars malais, était prêt d'être achevé et devait être ouvert en juin 1961.

Transports maritimes
(milliers de tonnes)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Navires de haute mer :			
Entrées.....	4 077	4 431	4 460
Sorties.....	4 002	4 291	4 335
Caboteurs :			
Entrées.....	425	479	490
Sorties.....	410	534	559

Télécommunications

On a continué à développer le réseau téléphonique. A la fin de 1960, on comptait quatre bureaux centraux automatiques et 45 bureaux non automatisés (42 en 1959), avec un total de 3 359 appareils téléphoniques (2 981 en 1959), dont 2 277 étaient privés (2 003 en 1959) et 1 082 publics (978 en 1959). En novembre 1960, a été inauguré le service international radiotéléphonique reliant Kuching à Singapour et à la Fédération de Malaisie. Ce service a maintenant été équipé pour la liaison avec le Royaume-Uni.

Depuis mars 1960, le Département des postes et télégraphes a pris en charge le fonctionnement et l'entretien des installations de radio des aéroports de

Kuching et de Sibü, qu'assurait auparavant la compagnie International aeradio Limited. Il assure également le fonctionnement des installations de radio de six autres aérodrömes du territoire.

FINANCES PUBLIQUES

L'exercice financier coïncide avec l'année civile et, depuis 1958, le budget est divisé en deux parties : budget ordinaire et budget d'équipement. Au premier sont inscrites les dépenses annuelles renouvelables et le second concerne un fonds d'équipement alimenté par des subventions, des emprunts et l'excédent des recettes fiscales du territoire. Cette division budgétaire facilite la planification du développement à long terme ainsi que l'application de la politique gouvernementale tendant à maintenir les dépenses renouvelables dans les limites du total des recettes prévues de façon assez certaine. Les excédents de recettes des bonnes années et d'ordre exceptionnel sont virés au fonds d'équipement pour des dépenses de développement.

La situation financière du Sarawak est restée saine. Les recettes ont atteint en 1960 le chiffre record d'environ 81 millions de dollars malais, ce qui a permis de virer au fonds d'équipement un montant de 25 millions de dollars pour le financement de projets de développement. La dette publique, consistant en obligations et bons du trésor, s'élevait à 25 278 500 dollars malais. A la fin de 1960, un projet de loi prévoyant la création d'un impôt sur le revenu des particuliers a été voté.

Recettes et dépenses
(en milliers de dollars malais)

	<u>1958</u> (chiffres effectifs)	<u>1959</u> (chiffres effectifs)	<u>1960</u> (budget)
Recettes :			
Ordinaires.....	57 617	68 562	80 904
Extraordinaires.....	2 428	1 809	760
Total.....	<u>60 045</u>	<u>70 371</u>	<u>81 664</u>
Dépenses :			
Ordinaires.....	57 956	64 945	81 173
Extraordinaires.....	...	27 469	34 606
Total.....	<u>57 956</u>	<u>92 414</u>	<u>115 779</u>

Recettes et dépenses (suite)

	<u>1958</u> (chiffres effectifs)	<u>1959</u> (chiffres effectifs)	<u>1960</u> (budget)
Principaux postes de recettes :			
Douanes.....	26 648	37 883	47 520
Impôt sur le revenu.....	12 094	10 101	11 700
Licences, taxes et droits intérieurs	3 638	3 859	3 553
Intérêts.....	2 922	3 441	4 329
Principaux postes de dépenses :			
Enseignement.....	8 745	9 502	9 867
Services médicaux.....	5 193	5 626	6 148
Travaux publics.....	5 280	5 151	7 027
Police.....	3 961	4 119	4 344

Financement du développement

Le coût du Plan de développement 1953-1963 était estimé en 1959 à 114 945 608 dollars malais. L'amélioration de la situation financière en 1960 a permis de décider d'affecter à ce plan un montant supplémentaire de 38,7 millions de dollars malais. Le coût estimatif total du plan s'élève actuellement à 153 681 834 dollars malais, à couvrir par des affectations de recettes locales, des excédents de recettes accumulés, une taxe sur le caoutchouc, des emprunts et les subventions du Colonial Development and Welfare Funds.

Dépenses de développement
(en milliers de dollars malais)

	<u>1959-1963</u>
Programmes économiques	
Agriculture et pêche.....	36 324 884
Forêts.....	870 900
Communications.....	53 121 174
Combustibles et énergie (électricité).....	4 600 000
Services sociaux	
Enseignement.....	19 126 403
Médecine et santé publique.....	9 541 792
Approvisionnement en eau.....	9 063 830
Dépenses diverses.....	21 032 851
Total.....	153 681 834

BANQUES ET CREDIT

L'instrument légal de paiement du Sarawak est la monnaie émise par le Board of Commissioners of Currency de la Malaisie et du Bornéo britannique. A la fin de 1960, la circulation monétaire était de 62 952 714 dollars malais. Trois grandes banques commerciales et quatre banques commerciales moins importantes fonctionnent dans le territoire. Il existe une Caisse d'épargne postale qui comptait à la fin de 1960 8 922 déposants, contre 8 485 l'année précédente. Le montant des dépôts s'élevait alors à 3 797 974 dollars malais, contre 3 757 378 en 1959.

COMMERCE EXTERIEUR

Importations et exportations
(milliers de dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Importations.....	433 787	455 066	444 923
Exportations.....	463 736	533.391	488 290
Principales importations :			
Combustibles minéraux, lubrifiants et produits assimilés.....	310 420	305 082	251 084
Produits alimentaires.....	48 429	55 771	59 449
Articles manufacturés et articles divers	29 086	37 228	43 478
Machines et matériel de transport.....	16 748	21 562	26 085
Principales exportations :			
Pétrole, brut et raffiné.....	347 498	351 183	287 999
Caoutchouc.....	60 430	94 898	122 440
Bois.....	19 569	31 040	43 607
Poivre.....	15 144	18 098	17 200
Graines d'illipé.....	7 120	19 976	-

CONDITIONS SOCIALES

Les habitants du Sarawak appartiennent à des groupes ethniques variés, parlent des langues différentes et ont atteint des stades divers de développement. Les deux tiers environ de la population sont considérés comme autochtones et comprennent plus d'une douzaine de groupes ethniques distincts. Les Chinois constituent le principal groupe d'immigrants et les Européens, qui sont moins de 2 000, le groupe le moins nombreux. Bien qu'il y ait eu quelques Chinois au Sarawak depuis des siècles, la grande majorité d'entre eux ne s'y sont installés qu'au siècle actuel.

ou sont nés d'immigrants. L'immigration est pratiquement négligeable à l'heure actuelle. Les principaux problèmes que posent les relations raciales ou culturelles proviennent de la coexistence de communautés d'immigrants et d'une majorité autochtone.

Condition de la femme

Les renseignements communiqués signalent qu'à l'exception de quelques restrictions imposées par les traditions musulmanes et en voie de disparition, les femmes jouissent théoriquement et pratiquement de la plus grande liberté, quelle que soit la race à laquelle elles appartiennent. Le nombre des élèves filles et celui des femmes instituteurs continuent à augmenter. Le Conseil municipal de Kuching comprend une femme et une femme Dayak a été nommée au Conseil législatif du Sarawak.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Il existe au Sarawak un Commissaire au travail et l'on a pris des dispositions pour créer en 1961 un bureau du travail.

La majorité de la population continue à se consacrer à l'agriculture. Presque tous les autochtones cultivent le riz, mais rares sont ceux qui n'ont pas d'autre activité. Beaucoup travaillent dans de petites plantations d'hévéas ou de sagoutiers et d'autres sont employés comme bûcherons dans la forêt lorsqu'ils ne sont pas occupés dans leurs champs. Les Chinois cultivent surtout l'hévéa et le poivrier. Le tableau ci-dessous indique le nombre de personnes employées en 1959 dans les principaux domaines d'activités :

Scieries	6,303
Gisements pétroliers	1,220
Plantations d'hévéas	1,016
Cachou	55
Jelutong	223
Construction	2,052
Industries extractives et carrières	146
Extraction de la bauxite	357
Extraction de l'or	121
Total	11,493

Le principal employeur privé, dans l'industrie, est la Sarawak Shell Cifields Ltd. En 1960, la raffinerie de Lutong a employé 624 ouvriers qualifiés (contre 717 en 1959), 344 manoeuvres (contre 503 en 1959) et 208 employés (contre 281 en 1959). Malais, Chinois, Dayaks et Indiens constituent respectivement 62,5, 19, 15 et ,5 p. 100 de ces travailleurs.

La durée du travail dans les principales industries est restée de huit heures par jour et six jours par semaine, conformément à l'Ordonnance sur la main-d'oeuvre, et les salaires ont peu changé pendant l'année.

Exemples de salaires quotidiens

(dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Récoltes du latex ^{a/}	2,00 - 6,70	2,50 - 6,80	2,50 - 6,80
Charpenterie	8,00	4,50 - 10,00	4,50 - 10,00
Scieries	2,80 - 13,00	2,80 - 13,00	2,80 - 13,00
Construction routière et bâtiment	4,00 - 14,00	3,40 - 14,00	3,40 - 14,00
Salaire de base des ouvriers			
du pétrole b/			
Ouvriers qualifiés	5,74	1,65 ^{c/}	1,67 ^{c/}
Manoeuvres	4,22	0,71 ^{c/}	0,71 ^{c/}

a/ Avec logement gratuit et autres avantages.

b/ Sans compter une allocation temporaire de cherté de vie.

c/ Salaire horaire.

Le gouvernement s'attache à encourager une saine expansion des syndicats. En 1960, trois nouveaux syndicats ont été immatriculés et trois autres ont décidé de fusionner. A la fin de l'année, les syndicats étaient au nombre de 38. Les conflits du travail sont rares et il n'y a pas eu d'arrêt du travail en 1959 et 1960. En 1958, les employés de la Sarawak Electricity Supply Company ont fait grève pendant deux jours ce qui a porté à deux le nombre des grèves importantes depuis 1952.

Formation professionnelle

Les départements des travaux publics et de l'agriculture dispensent une certaine formation technique. La Sarawak Shell Oilfields Ltd. a organisé, conjointement avec la Shell Company du Brunéi qui lui est associée, un système de formation donnant aux jeunes ouvriers, en cours d'emploi et dans les ateliers, des connaissances théoriques et une expérience pratique en matière d'électricité, de radio, de téléphonie et de mécanique. Le chantier naval de Brooke a sept apprentis qui apprennent la réparation et l'entretien des moteurs de navires à huile lourde et la mécanique.

SOCIETES COOPERATIVES

Des sociétés de crédit et d'épargne se sont constituées dans les principaux groupes ethniques du Sarawak. L'endettement des paysans est un problème important, mais il ne semble pas que la population souhaite en général le résoudre en créant des coopératives. Le mode de vie communautaire constitue une certaine base pour l'action coopérative. Il est intéressant de constater qu'en 1959 une société coopérative réservée aux femmes a été enregistrée et l'on a nommé une déléguée à l'action coopérative pour stimuler l'intérêt porté à ce mouvement. En 1960, a été créée une coopérative d'un nouveau genre, la Société coopérative des ouvriers du Wharf et du port de Kuching, qui se charge de trouver et d'assurer des emplois à ses adhérents.

En 1960, on a obtenu les services d'un expert de l'OIT pour aider le gouvernement à établir un programme visant à renforcer et développer le mouvement coopératif. Des dispositions ont également été prises pour que deux fonctionnaires de plus, recrutés localement, puissent recevoir une formation dans le domaine des techniques de commercialisation coopératives. Des cours de formation pour agents fonctionnaires subalternes et de rang plus élevé ont eu lieu au Sarawak.

Vingt-cinq nouvelles sociétés, comptant 1 008 adhérents, se sont constituées et ont été enregistrées en 1960. La moitié d'entre elles sont des sociétés d'épargne et de prêt. A la fin de l'année, il existait 178 coopératives enregistrées groupant au total 10 909 adhérents.

Sociétés coopératives enregistrées, 1960

	<u>Nombre</u>	<u>Adhérents</u>
Sociétés de producteurs	68	2 481
Sociétés de consommateurs	20	2 684
Sociétés financières	83	4 963
Autres	<u>7</u>	<u>781</u>
Total	178	10 909

NIVEAU DE VIE

Il n'est pas publié d'indice du coût de la vie. En 1960, le coût de la vie a légèrement baissé tant dans les régions de gisements pétroliers qu'à Kuching. Dans la capitale, l'indice des prix a diminué d'un point et demi. Les chiffres moyens pour les années 1958, 1959 et 1960, sur une base de 100 pour 1950, ont été respectivement 114,87, 112,64 et 111,12.

URBANISME, AMENAGEMENT DES CAMPAGNES ET HABITATION

En octobre 1960, après le retour d'un fonctionnaire qualifié, en ce domaine, on a pris les dernières dispositions pour la création d'une Section de l'urbanisme et de l'aménagement des campagnes au sein du Département des terres et de la topographie. La formation du personnel a débuté et l'on a commencé des travaux de levés à Kuching. Le plan de développement 1959-1963 comprend plusieurs projets d'aménagement urbain et de construction d'habitations à bon marché.

SECURITE ET PROTECTION SOCIALES

Il n'existe pas de régimes généraux de sécurité sociale. La majeure partie de l'action sociale est entreprise par des institutions bénévoles dont les activités sont coordonnées par le Conseil de la protection sociale, qui est composée de membres fonctionnaires et non fonctionnaires de races, religions et milieux divers désireux de secourir les personnes dans le besoin. Le gouvernement apporte son appui à ce Conseil par une subvention annuelle de 190 000 dollars malais.

Pendant la période considérée, les faits à noter concernant la protection sociale ont été les suivants : un travailleur social né dans le territoire a été envoyé en Australie à des fins de formation avec l'aide de l'Asia Foundation; un

Comité de gestion d'un fonds de protection des aveugles a été créé de même qu'une Société de secours aux aveugles du Sarawak, un nouveau bâtiment pour le Foyer des vieillards de Kuching a été achevé. Un fonctionnaire de la protection de la jeunesse ayant été nommé en mai 1960, il sera désormais possible de chercher à faire face de façon plus systématique aux besoins croissants des jeunes des diverses races dans les nombreux domaines de l'action en faveur de la jeunesse auxquels s'intéressaient surtout jusqu'ici des institutions bénévoles.

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Le développement communautaire relève d'un comité groupant des chefs de services administratifs et des directeurs de départements et depuis 1949 un certain nombre de projets ont été entrepris dans les régions rurales. A la fin de 1960, ce comité a étudié dans quelles mesures le programme actuel permettait de faire face aux besoins généraux de développement rural et s'est notamment intéressé aux moyens de mieux le lier avec le développement de l'administration locale.

Deux projets qui ont été entrepris pour améliorer les conditions économiques, les moyens d'enseignement et santé de la population autochtone des régions rurales présentent une importance particulière. Le projet de Padawan, qui concerne une région très arriérée de villages de Dayaks du haut Sarawak et dont la première phase quadriennale est maintenant achevée, doit se poursuivre pendant une nouvelle période de trois ans en ayant pour animateurs des Dayaks de l'intérieur. Un projet analogue mais entièrement distinct a été entrepris dans le coeur de l'Iban, la région des Dayaks du littoral. Des progrès ont été enregistrés et le travail accompli par un petit groupe dévoué d'agents de développement communautaire avec le concours de comités locaux élus a été remarquable.

Des stagiaires continuent à être formés au Royaume-Uni pour les projets de développement communautaire et deux autres jeunes gens y ont été envoyés en 1960. Plusieurs étudiants britanniques volontaires ont été envoyés au Sarawak sous les auspices du Voluntary Service Overseas pour les travaux de développement communautaire. En 1960, un diététicien de l'OMS s'est rendu dans le territoire pour étudier la possibilité d'effectuer une enquête sur les régimes alimentaires en utilisant les centres de développement communautaire existants.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Le taux de la criminalité est resté généralement bas en 1960, bien que l'on ait constaté une augmentation des infractions tombant sous le coup du code pénal par rapport à 1959. Le nombre des cambriolages s'est sensiblement accru. Les

SARAWAK

crimes ou délits contre les personnes ont été en légère augmentation, mais le nombre des meurtres a diminué. On a signalé sept meurtres en 1960, contre dix en 1959 et douze en 1958. On ne possède pas d'autres renseignements statistiques sur la criminalité pendant la période considérée.

SANTÉ PUBLIQUE

Le développement des services sanitaires a fait des progrès réguliers. Les plans de réorganisation et de renforcement des activités du Département médical qui avaient été entrepris en 1959 ont été menés à bien, et l'organisation administrative de la nouvelle Direction des services médicaux est terminée, quatre postes hors classe et supérieurs ayant été pourvus. Trois postes de médecins restent cependant à pourvoir. Outre ces quatre fonctionnaires supérieurs, le conseiller paludologue de l'OMS est installé à la Direction, afin de pouvoir rester en liaison aussi étroite que possible avec le Département.

Des modifications et améliorations ont continué à être apportées aux hôpitaux dans le cadre du Plan de développement. Au titre du programme élargi de développement pour 1961-1963, on a prévu la première tranche des travaux de construction d'un nouvel hôpital de 600 lits à Kuching. En 1960, le Gouvernement a pris en charge l'hôpital de Miri, jusqu'alors géré par la Sarawak Shell Oilfields Ltd, dont relevaient tous les services hospitaliers de cette région depuis une cinquantaine d'années.

Grâce à l'assistance technique de l'OMS, la lutte contre le paludisme a fait des progrès sensibles pendant la période considérée. Au début de 1960, les plans élaborés en 1959 pour transformer, avec l'assistance de l'OMS, le projet de lutte antipaludique en un projet d'éradication sont entrés dans une nouvelle phase et, à la fin d'août, une surveillance effective était organisée dans l'ensemble du pays. On comptait, grâce aux résultats de cette surveillance, pouvoir cesser partout les pulvérisations avant 1962.

La tuberculose demeure la maladie la plus grave. Le paludisme étant enrayeré et son éradication semblant prochaine, on s'est occupé en 1960 de cet important problème sanitaire. Un programme de lutte contre la tuberculose, qui doit débiter à Kuching puis s'étendre aux autres principaux centres, a été établi; on reçoit une aide financière du Colonial Development and Welfare Funds ainsi que du plan de Colombo et l'on espère obtenir du matériel du FISE. Le personnel local nécessaire pour l'exécution de ce programme a été formé et les premiers membres de l'équipe du plan de Colombo sont déjà dans le territoire.

Les dépenses affectées à la santé publique ont représenté 7,6 du total des dépenses renouvelables en 1960, contre 8,6 en 1959 et 8,7 en 1958. Les dépenses d'équipement sanitaire ont représenté 5,9 p. 100 du total des dépenses d'équipement en 1960 contre 5,7 p. 100 en 1959.

Personnel médical et sanitaire

Le territoire disposait en 1960 de 63 médecins qui se répartissaient de la façon suivante : 32 médecins fonctionnaires, 4 médecins de missions et 27 praticiens privés immatriculés.

En 1960, 36 étudiants du Sarawak faisaient des études de médecine outre-mer, dont 8 sans bourse. La formation d'infirmières et autres auxiliaires s'est poursuivie au sein du Département. Cent-vingt élèves infirmières et 20 autres auxiliaires recevaient une formation en 1960. On développera les services d'éducation sanitaire dès qu'on disposera d'un personnel plus nombreux et mieux qualifié.

Etablissements hospitaliers

Il existe 4 hôpitaux généraux (684 lits), un hôpital psychiatrique (300 lits), une léproserie (520 lits), un sanatorium (60 lits), 29 dispensaires (196 lits de repos), et 14 dispensaires ambulants. Des maternités et des centres de protection de l'enfance fonctionnent dans les principales villes du territoire et le Gouvernement assure des services ophtalmologiques et dentaires. Les missions possèdent un certain nombre de petits hôpitaux dans le territoire. Si l'on inclut ces derniers hôpitaux, le nombre total des lits et hôpitaux est d'un millier environ, soit un lit pour 745 habitants, compte non tenu des lits de l'hôpital psychiatrique et de la léproserie.

CONDITIONS DE L'INSTRUCTION

L'enseignement n'est pas encore gratuit et obligatoire au Sarawak. La plupart des écoles sont gérées par les autorités locales, les missions chrétiennes et les conseils scolaires chinois, sous le contrôle général du Directeur de l'enseignement; seules quelques écoles primaires sont gérées par le Gouvernement central. Par le passé, l'enseignement secondaire relevait d'institutions bénévoles.

Le Gouvernement a récemment créé des écoles secondaires et se propose d'en accroître le nombre. Les écoles normales sont gérées par le Gouvernement. Les autorités locales, qui comprennent un conseil municipal et 23 conseils de district ont la responsabilité générale de l'enseignement primaire dans leur ressort. La plupart des écoles des autorités locales sont destinées aux enfants autochtones, mais certaines d'entre elles sont interraciales et quelques-unes sont destinées aux enfants chinois. Les conseils scolaires chinois sont élus par les communautés locales et gèrent à la fois des écoles primaires et des écoles secondaires.

En 1960, le nombre des enfants d'âge scolaire primaire était estimé à 133 000; il y avait 94 773 enfants fréquentant les écoles primaires et 9 266 élèves dans les écoles secondaires. Le Gouvernement s'est assigné pour but de fournir à tous les enfants de 6 ans à 11 ans révolus un enseignement primaire d'une durée de six ans. Les écoles secondaires publiques et subventionnées ne peuvent recevoir à l'heure actuelle que les meilleurs des élèves ayant terminé leurs études primaires, et ils sont choisis par voie d'examen public.

La multiplicité des races et des langues qui existe au Sarawak a entraîné par le passé la création de différents ensembles d'écoles destinés à répondre aux besoins des divers groupes ethniques. La politique actuelle en matière d'enseignement vise principalement à intégrer ces différents ensembles d'écoles en une organisation nationale unique et à réduire le large écart entre le niveau d'instruction de la population autochtone et celui des communautés d'immigrants en améliorant le plus rapidement possible les possibilités d'instruction offertes à la population autochtone. Un premier important pas en avant dans la mise en oeuvre de cette politique a été l'adoption en 1956 d'une réglementation des subventions, qui met toutes les écoles subventionnées sur le même pied du point de vue financier. Il existe un barème unique de traitements pour tous les maîtres des écoles subventionnées et un système de caisse de prévoyance pour les maîtres en retraite. Un autre important pas en avant vers la création d'une organisation nationale de l'enseignement a été la création en 1957-1960 de trois écoles secondaires publiques dispensant en anglais un enseignement destiné aux élèves de toutes les races. Deux autres écoles de ce genre devaient être ouvertes en 1961. Un autre mesure visant à intégrer les écoles de langue anglaise et celles de langue

chinoise est la publication de manuels scolaires ayant le même contenu dans les deux langues. On a annoncé en décembre 1960 que le Gouvernement se proposait d'inviter toutes les écoles secondaires qui ne le faisaient pas encore à collaborer à la préparation de programmes destinés au bout d'un certain nombre d'années à généraliser l'enseignement en anglais de toutes les matières, à l'exception de l'étude des langues et de la littérature autochtones et chinoises.

La politique du Gouvernement en ce qui concerne l'enseignement secondaire et la méthode de sélection des candidats pour l'admission dans les établissements secondaires a donné lieu à des controverses en 1959. Un expert a donc été invité à étudier l'ensemble de la question. Dans son rapport, publié en 1960, cet expert a approuvé les dispositions qui avaient été prises pour fixer des limites d'âge à l'admission dans les écoles primaires et a approuvé également d'une manière générale le système de sélection des meilleurs candidats pour l'admission dans les établissements secondaires. Le Gouvernement a accepté en principe les principales recommandations de l'expert, notamment celles concernant le développement des écoles primaires autochtones et des autres écoles subventionnées grâce à de nouveaux prêts et subventions, la création dans les petites villes de six nouvelles écoles secondaires du premier cycle qui recevraient des élèves de toutes les races, et l'approbation de la création d'écoles secondaires non subventionnées conformément à l'Ordonnance sur l'enseignement et à la planification générale de l'enseignement dans la zone intéressée.

Il existe deux écoles normales, l'une à Batu Lintang, destinée aux maîtres enseignant en anglais, et l'autre à Sibu, pour les maîtres enseignant en chinois. Il y avait 306 élèves maîtres dans ces deux écoles en 1960. A la fin de l'année, 105 ont terminé leurs études avec succès à Batu Lintang et 52 à Sibu. En mai 1960, grâce à divers programmes de bourses, 136 étudiants du Sarawak faisaient des études d'une durée d'un an au moins dans des universités et collèges d'outre-mer.

La proportion des dépenses affectées à l'enseignement par rapport au montant total des dépenses renouvelables a été de 12,2 p. 100 en 1960, contre 14,6 p. 100 en 1959 et 15,1 p. 100 en 1958. La proportion de ces dépenses par rapport à l'ensemble des dépenses d'équipement a été de 8,1 p. 100 en 1960, contre 9,9 p. 100 en 1959.

<u>Ecoles</u>						
	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>	
	<u>Primaires</u>	<u>Secondaires</u>	<u>Primaires</u>	<u>Secondaires</u>	<u>Primaires</u>	<u>Secondaires</u>
Du Gouvernement central ...	4	4	4	4	4	4
Subventionnées :						
Autorités locales	333	-	378	-	424	-
Privées (comités de village)	6	-	5	-	5	-
Des missions	133	16	139	15	146	14
Chinoises	247	17	251	17	247	16
Non subventionnées	33	1	32	-	24	6
Total	756	38	809	36	850	40

<u>Elèves</u>						
	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>	
	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>
Ecoles du Gouvernement central	695	217	806	260	849	323
Ecoles subventionnées :						
Autorités locales	16 744	6 266	18 551	7 735	20 985	9 254
Privées (comités de village)	515	363	475	386	540	414
Des missions	11 595	6 119	12 401	6 908	13 363	7 703
Chinoises	27 096	19 408	27 322	20 008	27 941	21 366
Ecoles non subventionnées	1 020	894	1 415	876	732	569
Total ...	57 665	33 267	60 970	36 173	64 410	39 629
Total général ...	90 932		97 143		104 039	

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Le Muséum du Sarawak, à Kuching, possède une bonne collection de pièces d'archéologie et d'objets d'artisanat du Bornéo; c'est un centre de tout premier intérêt pour quiconque s'intéresse à l'artisanat, aux coutumes et aux croyances du Bornéo. La construction d'un nouveau bâtiment et la rénovation complète de l'ancien bâtiment ont fourni plus de place pour les expositions et pour les travaux de recherche et d'étude. En 1960, la Fondation Fulbright, reconnaissant l'intérêt des améliorations apportées au Muséum du Sarawak, a envoyé un archéologue qui a travaillé pendant neuf mois avec le personnel du musée. Le Sarawak Museum Journal est publié deux fois par an.

Depuis 1958, la bibliothèque centrale de Kuching et les bibliothèques annexes disséminées dans le territoire relèvent du Département de l'éducation. La bibliothèque centrale contient plus de 30 000 volumes en anglais, chinois et malais et dessert les résidents de Kuching et ses lecteurs des postes éloignés. En 1960, quatre nouvelles bibliothèques de postes éloignés ont été créées. Le British Council a continué à fournir des livres et périodiques aux bibliothèques et l'Asia Foundation a également fait des dons intéressants.

Pendant la période considérée, il paraissait huit quotidiens en chinois et un quotidien en anglais, ainsi que neuf périodiques en chinois, anglais, malais et iban.

Radio Sarawak, qui est une station publique, diffuse chaque jour 14 heures de programmes, à la fois sur ondes moyennes et courtes. Le Service d'émissions scolaires est maintenant bien organisé et, à la fin de la période considérée, 145 écoles l'utilisaient régulièrement. L'Asia Foundation a fait don de 266 appareils récepteurs pour les écoles.

Il n'y a pas de théâtres publics. Le Service d'information possède quatre cinémas ambulants qui projettent dans tout le territoire des films éducatifs, des documentaires et des actualités. Un nouveau bâtiment destiné au Service d'information, à Kuching, a été achevé en 1960, ce qui a amélioré les locaux et les conditions de travail du personnel.

SINGAPOUR

SUPERFICIE

L'île de Singapour, située à la pointe de la péninsule malaise à laquelle elle est reliée par une chaussée longue de 1 200 mètres, a une superficie de 581 kilomètres carrés (224,25 milles carrés); avec une quarantaine d'îlots adjacents d'une superficie totale de 38,8 kilomètres carrés (15 milles carrés), elle forme l'Etat de Singapour. La ville de Singapour, qui s'étend sur 81,6 kilomètres carrés (31,5 milles carrés) et qui renferme plus des trois quarts de la population totale de l'île, est en majeure partie construite sur d'anciens marécages asséchés et des terres gagnées sur la mer.

POPULATION

	<u>Juin 1957</u> <u>(recensement)</u>	<u>30 juin 1958</u> <u>(estimations) a/</u>	<u>31 décembre 1959</u> <u>(estimations) a/</u>	<u>31 décembre 1960</u> <u>(estimations) a/</u>
Chinois	1 090 595	1 141 800	1 213 600	1 253 400
Malaisiens	197 060	207 300	222 800	232 400
Indiens et Pakistanais	124 084	129 500	137 300	140 400
Européens	10 826	11 400	12 700	13 000
Eurasiens	11 382	11 700	12 200	12 500
Divers	11 982	12 300	13 300	13 700
	<u>1 445 929</u>	<u>1 514 000</u>	<u>1 611 900</u>	<u>1 665 400</u>

a/ Ces chiffres estimatifs ne comprennent pas les catégories suivantes dénombrées dans le recensement de juin 1957 : 1) personnel des forces armées non domicilié à Singapour (y compris les civils domiciliés au Royaume-Uni employés par les forces armées) et familles, 27 299; 2) passagers des bateaux en transit, 3 466. Les naissances et les décès des personnes appartenant à la catégorie 1) ne sont pas compris dans les chiffres estimatifs. Les naissances et les décès des personnes appartenant à la catégorie 2) y sont compris, mais leur nombre est négligeable.

Statistiques de l'état civil

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Taux de natalité (pour 1 000 habitants)	41,3	39,5	37,8
Mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes).....	43,7	36,0	34,9
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants)	7,0	6,4	6,2

La population de Singapour augmente rapidement; à un rythme qui est parmi les plus élevés du monde. Entre les recensements de 1949 et de 1957, elle s'est accrue en moyenne de 4,6 p. 100 par an. Sur ce chiffre, 3,6 p. 100 étaient imputables à l'accroissement naturel et 0,7 p. 100 à l'excédent des migrations.

En raison de l'accroissement rapide de la population depuis la guerre, en 1957, environ 42,8 p. 100 des habitants étaient âgés de moins de 15 ans. Si le taux de fécondité actuel se maintient, cette situation restera plus ou moins inchangée. De même, le groupe des personnes âgées de plus de 60 ans, continuera à représenter 3 ou 4 p. 100 de la population. En plus, des enfants et des vieillards, il y a des "travailleurs familiaux" et des "étudiants à plein temps" dans le groupe des personnes âgées de 15 à 59 ans, qui formait en 1957 environ 22 p. 100 de la population. Dans l'ensemble, les deux tiers environ de la population dépendent du travail du troisième tiers. Il est peu probable que cette proportion change nettement dans un proche avenir.

CONDITIONS ECONOMIQUES

Le commerce d'entrepôt et l'industrie manufacturière constituent les principales activités économiques de Singapour. L'industrie manufacturière fournit un travail à presque autant de personnes que le commerce d'entrepôt et contribue dans une plus grande proportion au revenu national. Le commerce d'entrepôt, qu'on associe traditionnellement à la prospérité de Singapour, a très peu de possibilités d'expansion, et il se peut qu'il fléchisse un peu à l'avenir. Il faudra donc se tourner davantage vers l'industrialisation pour fournir du travail à une population en voie d'expansion rapide. Toutefois, on ne peut guère escompter que l'importance relative du commerce d'entrepôt diminue sensiblement dans les années à venir.

Le commerce d'entrepôt de Singapour s'est développé par suite des travaux qu'on a faits pour tirer parti des avantages de la situation géographique en construisant des installations portuaires et un réseau de voies de communication et en créant des banques et d'autres établissements commerciaux. Ce commerce porte sur les marchandises suivantes : 1) marchandises produites dans les pays avoisinants, telles que le caoutchouc, l'étain, le poivre, le coprah, les épices et les produits forestiers, qui sont exportées vers l'Europe, l'Amérique et d'autres parties du monde après triage et traitement; 2) articles manufacturés produits en Europe, en Amérique et ailleurs et réexportés vers les pays avoisinants; 3) produits alimentaires de base tels que le riz, les poissons séchés et salés et les légumes salés, qui sont également exportés vers les pays avoisinants. Les pays qui participent à ce commerce d'entrepôt et dont la plupart sont situés dans un rayon d'environ 1 000 milles de Singapour sont : la Fédération de Malaisie, l'Indonésie, les territoires britanniques de Bornéo, la Thaïlande, la Birmanie, le Cambodge, le Laos et le Viet-Nam. Pendant les dix dernières années, les échanges avec ces pays ont représenté de 47 à 51 p. 100 du commerce total de Singapour.

En 1959, la remontée continue des prix mondiaux pour les principaux produits de base de l'Asie du Sud-Est, en particulier le caoutchouc et l'étain, s'est traduite par une amélioration de la situation commerciale par rapport aux années précédentes. La tendance à la hausse a eu pour effet en 1959, un accroissement des échanges de Singapour (non compris le commerce avec la Fédération), dont la valeur a augmenté régulièrement pour atteindre un total de 5 828,2 millions de dollars malais^{14/}, contre 5 582,6 millions en 1958. Les importations ont accusé une faible augmentation, passant de 3 100,6 à 3 105,5 millions de dollars malais; mais l'augmentation de la valeur des produits de base a été mise en évidence par un accroissement de la valeur des exportations qui sont passées de 2 482 à 2 722,7 millions de dollars malais. Le déficit de la balance commerciale a été ainsi ramené de 618,6 millions en 1958 à 372,8 millions de dollars malais en 1959. Toutefois, en 1960, les importations s'étant élevées à 3 225,0 millions de dollars et les exportations à 2 634,6 millions, il est remonté à 590,4 millions de dollars malais.

^{14/} L'unité monétaire de Singapour est le dollar malais qui vaut 2 shillings 4 pence, soit 0,327 dollar des Etats-Unis.

En 1960, plusieurs industries nouvelles ont commencé à fonctionner et les industries déjà établies ont réalisé des progrès. La création des premières industries a été encouragée par l'exonération de l'impôt sur le revenu prévue par l'ordonnance relative à la création d'industries nouvelles.

Plan de développement pour 1961-1964

Le Plan de développement pour 1961-1964 vise à créer de nouveaux emplois pour la population croissante de Singapour. C'est pourquoi on a surtout mis l'accent sur les dépenses destinées à faciliter le développement économique. Abstraction faite d'un programme important de construction d'habitations par les pouvoirs publics, les services sociaux seront maintenus à leur niveau actuel. L'augmentation des dépenses relatives aux services sociaux est destinée à couvrir les besoins dus à l'accroissement de la population. Le développement économique absorbera 58 p. 100 des dépenses totales de développement qui atteignent 871 millions de dollars malais. Le développement social vient ensuite avec 40 p. 100, la partie de loin la plus importante des crédits, soit 154 millions de dollars malais, allant à l'habitation. Puis vient l'enseignement avec 94 millions de dollars malais. Plus de la moitié des dépenses de développement produiront des recettes supplémentaires.

Dépenses de développement, 1961-1964; principales catégories

	(millions de dollars malais)		(pourcentage)	
Développement économique :				
Développement foncier et agricole	53,27		10,49	
Industrie et commerce	337,36		66,41	
Transports et communications	117,32		23,10	
Total	507,95	507,95	100,00	58,32
Développement social		349,88		40,17
Administration publique		13,19		1,51
Total		871,02		100,00

Les projets d'expansion de l'industrie et du commerce représentent ensemble environ 66 p. 100 des dépenses consacrées au développement économique. Le poste de dépenses le plus important est une somme de 100 millions de dollars malais pour l'Office de développement économique, par l'intermédiaire duquel l'Etat participe directement au développement de l'activité industrielle. L'Etat cherche à stimuler l'industrialisation en fournissant l'infrastructure nécessaire et en laissant l'industrialisation proprement dite à l'initiative privée.

/...

Dépenses d'équipement prévues : plan de développement,
1961-1964
(millions de dollars malais)

	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>Total</u>	<u>Solde nécessaire en 1965</u>
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE						
<u>Développement foncier et agricole</u> (y compris achats de terrains pour le développement général et la réinstallation, mesures relatives aux inondations et programmes de développement rural)	10,90	16,19	13,47	12,71	53,27	3,40
<u>Industrie et commerce</u>						
Office de développement économique	40,00	20,00	20,00	20,00	100,00	-
Projet de Kallang	0,50	4,50	20,00	15,00	40,00	3,20
Projet de Jurong	1,00	14,00	15,00	15,00	45,00	-
Acquisition de terrains pour l'industrialisation et autres dépenses de développement pour l'industrialisation	5,60	-	-	-	5,60	-
Electricité	19,40	11,80	24,42	22,88	78,50	-
Eau	9,10	14,45	16,73	13,95	54,23	10,13
Gaz	1,76	4,72	3,70	3,85	14,03	-
Total : industrie et commerce	77,36	69,47	99,85	90,68	337,36	13,33
<u>Transports et communications</u>						
Aménagement du quai Est	6,70	6,00	-	-	12,70	-
Aménagement de la rivière de Singapour	2,00	3,70	5,00	5,00	15,70	5,40
Aviation civile	4,47	4,08	1,71	0,64	10,90	-
Télécommunications	3,60	3,00	2,77	3,51	12,88	-
Routes	3,90	9,30	8,10	8,30	29,60	-
Ponts	2,67	2,33	2,90	2,53	10,43	-
Service du téléphone	4,89	4,78	4,44	3,34	17,45	-
Divers	2,55	1,95	1,66	1,50	7,66	0,12
Total : transports et communications	30,78	35,14	26,58	24,82	117,32	5,52
TOTAL : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	119,04	120,80	139,90	128,21	507,95	22,25

Dépenses d'équipement prévues : Plan de développement,
1961-1964 (suite)
(millions de dollars malais)

	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>Total</u>	<u>Solde nécessaire en 1965</u>
DEVELOPPEMENT SOCIAL						
Santé	6,12	9,78	7,70	12,20	35,80	-
Enseignement	22,04	25,77	25,35	21,32	94,48	-
Protection sociale	0,26	0,51	0,60	0,40	1,77	-
Habitation	34,60	40,70	33,80	44,50	153,60	41,00
Egouts	15,72	12,31	9,83	9,50	47,36	-
Services communautaires	0,57	1,94	2,00	1,56	6,07	-
Culture	4,48	4,62	1,60	0,10	10,80	-
TOTAL : DEVELOPPEMENT SOCIAL	83,79	95,63	80,88	89,58	349,88	41,00
ADMINISTRATION PUBLIQUE	4,03	4,07	2,88	2,21	13,19	-
TOTAL GENERAL	206,86	220,50	223,66	220,00	871,02	63,25

Sur le total des fonds nécessaires au financement du Plan de développement, on pense obtenir 591,4 millions de dollars malais de sources intérieures et 279,6 millions de dollars malais de sources extérieures.

Le système monétaire de Singapour ne permet pas de financer le programme de développement par le déficit budgétaire. Les dépenses d'équipement doivent donc être prélevées sur des ressources financières effectivement disponibles. De 1955 à 1959, la formation brute de capital intérieur a dépassé légèrement 1 000 millions de dollars malais, dont 500 millions environ d'investissements dans le secteur public. Le Plan prévoit l'investissement de 871 millions de dollars malais dans le secteur public. Il y a donc un accroissement notable de la formation de capital dans le secteur public, qui atteint une moyenne annuelle de 122 millions de dollars malais environ, ce qui permet d'espérer que la formation de capital sera à l'avenir de l'ordre de 20 p. 100 du produit intérieur brut. D'une façon générale, le taux de formation de capital prévu dans le secteur public serait suffisamment élevé pour permettre une élévation du revenu national par habitant malgré l'accroissement démographique, à condition que les investissements du secteur privé augmentent parallèlement à ceux du secteur public. Les possibilités d'investissement dans le secteur public dépendent beaucoup de la politique suivie par l'Etat, tandis que, dans le secteur privé, elles sont fonction de la rentabilité. L'existence de ressources et de possibilités d'investissement intéressantes sont d'une importance capitale pour l'investissement privé.

L'exécution du Plan dépendra dans une grande mesure du secteur de la construction et des travaux publics, qui représentait ces dernières années un volume d'affaires de 131 millions de dollars malais par an. Toutefois, ce secteur pourrait absorber jusqu'à 200 millions de dollars malais de travaux par an.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

Le gouvernement intervient dans le domaine de l'agriculture par l'intermédiaire de la division de l'agriculture du Département de la production primaire, qui relève du Ministère du développement national. Les terres cultivables peu étendues sont utilisées surtout pour des cultures vivrières destinées à la consommation locale; pour aider les producteurs, le Département a créé une station expérimentale où on essaie des engrais organiques et chimiques tels que la gadoue séchée additionnée de divers composés chimiques. Le gouvernement a également créé un service de labourage. Jusqu'en septembre 1960, ce service n'avait qu'un seul tracteur, mais vu le nombre croissant des usagers, il en utilise trois depuis octobre.

Principales cultures

	<u>Superficie</u> (acres)			<u>Production</u> (long tons)	
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>
Caoutchouc	15 700	15 168	14 608	2 032	2 273
Noix de coco	7 610	7 600	7 200	14	14
				million	million
Légumes, racines et tubercules	6 629	6 360	7 680	30 580	34 675
Fruits	4 835	4 940	5 000	1 500	1 775
Tabac	844	759	742	395	342

La superficie cultivée en légumes, racines et tubercules a augmenté en 1960 parce que le nombre des cultivateurs a lui-même augmenté.

Animaux abattus

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Buffles	900	3 400	3 500
Boeufs	5 100	5 900	6 200
Chèvres	4 200	3 300	2 300
Moutons	74 000	81 700	81 700
Porcs	417 000	436 400	435 100

L'aviculture se pratique avec succès dans les campagnes, le nombre des volailles étant de l'ordre de 18 millions. Les porcs sont au nombre de 750 000 environ. La station de recherches zootechnique de Sembawang cherche à améliorer les races locales de porcs et de volaille par sélection et par croisement.

PECHE

La pêche côtière se fait au moyen de gords, de sennes et autres filets. La pêche à la cuiller (pour le thon) et la pêche à la palangre se pratiquent dans les eaux adjacentes. Bien que les bateaux immatriculés à Singapour aient augmenté leurs prises, Singapour importe 75 p. 100 du poisson livré à la consommation.

ELECTRICITE

Capacité et production

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Puissance installée (milliers de kW)	152	152	186
Production (millions de kWh)	565	616	659

En 1960, la construction de la centrale électrique de St. James a été en grande partie achevée et les premières génératrices ont été mises à l'essai. Le gouvernement a approuvé la construction d'une nouvelle centrale qui, lorsqu'elle sera entièrement terminée, aura une puissance de 240 000 kW.

INDUSTRIE

Le premier recensement d'ensemble de la production industrielle a été effectué en 1960. La valeur totale de la production des industries manufacturières proprement dites, des industries de transformation et des ateliers d'entretien et de réparation a été estimée à 1 533 millions de dollars malais. La majeure partie

de ce montant était imputable à la fabrication d'articles en caoutchouc, dont la production était évaluée à 1 204 millions de dollars malais environ. Venaient ensuite, par valeur décroissante de la production, les industries alimentaires; non compris la fabrication des boissons (69 millions de dollars malais); la fabrication des produits pharmaceutiques et chimiques et produits dérivés du pétrole et du charbon (56 millions); l'imprimerie, l'édition et les travaux connexes (38 millions); la fabrication des boissons (33,6 millions); la fabrication de matériel de transport (28,1 millions); le travail du bois et du liège, non compris la fabrication de meubles (26,7 millions); la fabrication d'objets en métal autres que le matériel de transport et les machines (24,7 millions).

La zone de Jurong a été choisie comme emplacement du nouveau district industriel de Singapour, car c'est la seule qui possède toutes les conditions nécessaires au développement d'une ville intégrée ayant accès à la mer. Environ 8 500 acres ont été réservées à l'installation, en bordure de mer, d'industries lourdes, qui constitueront l'élément central du district.

Des facilités seront accordées aux industries pour leur permettre de se grouper dans certaines zones. Deux domaines industriels ont été créés en 1960 : l'un conjointement par le gouverne ent et la société Singapore Factory Development Ltd., avec des emplacements pour 34 petites usines au moins, l'autre par l'Office de l'habitation et du développement. Ils doivent aider de petits industriels à s'installer sur des terrains qui leur sont loués à des conditions de paiement avantageuses.

Les industries familiales sont d'importance secondaire. Leurs principaux produits sont les paniers, les poteries, les filets de pêche, les objets en bois sculpté et l'argenterie.

Production industrielle

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Caoutchouc retraité et caoutchouc fumé (milliers de <u>long tons</u>)	83,9	116,9	126,7
Caoutchouc en feuilles (milliers de <u>pounds</u>)	108,1	58,1	54,6
Tuyaux de caoutchouc renforcé (milliers de <u>pieds</u>)	24,7	25,9	41,6
Chaussures en caoutchouc (millions de <u>paires</u>)	1,6	1,4	1,8
Composés de caoutchouc (milliers de <u>pounds</u>)	415,5	553,2	645,2
Huile de coco (milliers de <u>long tons</u>)	30,2	20,5	24,5
Savon (milliers de <u>long tons</u>)	14,4	10,8	10,7
Sagou (féculé et semoule) (milliers de <u>long tons</u>)	14,2	19,9	21,4
Sauce de soya (millions de <u>gallons</u>)	2,1	2,2	2,3
Biscuits (millions de <u>long tons</u>)	8,6	9,5	8,9
Boissons non alcoolisées (millions de <u>gallons</u>)	75,5	71,2	70,8
Cigarettes et cigares (millions de <u>pounds</u>)	0,9	3,0	3,6

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Immatriculation de véhicules à moteur
(31 décembre)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Automobiles :			
Voitures de tourisme	53 521	57 894	63 344
Taxis	3 053	3 296	3 422
Autobus	1 314	1 342	1 339
Véhicules industriels	12 280	12 880	13 612
Motocyclettes	12 253	14 306	18 931

Trafic ferroviaire

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Voyageurs prenant le train à Singapour à destination de la Fédération de Malaisie	228 461	245 483	233 792
Marchandises à l'arrivée et au départ (<u>long tons</u>) ..	418 168	463 811	501 341

Trafic aérien

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Passagers à l'arrivée, au départ et en transit	253 796	279 072	333 175
Marchandises (tonnes)	5 210	4 964	5 121
Courrier (tonnes)	1 275	1 320	1 627

Transports maritimes

	<u>Nombre de navires</u>			<u>Jauge nette</u> (milliers de tons)		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Navires entrés :						
jaugeant plus de 75 tonnes						
net	9 970	10 069	10 112	31 307	32 086	33 612
jaugeant moins de						
75 tonnes net	7 897	7 937	8 914	421	390	469
Total	17 867	18 006	19 026	31 728	32 476	34 081
(fret en milliers de tons)						
		<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>		
Marchandises déchargées		10 097	9 131	9 602		
Marchandises chargées		5 679	5 075	5 287		

Téléphones

Le réseau téléphonique de Singapour, qui est entièrement automatique, comporte dix centraux. La capacité limite de ces centraux est de 117 000 lignes, et 56 100 lignes sont actuellement installées. A la fin de 1960, il y avait en service 37 140 lignes directes, et 19 551 lignes reliées à un standard secondaire, contre 32 700 et 19 500 respectivement en 1958.

FINANCES PUBLIQUESRecettes et dépenses
(milliers de dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Recettes	248 281	259 174	269 243
Dépenses	251 783	262 582	248 000
Principaux postes de recettes :			
Impôt sur le revenu	66 548	76 657	65 000
Droits sur les tabacs	40 564	37 108	43 086
Droits sur le pétrole	32 417	34 242	40 439
Droits de douane et impôts indirects sur les spiritueux	25 065	24 037	23 500
Recettes des services postaux et des télécommunications	18 711	20 289	17 429
Revenus des biens immobiliers et des placements	6 129	11 188	16 023

Recettes et dépenses (suite)
(milliers de dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Principaux postes de dépenses :			
Enseignement	57 604	60 008	60 052
Santé	28 373	28 439	48 480
Police	24 357	23 494	21 738
Développement	36 559	23 058	20 000
Pensions, etc.	17 013	20 908	16 593
Services postaux et télécommunications	14 477	13 646	14 698
Protection sociale	11 695	12 461	13 031
Service de la dette publique	6 480	5 123	11 276
Travaux publics	11 372	9 073	8 549
Défense	11 123	7 502	8 266

Financement du développement

Il ressort des estimations des recettes et des dépenses courantes que, pour la période couverte par le Plan, il y aura un excédent budgétaire de 186,3 millions de dollars malais. De nouvelles mesures fiscales doivent fournir 30 millions supplémentaires. Le service de la dette, qui est en voie d'augmentation, représentera une somme de l'ordre de 100,2 millions de dollars malais.

Le montant net des fonds budgétaires alloués au développement sera donc de 116,1 millions de dollars malais. Le Plan bénéficiera également des soldes créditeurs de divers fonds et organismes publics, qui s'élèvent à 245,3 millions de dollars malais. On pense que les souscriptions à l'emprunt intérieur fourniront 230 millions de dollars malais, dont 120 millions provenant du Fonds central de prévoyance. Les sources internes de financement représenteront au total environ 591 millions de dollars malais, soit plus des deux tiers du montant total des capitaux nécessaires. Les capitaux extérieurs exigés pour le financement du Plan seront d'environ 279,6 millions de dollars malais dont, selon des estimations provisoires, 179,6 millions de dollars malais de prêts et de subventions fournis par le Royaume-Uni. Sur ce montant, l'Echiquier a déjà promis 8,6 millions sous forme de subventions et 43 millions sous forme de prêts. Il faudra se procurer les 100 millions de dollars manquants par d'autres emprunts contractés à l'étranger, peut-être auprès de la Banque internationale. Les emprunts (intérieurs et extérieurs) destinés au financement du développement s'élèveraient au total à environ 500 millions de dollars malais.

Plan de développement pour 1961-1964 : recettes et dépenses
(millions de dollars malais)

	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>Total</u>
Recettes :					
Gouvernement	344,8	357,4	359,5	371,2	1 432,9
Services publics	152,6	163,6	174,6	186,6	677,4
Total	497,4	521,0	534,1	557,8	2 110,3
Augmentations dues au programme					
d'équipement	4,0	9,0	14,5	19,5	47,0
Total	501,4	530,0	548,6	577,3	2 157,3
Recettes (non compris les dépenses consacrées à la défense) :					
Gouvernement	309,8	320,2	329,0	338,2	1 297,2
Services publics	134,3	140,8	148,3	156,2	579,6
Total	444,1	461,0	477,3	494,4	1 876,8
Augmentations dues au programme					
d'équipement	0,3	14,6	24,5	33,3	72,7
Total	444,4	475,6	501,8	527,7	1 949,5

COMMERCE EXTERIEUR

En 1960, le principe général de la libéralisation des échanges a continué à être suivi; le régime de licence générale automatique a été étendu à un plus grand nombre d'importations, notamment automobiles, camions, récepteurs de radio et montres. Il y a eu peu de changements en ce qui concerne le contrôle des exportations.

Importations et exportations (non compris les échanges commerciaux
avec la Fédération de Malaisie)
(millions de dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Importations totales	3 100,6	3 105,5	3 225,0
Exportations totales	2 482,0	2 722,7	2 634,6
Principales importations :			
Caoutchouc	495,0	751,4	1 360,2
Produits pétroliers	611,0	580,9	573,2
Textiles	263,8	215,5	222,7
Riz	139,2	86,4	103,5
Principales exportations :			
Caoutchouc	1 029,1	1 503,1	1 431,8
Produits pétroliers	299,3	308,3	379,2
Textiles	116,6	63,0	141,4
Epices	74,3	89,4	116,8

Courants commerciaux
(pourcentage de la valeur)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Provenance des importations (principaux pays) :			
Indonésie	31,1	36,6	24,5
Fédération de Malaisie	17,1	20,5	20,9
Royaume-Uni	12,9	10,5	8,9
Japon	8,7	7,8	7,3
Sarawak	5,3	5,9	4,9
Etats-Unis	3,8	4,0	3,8
Destination des exportations (principaux pays) :			
Fédération de Malaisie	21,0	20,9	24,2
Royaume-Uni	10,3	10,1	8,2
Etats-Unis	7,8	10,7	7,0
Japon	7,6	7,2	4,5
Australie	4,5	4,5	3,9
Indonésie	14,2	4,8	3,5

CONDITIONS SOCIALES

Il est nécessaire de développer l'infrastructure sociale pour faire face à l'accroissement de la population, si l'on veut maintenir les normes des services fournis jusqu'à présent. Mais comme les investissements sociaux doivent souvent être faits au détriment d'investissements économiques plus urgents encore, on risque de devoir envisager seulement un objectif à très court terme, qui est d'empêcher les services de se détériorer, ou de maintenir tant bien que mal la situation, afin de donner la priorité aux investissements économiques quand on répartit une masse de capitaux insuffisante. Certains des investissements sociaux moins urgents risquent de devoir être différés.

Les dépenses de développement social représentent 40 p. 100 des dépenses totales de développement malgré la priorité donnée à l'expansion industrielle, ce qui révèle l'ampleur des problèmes que soulève le simple maintien des services sociaux quand la population augmente rapidement.

Plan de développement 1961-1964 : dépenses de développement social

	(millions de dollars malais)	(pourcentage)
Santé	35,80	10,23
Enseignement	94,48	27,00
Protection sociale	1,77	0,51
Habitation	153,60	43,90
Egouts	47,36	13,54
Services communautaires	6,07	1,73
Culture	10,80	3,09
Total	349,88	100,00

Condition de la femme

Singapour est une ville cosmopolite où Musulmans, Chinois, Indiens, Européens, etc. suivent leurs coutumes et leurs religions respectives. C'est dans ce contexte qu'il faut envisager la condition de la femme. Le principe de la monogamie s'applique seulement aux chrétiens et à ceux qui recherchent dans le mariage ce genre d'union. La loi reconnaît et protège les femmes mariées sous le régime de la polygamie. Par exemple quand une femme mariée sous ce régime est abandonnée par son mari, elle peut obtenir contre celui-ci une ordonnance lui accordant des aliments. Toutefois, la Women's Charter, qui doit bientôt entrer en vigueur, dispose que le principe de la monogamie s'appliquera désormais à tous les habitants de l'Etat de Singapour, à l'exception des Musulmans, sans préjudice des mariages existants.

Il n'existe de discrimination légale contre les femmes dans aucun domaine d'activité. Elles ont les mêmes possibilités et les mêmes droits que les hommes en ce qui concerne l'accès à la fonction publique, la participation aux activités politiques, l'accès aux professions commerciales et libérales, et les droits de propriété.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

La politique suivie en matière de main-d'oeuvre vise à améliorer les conditions de travail, à promouvoir de bonnes relations entre travailleurs et employeurs, à encourager la création de syndicats honnêtes et à accroître la productivité.

Faute d'un système d'immatriculation obligatoire des travailleurs, on ne possède pas de chiffres indiquant l'étendue exacte du chômage et du sous-emploi. On calcule périodiquement le nombre de personnes qui cherchent du travail par l'intermédiaire du bureau public de placement. En 1960, ce nombre a atteint un maximum de 61 052 le 31 août et un minimum de 49 555 le 31 janvier; la moyenne a été de 54 382.

Pendant les dernières années, l'emploi net a diminué; entre 1957 et 1959 par exemple, il a baissé d'environ 1 000 personnes par an. A l'augmentation du chômage due à l'accroissement naturel de la population s'ajoute le chômage résultant de l'afflux de migrants venant de la Fédération de Malaisie, et dont le nombre a été de l'ordre de 75 000 pour l'ensemble des dix dernières années. Il y a eu des années où l'afflux de la main-d'oeuvre migrante était presque égal à l'effectif de la main-d'oeuvre entrant sur le marché du travail par suite de l'accroissement naturel de la population. Cet excédent de main-d'oeuvre migrante est dû en grande partie à l'exode vers les zones urbaines. Le progrès de l'enseignement et le développement des moyens de communication, ainsi que la stagnation économique des campagnes, amènent les jeunes à chercher du travail dans les villes; à cet égard, Singapour étant la ville la plus grande et la plus industrialisée de Malaisie, c'est elle qui attire le plus de ruraux.

Aux termes de l'ordonnance sur les syndicats, l'enregistrement est obligatoire pour tous les syndicats d'employés ou d'employeurs. Jusqu'en 1959, il y avait un nombre considérable de petits syndicats et chaque profession, commerce ou industrie comptait de nombreux syndicats rivaux. En 1960, le mouvement syndical a commencé à faire un sérieux effort pour simplifier sa structure diversifiée. Au haut de l'échelle, se trouve le Congrès des syndicats de Singapour reconnu par le gouvernement comme l'organe national représentant l'ensemble du mouvement syndical à Singapour. Les syndicats patronaux sont organisés par profession ou industrie.

Le Congrès des syndicats de Singapour était autrefois affilié à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), mais il s'en est retiré au milieu de 1960. D'après les renseignements obtenus, trois syndicats seulement sont officiellement en rapport avec des organisations internationales : le syndicat des employés civils de l'armée, le syndicat des travailleurs du pétrole de Singapour et le syndicat des enseignants de Singapour.

Le dispositif de règlement des conflits du travail a été renforcé par l'ordonnance sur les relations professionnelles, aux termes de laquelle le tribunal d'arbitrage professionnel peut être saisi de ces conflits.

Répartition des travailleurs manuels

	<u>1958</u>	<u>1959</u> (septembre)	<u>1960</u>
Agriculture, forêts, chasse et pêche ...	1 544	1 319	955
Industries extractives.....	806	574	765
Industries manufacturières.....	50 878	44 445	42 945
Bâtiment et travaux publics.....	11 912	9 385	8 753
Electricité, gaz, eau et services sanitaires.....	7 168	7 504	6 643
Commerce.....	9 096	9 941	9 461
Transports, entrepôts et communications.	21 658	21 103	21 534
Services publics, y compris les forces armées; services communautaires, entreprises privées, loisirs, services personnels et autres services non dénommés ailleurs.....	12 290	12 500	14 549
Total	115 352	106 771	105 605

Salaire journalier moyen dans certaines professions
(dollars malais)

<u>Profession</u>	<u>Branche d'activité</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Travailleurs non qualifiés :				
Manoeuvres	Construction mécanique	4,85	3,33	4,83
Manoeuvres (hommes)	Fabrication du caoutchouc	4,49	13,96	6,35
Manoeuvres (hommes)	Bâtiment	5,08	5,71	5,06
Manoeuvres (femmes)	Bâtiment	4,43	4,69	4,28
Manoeuvres (hommes)	Scierie	4,41	4,31	4,93
Ouvriers qualifiés :				
Soudeurs (gaz-électricité)	Construction mécanique	7,95	8,15	8,42
Chaudronniers	Construction mécanique	7,46	6,95	7,48
Mécaniciens	Atelier de réparation de moteurs	7,73	7,65	7,52
Charpentiers	Bâtiment	7,24	9,26	8,28
Electriciens	Construction mécanique	7,03	7,60	7,22

Organisations professionnelles

	<u>Syndicats ouvriers</u>			<u>Syndicats patronaux</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Nombre de syndicats	218	176	130	57	56	56
Nombre d'adhérents	129 159	146 579	144 770	6 096	6 060	5 784

Conflits du travail

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Nombre de grèves et de lock-outs.....	22	40	44
Nombre de journées de travail perdues	78 166	26 587	152 005

Formation professionnelle

En 1960, le nombre de contremaîtres ayant reçu une formation en cours d'emploi s'est élevé à 401 et celui des infirmes ayant reçu une formation à 55; à la fin de l'année, il y avait 271 apprentis en cours de formation.

COOPERATIVES

Il y avait en 1960, 105 coopératives, contre 102 en 1959 et 1958; le nombre de leurs adhérents pendant les trois années en question a été respectivement de 37 676, 35 040 et 34 584.

NIVEAU DE VIE

Indices du coût de la vie
(1939 = 100)

	<u>Décembre 1958</u>	<u>Décembre 1959</u>	<u>Juin 1960</u>
Groupes à revenu relativement élevé	250,3	252,2	252,0
Employés de bureau (groupe à revenu relativement faible).....	351,9	317,5	313,8

URBANISME, AMENAGEMENT DES CAMPAGNES ET HABITATION

L'un des problèmes les plus pressants est la pénurie de logements, due à la rapidité de l'accroissement naturel de la population, au surpeuplement des zones urbaines et au délabrement des bâtiments d'habitation existants. Il faudra construire environ 14 700 logements par an pendant les dix années à venir si l'on veut résoudre le problème de l'habitation dans ce délai.

Les habitations permanentes sont construites principalement par l'office d'habitation et de développement qui a remplacé en 1960 le syndicat d'amélioration de Singapour, et par l'entreprise privée. L'ancien syndicat d'amélioration de Singapour a construit environ la moitié du total des logements permanents et plus de 70 p. 100 des logements construits à Singapour sur l'initiative des pouvoirs publics de 1947 à 1959. Cela a représenté une moyenne de 1 700 logements par an, avec un maximum de 3 841 en 1958.

L'Office d'habitation et de développement a un programme quinquennal de construction coordonné avec le Plan de développement de 1961-1964. Pendant la période 1961-1964, 51 031 logements seront construits à un coût estimé à 194,1 millions de dollars malais. Pendant ces quatre années, on pense pouvoir construire respectivement 7 096, 9 735, 9 690 et 12 750 logements; il restera 11 760 logements à construire en 1965.

Etant donné la rareté des terrains, l'Office construit surtout des cités groupant un certain nombre d'immeubles à plusieurs étages avec des appartements d'une, deux et trois pièces. Tous les appartements ont l'eau, l'électricité, le gaz et des installations sanitaires modernes. Les cités sont dotées de centres commerciaux et de marchés, d'écoles, de dispensaires, de centres communautaires et de terrains de jeux.

Par suite d'une restriction imposée par le gouvernement en 1959 sur l'adjudication des contrats de construction, 1 682 logements seulement ont été terminés par l'office en 1960, mais les travaux ont repris à la fin de l'année pour la construction de 7 000 logements.

La construction d'habitations à bon marché par l'Office d'habitation et de développement est financée par des prêts de l'Etat. A la fin de 1960, le gouvernement avait approuvé des prêts s'élevant à un montant total de 189,6 millions de dollars malais et remboursables à des échéances et des taux d'intérêt divers. Le dernier prêt approuvé avant la fin de l'année s'élevait à 49 millions de dollars malais, il était remboursable en vingt ans par tranches semestrielles et portait un intérêt de 5 1/2 p. 100 par an.

On pense que les administrations autres que l'Office d'habitation et de développement (le Département des travaux publics par exemple) construiront de moins en moins de logements pour les fonctionnaires; ils n'en ont construit que 128 en 1960.

La construction d'habitations par l'entreprise privée est avant tout une entreprise commerciale dont l'objectif est de répondre aux besoins des groupes à revenu moyen et élevé. La plupart des entreprises privées de construction à Singapour ne s'intéressent pas aux investissements à long terme, et ce sont les sociétés de financement immobilier et autres sociétés de crédit qui, prêtant sur hypothèque, assurent le financement à long terme de la construction et stimulent ainsi depuis quelques années la construction d'habitations par l'entreprise privée. Pendant la période 1948-1959, l'entreprise privée a construit en moyenne 1 586 logements par an; en 1960, le chiffre a été de 1 693.

Les besoins actuels en matière de logement sont couverts dans une proportion assez importante par la construction d'habitations temporaires, mais il est difficile de dire à quel rythme celles-ci sont bâties, car beaucoup d'entre elles sont construites sans autorisation.

L'industrie du bâtiment, dont la production était très au-dessous de sa capacité maximum en 1959, a repris en 1960, en raison principalement de l'importance accrue donnée par l'Etat au programme d'équipement. En 1960, l'Office d'habitation et de logement a passé des contrats pour un montant de l'ordre de 32 millions de dollars malais. Les coûts de construction sont restés stables pendant l'année et il n'y a pas eu de pénurie grave de matériaux ni de main-d'oeuvre.

SECURITE SOCIALE

Il existe deux régimes d'assistance sociale financés et gérés par l'Etat, à savoir le régime d'assistance publique et le régime d'indemnités pour le traitement de la tuberculose. Le régime d'assistance publique couvre les vieillards, les tuberculeux gravement atteints, les malades chroniques, les personnes physiquement et mentalement diminuées, les veuves, les orphelins et les chômeurs. En 1960, 7,4 millions de dollars malais ont été versés au titre de ce régime, à 22 387 familles en moyenne par mois. Quant au régime d'indemnités pour le traitement de la tuberculose, 2 186 malades en moyenne en bénéficient chaque mois, percevant des indemnités bien supérieures au minimum vital; en 1960, ces indemnités ont représenté un total de 2 millions de dollars malais.

L'ordonnance sur les accidents du travail prévoit le versement de prestations aux travailleurs qui ne peuvent plus gagner leur vie parce qu'ils ont été victimes d'accidents dûs à leur travail et survenus au cours de leur travail; en cas de décès, les prestations sont versées aux personnes à charge.

PROTECTION SOCIALE

L'Etat et les organisations bénévoles de service social s'occupent conjointement du bien-être social de la population de Singapour. A la fin de 1960, on comptait 20 centres de protection de l'enfance, dont 19 gérés par le Département de la protection sociale et un, par des travailleurs bénévoles. Le Service de la probation du Département de la protection sociale s'occupe des jeunes délinquants en probation, dont le nombre était de 132 en 1960. Les garçons sont admis dans une école approuvée où ils suivent des programmes complets d'études et de travail manuel. Le Département de la protection sociale a des sections pour la protection de la femme et de la jeune fille et il y a trois foyers pour les jeunes filles qui ont besoin de soins et de protection. Il existe également deux asiles de vieillards gérés par le Département de la protection sociale.

Les centres communautaires, qui relevaient du Département de la protection sociale, dépendent depuis juin 1960 de l'Association populaire, organisme officiel qui comprend des représentants d'organisations culturelles, éducatives et récréatives.

L'Association populaire a commencé à construire et à organiser des centres communautaires. En dehors de l'organisation des loisirs, ces centres donnent aussi des cours d'enseignement général et professionnel. L'Association gère également des clubs de jeunes et des camps de vacances.

PREVENTION DU CRIME ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Nombre de personnes condamnées

<u>Infraction</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Contre les personnes ^{a/}	1 025	833	246
Contre les biens	802	860	1 014
Autres infractions	54 771	31 915	55 457

a/ Les chiffres de 1958 et de 1959 comprennent les personnes en liberté conditionnelle et en probation ainsi que d'autres catégories de personnes libérées. Il n'a pas été tenu compte de ces groupes dans les chiffres de 1960.

En 1960, l'effectif des détenus a été en moyenne de 2 350 par jour, contre 1 792 en 1959 et 1 295 en 1958. Cette augmentation est due en grande partie à la campagne menée par le gouvernement contre la criminalité et, en particulier, contre les sociétés secrètes.

SANTE PUBLIQUE

En matière de médecine et de santé, le Plan de développement de 1961-1964 repose sur les principes fondamentaux suivants : 1) association plus étroite entre les services curatifs et les services préventifs; 2) décentralisation et réorganisation des services en vue d'augmenter leur efficacité et de réduire les frais de gestion; 3) adaptation des services aux besoins spéciaux de la collectivité; 4) intégration des services de santé de l'Etat et du Conseil municipal. Parmi les principales mesures envisagées, on peut citer l'amélioration des hôpitaux existants, la construction d'un nouvel hôpital (général) de district, de maternités et de centres de consultation pour les mères, l'amélioration des services dentaires ainsi que diverses mesures dans le domaine de la santé publique.

Au cours des dix dernières années, les consultations externes données par les principaux hôpitaux ont été au nombre de 3,7 millions par an, et les consultations données par les centres d'hygiène maternelle et infantile de près de 500 000.

Le service d'hygiène maternelle et infantile assure des soins prénatals donnés par des médecins et des sages-femmes, des soins d'obstétrique gratuits pour les cas normaux et l'hospitalisation gratuite pour les cas normaux et pour les cas anormaux, des soins postnatals, le contrôle sanitaire des enfants d'âge préscolaire,

notamment au moyen de programmes de vaccination (87 p. 100 des enfants âgés de moins d'un an ont été vaccinés à la fois contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos), la distribution d'aliments d'appoint, notamment de lait, de vitamines et de fortifiants, des visites à domicile d'infirmières et de sages-femmes et des conférences de planification de la famille dans les centres de santé publique; enfin des conseils sur la planification de la famille sont également donnés dans certains services postnatals et services d'hygiène infantile.

Un vaste programme de lutte contre la tuberculose, faisant suite à la campagne de vaccination par le BCG commencée sous les auspices du FISE en 1951, a été lancé sur la base des résultats d'une enquête sur la tuberculose, faite en 1958 au titre du Plan de Colombo. Dans le cadre de ce programme, une campagne massive d'exams radioscopiques a été entreprise en 1960. La proportion des parents qui ont fait vacciner au BCG leurs enfants nouveau-nés a été satisfaisante. Plus de la moitié des enfants accouchés par les soins de sages-femmes des services de la santé publique ont reçu la vaccination par le BCG avant l'âge d'un mois. Cette vaccination peut maintenant être faite dans tout le territoire. Un service anti-tuberculeux a été créé et le Royal-Singapore Chest Clinic se prépare à construire un hôpital.

On a ouvert un centre moderne de traitement pour les lépreux non hospitalisés car l'usage est maintenant de ne pas hospitaliser toutes les personnes atteintes de cette maladie, mais d'isoler seulement ceux chez qui elle prend une forme infectieuse.

La demande d'eau a continué d'augmenter, la consommation moyenne d'eau courante en 1960 étant de 66 millions de gallons par jour. L'accroissement annuel de la consommation journalière est d'environ 3,5 millions de gallons par jour. Trois cents nouvelles fontaines publiques ont été construites en 1960, ce qui porte le total à 2 200. Il y a l'eau courante dans presque tous les logements de la ville de Singapour et des parties les mieux aménagées des zones rurales. A la campagne, la population est encore tributaire de l'eau de puits et de lavoirs désinfectés contre le paludisme.

A la fin de 1960, il y avait près de 300 milles d'égouts desservant une population d'environ 700 000 habitants dans les limites de la ville. Le nombre total d'immeubles desservis s'élevait à 39 000. On fait actuellement des plans

pour étendre le réseau d'égouts à toute la ville et à certaines zones extra muros. Les eaux d'égout sont traitées dans deux stations d'épuration qui sont devenues nettement insuffisantes. A l'heure actuelle, les zones sans égouts sont principalement dans les campagnes et dans les quartiers d'habitation périphériques; il n'y a pas non plus d'égouts dans les parties centrales et surpeuplées de la ville qui avaient été construites avant l'installation des égouts. Des branchements provisoires sont construits pour desservir ces zones; à la fin de 1960, les travaux étaient presque achevés dans un rayon d'un mille à partir du centre de la ville.

Dépenses
(millions de dollars malais)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Budget ordinaire	34,5	34,2	40,8
Budget d'équipement	<u>7,6</u>	<u>3,2</u>	<u>8,2</u>
Total	42,1	37,5 ^{a/}	49,0

a/ Le total a été arrondi.

Personnel médical et sanitaire

	<u>1958</u>		<u>1959</u>		<u>1960</u>	
	<u>Public</u>	<u>Privé</u>	<u>Public</u>	<u>Privé</u>	<u>Public</u>	<u>Privé</u>
Médecins diplômés	318 ^{a/}	323	313 ^{a/}	357	291 ^{a/}	339
Médecins agréés	34 ^{a/}	...	31 ^{a/}	...	9	7
Dentistes qualifiés	34 ^{a/}	42	31 ^{a/}	39	52	42
Dentistes diplômés (Division II ou non qualifiés) .....	...	241	...	242	-	231
Infirmières pleinement qualifiées	974	217	831	225	882	552
Infirmières ayant une formation partielle (étudiantes infirmières)	450	...	601	...	298	56
Infirmières auxiliaires	199	25	222	49	...	...
Elèves infirmières	153	...	200	...	...	...
Sages-femmes pleinement qualifiées	162 ^{b/}	110 ^{b/}	212 ^{b/}	248 ^{b/}	601	379
Pharmaciens	22 ^{a/}	64	20 ^{a/}	70	23	71

a/ Non compris les membres suivants du personnel enseignant de l'Université de Malaisie : médecins diplômés (35 en 1958 et 34 en 1959), dentistes qualifiés (14 en 1958 et en 1959), pharmaciens (5 en 1958 et 3 en 1959).

b/ Sages-femmes exerçant effectivement. Presque toutes les infirmières qualifiées ont aussi un certificat de sage-femme.

/...

Formations sanitaires

	<u>Nombre de lits</u>		
	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Hôpitaux publics :			
Hôpital général	1 191	1 231	1 191
Kandang Kerbau (maternité)	316	316	445
non compris les lits d'enfants			
Tan Tock Seng (tuberculose)	1 142	1 144	1 150
Middleton (maladies infectieuses)	250	250	250
St. Andrew's (orthopédie)	120	120	...
Trafalgar (léproserie)	1 023	1 023	1 020
Woodbridge (psychiatrie)	2 222	2 040	2 220
Middle Road (maladies vénériennes)	65	65	65
Prisons	160	160	...
Ile St-John (désintoxication des opiomanes).	20	20	...
Ecole de police	20	20	...
Rue Thomson (district)	-	396 ^{a/}	...
Hôpitaux privés	612	742	...

a/ Ouvert en novembre 1959.

En 1960, il y avait 63 centres d'hygiène maternelle et infantile,
24 dispensaires et 11 groupes mobiles.

Etablissements formant du personnel médical

<u>Etablissement</u>	<u>Formation pour</u>	<u>Durée des cours</u>	<u>Titres requis</u>	<u>Nombre annuel de personnes formées</u>
Faculté de médecine de l'Université de Malaisie	Médecins praticiens	6 ans	M.B.Bs.	65
	Dentistes	5 ans	B.D.S.	25
	Pharmaciens	3 ans	Dip. Pharm. ou B. Pharm.	10
Ecole d'infirmières, Hôpital général	Diplôme de la santé publique	9 mois	D.P.H.	6
	Infirmières	3 ans	S.R.N.	135
		et 4 mois		
Hôpital Woodbridge	Infirmiers des services psychiatriques	3 ans et 4 mois	Certificat de soins infirmiers	20
Maternité de Kandang Kerbau	Sages-femmes	2 ans et 6 mois	C.M.B.	50

Etablissements formant du personnel médical
(suite)

<u>Etablissement</u>	<u>Formation pour</u>	<u>Durée des</u> <u>cours</u>	<u>Titres</u> <u>requis</u>	<u>Nombre</u> <u>annuel de</u> <u>personnes</u> <u>formées</u>
Cours d'infirmières de la santé publique, Institut de la santé	Infirmières visiteuses et soins infirmiers de district	1 an	Certificat de soins infirmiers	12
<u>Royal Society for the</u> <u>Promotion of Health,</u> Institut de la santé	Inspecteurs de la santé publique	9 mois	Diplôme R.S.H.	20

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

La politique suivie en matière d'enseignement vise un triple but, à savoir : 1) traiter sur un pied d'égalité l'enseignement donné en malais, en chinois, en tamoul et en anglais; 2) faire du malais la langue nationale de l'Etat de Singapour; 3) insister sur l'étude des mathématiques, des sciences et des matières techniques. Le choix de la langue d'enseignement est entièrement laissé aux parents. Les normes visées sont les mêmes dans toutes les écoles, avec le même programme d'études, des enseignants formés dans la même Ecole normale et le même degré de contrôle exercé par les services d'inspection du Ministère de l'éducation.

L'enseignement primaire est gratuit pour tous les enfants d'âge scolaire qui sont nés soit à Singapour soit dans la Fédération de Malaisie ou dont les parents sont des citoyens de l'Etat de Singapour. Les enfants fréquentant l'école secondaire paient la somme symbolique de 4 dollars malais par mois. Non seulement il existe des bourses, mais encore les enfants pauvres peuvent être exonérés de frais de scolarité dans toutes les écoles. L'enseignement n'est pas obligatoire.

L'âge moyen d'admission à l'école primaire est de six ans révolus. L'enseignement primaire est donné en six ans, à la fin desquels tous les élèves se présentent au concours d'admission aux écoles secondaires. A la fin des études secondaires qui durent quatre ans, les élèves se présentent à l'examen de fin d'études secondaires. Viennent ensuite les classes préuniversitaires d'une durée de deux ans qui ont lieu dans certaines écoles secondaires et à la fin desquelles les élèves se présentent à l'examen du Certificat d'études postsecondaires.

Les élèves qui ne réussissent pas assez bien dans leurs études pour être admis à l'école secondaire, technique ou commerciale après l'examen de fin d'études primaires suivent pendant deux ans des cours qui les orientent vers l'enseignement professionnel.

On ne fait pas de différence entre les enfants des collectivités urbaines et ceux des collectivités rurales. Le préambule de la Constitution de Singapour (Ordre en Conseil de 1958) disposait que le Gouvernement de Singapour aurait systématiquement pour politique de favoriser les intérêts des Malais. Des mesures à long terme étaient prises pour renforcer la position économique des Malais, mais le problème immédiat était d'accroître les possibilités d'accès des Malais à l'enseignement secondaire et supérieur. L'enseignement devait être gratuit pour

tous les élèves malais des écoles secondaires publiques et subventionnées nés à Singapour ou dont les parents étaient citoyens de Singapour. L'enseignement supérieur est et restera gratuit pour les étudiants malais fréquentant l'Université de Malaisie.

Dans le domaine de l'enseignement, le Plan de développement pour 1961-1964 vise deux objectifs principaux : 1) fournir au moins deux années d'enseignement postprimaire orientées vers l'enseignement professionnel; 2) créer plus d'écoles secondaires orientées vers l'enseignement technique et scientifique. On a calculé que pendant la période 1961-1964 le nombre des élèves augmentera de 133 690, dont près de 108 000 pour l'enseignement primaire et l'enseignement professionnel et commercial et plus de 25 000 pour l'enseignement secondaire et technique. Pour répondre aux besoins supplémentaires résultant de l'accroissement du nombre des élèves, il faudra en moyenne 19 écoles par an pendant la durée du Plan.

Compte tenu des dépenses d'équipement, le coût de l'enseignement a été de 60,9 millions de dollars malais en 1960, contre 63,1 millions en 1959 et 68,9 millions en 1958. Pour 1960, les subventions à l'Université de Malaisie se sont élevées à 2,7 millions et les subventions à l'Ecole polytechnique de Singapour à 1,4 million de dollars malais.

Nombre d'établissements scolaires en mars 1961

<u>Type</u>	<u>Nombre</u>
Ecoles préprimaires (écoles maternelles)	44
Ecoles primaires	627
Ecoles secondaires	75
Ecoles ayant à la fois des classes primaires et secondaires	47
Ecoles professionnelles	6
Ecole polytechnique	1
Ecole normale	1
Universités	2
Ecoles de théologie	11
Ecoles spéciales	6

A la fin de 1960, un enseignement était donné à environ 353 500 élèves dans 750 écoles primaires et secondaires ordinaires. Environ 15,3 pour 100 des élèves fréquentaient les classes secondaires.

On calcule que pendant la période 1960-1964, le nombre des enfants âgés de 6 à 17 ans passera de 455 149 à 584 654 et celui des élèves à 475 190.

Le tableau suivant indique le nombre des écoles qu'il faudra construire pour faire face à cette situation :

Nombre minimum d'écoles nouvelles nécessaires, 1961-1964

	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>Total</u>
Ecoles primaires	11	8	6	6	31
Ecoles professionnelles et commerciales ..	9	9	4	5	27
Ecoles secondaires et techniques	3	1	5	9	18

Pour assurer le fonctionnement de ces écoles, il sera nécessaire de recruter 4 280 enseignants.

Nombre d'enseignants nouveaux nécessaires, 1961-1964

	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>Total</u>
Non diplômés	1 280	970	750	840	3 840
Diplômés sans mention	40	10	60	110	220
Diplômés avec mention	40	10	60	110	220
Total	1 360	990	870	1 060	4 280

A la fin de 1960, le nombre des enseignants employés s'élevait à 10 935, dont 46 p. 100 avaient reçu une formation pédagogique.

A la fin de 1959, 2 227 étudiants étaient inscrits à quatre départements de l'Ecole polytechnique de Singapour : comptabilité, formation nautique, construction mécanique, bâtiment et architecture. Huit cent deux d'entre eux étudiaient à plein temps, 453 étaient autorisés par leurs employeurs à suivre les cours pendant une journée entière et deux après-midi par semaine, les autres suivaient des cours du soir.

A la fin de 1960, l'Université de Malaisie comptait 1 181 étudiants et 424 étudiantes, dont 766 domiciliés hors de Singapour. A la fin de 1959, 1 861 étudiants fréquentaient l'Université de Nanyang.

Quand les circonstances le justifient, les écoles sont intégrées et l'enseignement est dispensé dans les quatre langues. Le nombre maximum d'élèves par école est de 1 320 par "session"; il y a ordinairement deux "sessions", c'est-à-dire que certains élèves vont à l'école le matin et les autres l'après-midi; certaines écoles sont en outre ouvertes le soir pour l'éducation des adultes.

Il a été difficile d'acquérir des terrains pour la construction d'écoles dans les zones urbaines surpeuplées où habite la majeure partie de la population (dont 20 p. 100 d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire), d'autant que les règlements exigent qu'il y ait au moins une acre de terrain de jeux par école primaire de dix-huit classes.

L'éducation des adultes relève de l'Office de l'éducation des adultes, créé par une ordonnance de 1960. Elle comprend surtout des cours d'alphabétisation de degré élémentaire, moyen et supérieur donnés en malais, en chinois, en tamoul et en anglais et des cours secondaires destinés à ceux qui n'ont pas pu terminer leurs études secondaires à l'école. L'Office de l'éducation des adultes organise également des cours pour les prisonniers et pour le personnel de la police. Enfin, des cours d'enseignement supérieur sont organisés par le personnel de l'Université de Malaisie et de l'Université de Nanyang.

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

La Bibliothèque nationale contient environ 150 000 volumes, dont une nombreuse et importante collection d'ouvrages sur la Malaisie. Elle a quatre annexes fonctionnant à temps partiel. Il y a des livres pour enfants dans chacune des bibliothèques et il existe en outre une bibliothèque réservée aux enfants à la Bibliothèque centrale. Les bibliothèques ont des livres en chinois, en malais, en tamoul et en anglais. Une bibliothèque mobile dessert les zones rurales. La construction d'un nouveau bâtiment, commencée en 1957, a été achevée à la fin de 1960.

Le Musée national a des collections concernant la zoologie, l'ethnographie, et l'archéologie de la région malaisienne ainsi que l'histoire de Singapour et de la Malaisie.

En 1960, il y avait neuf quotidiens publiés en malais, en chinois, en tamoul et en anglais, un périodique publié en chinois deux fois par semaine, cinq journaux du dimanche publiés dans les quatre langues, et une revue publiée par chacun des trois partis politiques.

En 1960, Singapour comptait 46 salles de cinéma et 23 cinémas en plein air, qui projettent des films dans les quatre langues. Le nombre moyen des spectateurs s'élevait à environ 200 000 par semaine.